

UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

É T U D E

SUR LES

Bénéfices Ecclésiastiques

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

Thèse pour le Doctorat en Droit

PRÉSENTÉE PAR

JEAN GÉRARDIN

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu le
Mercredi 8 Décembre 1897, à 4 heures du soir.

Président : M. GAVET, professeur.

Assesseurs { MM. BEAUCHET,
CARRÉ DE MALBERG, } professeurs.

NANCY

IMPRIMERIE A. CRÉPIN-LEBLOND

21, RUE SAINT-DIZIER, 40, RUE DES DOMINICAINS

(Passage du Casino)

1897



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546204_0017

A MON PÈRE

A MA MÈRE



UNIVERSITE DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

É T U D E

SUR LES

Bénéfices Ecclésiastiques

AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

Thèse pour le Doctorat en Droit

PRÉSENTÉE PAR

JEAN GÉRARDIN

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu le
Mercredi 8 Décembre 1897, à 4 heures du soir.

Président : M. GAVET, professeur.

Assesseurs { MM. BEAUCHET,
CARRÉ DE MALBERG, } professeurs.



NANCY

IMPRIMERIE A. CRÉPIN-LEBLOND

21, RUE SAINT-DIZIER, 40, RUE DES DOMINICAINS

(Passage du Casino)

1897

FACULTÉ DE DROIT

Doyen : M. LEDERLIN, ✱, I 🌿.

Doyen honoraire : M. JALABERT, ✱, I 🌿.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.), ✱, I 🌿.

MM. LEDERLIN, ✱, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes, et Chargé du cours d'Histoire du Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières.

LIÉGEOIS, I 🌿, Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours d'Histoire des doctrines économiques.

BLONDEL, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours de Principes du Droit public et du Droit constitutionnel comparé.

BINET, I 🌿, Professeur de Code civil, et Chargé du cours d'Enregistrement.

LOMBARD (P.), I 🌿, Professeur de Code civil.

GARNIER, I 🌿, Professeur d'Economie politique, et Chargé du cours de Législation financière.

MAY, I 🌿, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes et du cours de Droit international public (Doctorat).

GARDEIL, I 🌿, Professeur de Droit criminel, et Chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

BEAUCHET, I 🌿, Professeur de Procédure civile, et Chargé du cours de Procédure civile (Voies d'exécution) et du cours de Législation et Economie coloniales.

BOURCART, I 🌿, Professeur de Droit commercial.

GAVET, I 🌿, Professeur d'Histoire du Droit.

CHRÉTIEN, I 🌿, Professeur de Droit international public et privé.

CARRÉ DE MALBERG, A 🌿, Professeur de Droit constitutionnel et administratif.

MELIN, Docteur en Droit, Chargé de Conférences.

LACHASSE, I 🌿, Docteur en droit, Secrétaire honoraire.

VALEGEAS, A 🌿, Docteur en Droit, Secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du Candidat.

INTRODUCTION

La matière des bénéfices ecclésiastiques, qui n'existe plus pour notre droit actuel, était autrefois l'objet d'une législation des plus compliquées. Comme elle touchait d'un côté au spirituel et de l'autre au temporel, elle excitait à la fois l'intérêt des canonistes et celui des légistes, et les esprits les plus éminents s'attachèrent à en expliquer les points obscurs et à discuter les sujets de controverse qu'elle présentait. De nos jours encore, les questions qui se rattachent aux bénéfices forment, pour l'historien, un champ d'étude d'une immense étendue, dont l'exploration ne présente pas seulement l'avantage de nous faire connaître une législation morte maintenant, mais encore, en soulevant un des coins du voile qui recouvre le passé, nous permet de comprendre certaines parties de notre histoire nationale jusqu'à présent laissées dans l'oubli. La progression lente mais constante de l'idée d'unité qui conduisit à la formation de la France, se retrouve ici, peut-être plus palpable encore que dans notre histoire politique.

Malheureusement les tendances unitaires qui, dans les faits, aboutirent à une simplification de plus en plus grande de la législation, furent précisément l'une des causes qui ont le plus contribué à rendre les matières bénéficiales difficiles à comprendre pour nous. Préoccupés avant tout de donner un exposé complet d'un état de choses en apparence si divers, nos anciens auteurs, au lieu de s'attacher aux grandes lignes de leur sujet et de passer sous silence les détails, ont développé ces derniers outre mesure, et étouffé les règles primordiales de la matière sous le poids des exceptions qui y étaient apportées. Ils nous ont fourni, dans une multitude d'ouvrages, des explications très embrouillées, et la grande difficulté qu'on éprouve à sortir du labyrinthe créé par leur défaut de méthode, nous semble ne pas avoir peu contribué à faire des bénéfices ecclésiastiques l'une des institutions les moins connues de notre ancien droit.

Au point de vue ecclésiastique, on pouvait diviser la France d'autrefois en deux parties principales : l'une qui suivait les prescriptions de réglemens généraux, comme la Pragmatique Sanction, plus ou moins approuvés par le Saint-Siège, et de traités intervenus entre celui-ci et le roi, comme le Concordat ; l'autre, au contraire, assujettie aux réserves apostoliques et aux règles de chancellerie. La première comprenait toutes les anciennes provinces composant le royaume au moment où se tinrent les Conciles de Constance et de Bâle dont elle fit siens les décrets sous le nom de libertés de l'Église gallicane ; on l'appelait « *patria reducta* » à cause de la situation privilégiée où l'avaient placée les concessions des

Souverains Pontifes ; la seconde se composait des provinces réunies plus tard à la couronne, qui, dans leur isolement, n'avaient pu résister aux revendications ultramontaines, et dont la dénomination de « *pays d'obédience* » indiquait bien la dépendance plus ou moins absolue envers la Cour de Rome.

La législation ecclésiastique de la « *patria reducta* », de la France gallicane, était, en principe, la même partout ; sauf les exceptions produites par les privilèges de quelques églises particulières ou les tempéraments apportés par la jurisprudence de certains Parlements, on y appliquait les décrets de la Pragmatique Sanction, les articles du Concordat et les prescriptions des ordonnances, déclarations et édits royaux. Au contraire, la législation des pays d'obédience présentait des variétés infinies, certaines provinces appliquant strictement toutes les constitutions pontificales, d'autres n'acceptant celles-ci qu'avec des modifications et des tempéraments, ou même quelquefois les rejetant tout à fait. On pouvait donc sous-diviser les pays d'obédience en pays d'obédience proprement dits et en pays d'usage ; la Provence, la Bretagne faisaient partie des premiers, la Lorraine, du moins suivant une opinion généralement admise, quoique très discutable, faisait partie des seconds.

Lorsque les pays d'obédience furent réunis à la couronne, les rois de France voulurent y appliquer le Concordat et y faire admettre les libertés de l'Église gallicane. Mais cette prétention fut combattue par Rome qui craignait de ne plus pouvoir exercer ses réserves, et par toutes les églises des pays d'obédience qui eussent perdu à ce changement leurs privi-

lèges et leurs immunités. Devant cette résistance, les rois de France durent transiger et se contenter d'imposer quelques-unes seulement de leurs revendications, comme la régale et les brevets de joyeux avènement et de serment de fidélité, et de demander aux Souverains Pontifes des Indults étendant en leur faveur le Titre III du Concordat aux provinces nouvellement annexées. A la suite de ces transactions et compromis et de ces concessions, les dissemblances qui existaient déjà entre les pays d'obédience sous le rapport de la législation bénéficiale s'accusèrent encore davantage, chaque église ayant dès lors ses lois et ses privilèges spéciaux, et ce ne fut certainement pas le moindre service que rendit la Révolution, en supprimant les bénéfices (2 novembre 1789), que de soumettre toutes les églises de France aux mêmes règlements.

A dire vrai, l'Assemblée constituante, en décrétant la nationalisation des biens du clergé, n'avait guère eu en vue la simplification de la législation bénéficiale, et si les effets de la loi votée furent de tous points excellents sous ce rapport, en revanche l'esprit qui avait dicté cette loi n'était rien moins qu'élevé, puisque il s'était agi, tout simplement, de faire sortir des mains du clergé et de mettre à la disposition de l'Etat, le cinquième, ou environ, de la fortune territoriale de la France. La mesure toutefois était attendue depuis si longtemps, et si nécessaire, l'idée mise en œuvre si profondément enracinée dans la tête des hommes de l'époque, lesquels l'avaient eux-mêmes héritée de leurs pères, que nos législateurs de 1789 sont excusables d'avoir pris cette décision que le clergé français, peu instruit ou plutôt oublieux

de la façon dont lui-même avait acquis ces richesses, considère encore maintenant comme une spoliation.

De bonne heure, en effet, l'immense patrimoine de l'Église, dont la majeure partie formait la dotation des bénéfices ecclésiastiques, avait excité la convoitise des rois de France. Ces derniers, une fois les luttes féodales terminées et la couronne affermie sur leur tête après l'abaissement des grands vassaux, s'attaquèrent à cette autre féodalité puissante qui s'appelait l'Église gallicane. Merveilleux instrument entre les mains de la royauté, les légistes inventèrent tout exprès la fameuse théorie du domaine éminent et du domaine utile, et voulant appliquer celle-ci aux biens du clergé, prétendirent que l'Église n'en était que l'usufruitière, la nue-propriété, le domaine éminent appartenant de droit divin à la couronne et ne pouvant être aliénés.

L'apparition de cette théorie souleva de véritables tempêtes au sein des assemblées du clergé du xvi^e siècle, (les procès-verbaux de ces assemblées nous en ont apporté l'écho), et devant les résistances opposées la revendication royale dut être retirée ; les rois ne furent jamais assez forts pour soutenir avec l'Église une lutte d'où leur couronne serait probablement sortie brisée. Mais la menace d'une nationalisation de ses biens n'en resta pas moins dès lors suspendue sur le clergé, et si les dons gratuits, qu'il fit à la couronne à des époques régulières, furent considérés par lui comme de pures générosités de sa part, il n'en est pas moins certain que nos hommes d'état voulurent, au contraire, toujours voir là une véritable concession intéressée, le rachat en quelque sorte d'une

servitude. L'idée émise par nos légistes devait, du reste, faire petit à petit son chemin ; lorsque la Révolution éclata on peut dire qu'elle était mûre dans tous les esprits ; la nationalisation des biens du clergé ne devait plus rencontrer de résistance sérieuse que de la part de celui-ci.

En même temps qu'ils cherchaient à mettre la main sur le riche patrimoine des bénéficiers, les rois de France essayaient de détruire à leur profit l'organisation même de l'ancienne hiérarchie ecclésiastique. Cette prétention, à vrai dire, n'était guère qu'un corollaire de la théorie dont nous venons de parler ; du moment que le roi se considérait comme le maître suprême dans son royaume, il devait avoir sur les personnes, même ecclésiastiques, le pouvoir qu'il revendiquait sur les choses ; il voulait être maître à la fois au spirituel et au temporel.

La Pragmatique Sanction qui avait réglementé le système des élections était un obstacle à l'accomplissement de ces vues, les évêques élus directement par les chapitres conservant vis-à-vis du pouvoir civil une indépendance presque absolue. Il importait donc de changer cet état de choses et les efforts constants de nos rois tendirent à ce but ; mais ici encore ils rencontrèrent de la part des églises de la France gallicane une résistance dont on n'eût pu venir à bout, si la Papauté, ennemie de la Pragmatique pour des motifs différents, n'avait pas prêté les mains à son abrogation. Chose étonnante, cette mesure qui eût dû combler tous les vœux des légistes gallicans fut, au contraire, vue par eux avec une extrême défaveur ; le système des élections était si profondé-

ment ancré dans les mœurs, que les avantages inappréciables du Concordat de Bologne passèrent tout d'abord inaperçus et que François I^{er} dut user de rigueur pour faire triompher sa volonté.

C'est à la longue seulement, et, pour ainsi dire, à l'usage, qu'on reconnut combien la nouvelle législation était favorable aux intérêts monarchiques. Par la collation accordée au roi, de tous les évéchés et bénéfices consistoriaux du royaume, le roi devenait véritablement le chef de l'Église de France ; maître de la tête de son clergé, il s'assurait la dépendance de tous les membres de ce grand corps jusqu'alors indépendant. Le Concordat de Bologne, en faisant passer dans les faits la théorie française qui voulait voir dans le clergé une classe de fonctionnaires, fut véritablement la base de l'organisation ecclésiastique actuelle ; l'esprit qui le dicta est encore celui qui règne de nos jours.

Nous nous placerons, pour étudier les bénéfices ecclésiastiques, aux xvi^e et xvii^e siècles. Avant le xvi^e siècle, cette institution, quoique déjà florissante, n'avait pas reçu la réglementation définitive que nos rois y apportèrent ; après le xvii^e, elle tombe en décadence, et par décadence nous entendons non pas la désuétude, car, au contraire, les bénéfices se multiplièrent prodigieusement, mais bien cette sorte de trouble avant-coureur qui se produit dans les institutions, lorsque celles-ci, immuables et ne suivant pas le mouvement toujours ascendant des idées et des mœurs, se trouvent tout d'un coup en désaccord avec les besoins de leur époque. Il

était facile, au xviii^e siècle, de pressentir le sort réservé aux bénéfices ecclésiastiques ; quand la Révolution les supprima tout d'un bloc, c'était un édifice colossal qui s'écroulait, mais dont les débris ne laissaient que de la poussière.

CHAPITRE I

Définition, Origine, Création et Distinction des Bénéfices

§ 1

DÉFINITION DU BÉNÉFICE

Claude de Ferrière définit le bénéfice ecclésiastique :
« Une certaine portion du bien de l'Église, assignée à un
« ecclésiastique, pour en jouir sa vie durant, en rétribution du
« service qu'il rend ou doit rendre à l'Église, dans la fonction
« et le ministère auquel il est appelé (1). »

Cette définition est de beaucoup la meilleure de toutes celles qui ont été données par nos anciens canonistes ou par les auteurs qui ont traité des matières bénéficiales. Elle est complète, s'explique d'elle-même, et il est à peine utile d'en donner une courte paraphrase.

Le bénéfice « est une certaine portion du bien de l'Église », mense épiscopale pour les évêques, abbatiale pour les abbés, prébendes pour les chanoines, mense conventuelle pour les moines profès, paroissiale pour les curés; menses ou pré-

(1) Claude de Ferrière. *La Science parfaite des Notaires*, édition de 1692, chapitre ix, page 638.

bendes qui consistent principalement, quelquefois même exclusivement, en dîmes ou en revenus de biens fonds.

« *Assignée à un ecclésiastique* », c'est-à-dire à une personne faisant partie de l'Église, à un clerc engagé dans les ordres sacrés ou ayant tout au moins reçu la tonsure (1).

« *Pour en jouir sa vie durant* », le bénéficiaire est un véritable usufruitier, étant nommé à vie.

« *En rétribution du service qu'il rend ou doit rendre à l'Église, dans la fonction et le ministère auquel il est appelé* ». Ce sont deux principes de notre ancien droit canon que le prêtre doit vivre de l'autel, et que s'il n'est nul titre sans fonction, il n'y a non plus nulle fonction sans titre (2).

La définition de Claude de Ferrière nous fait saisir, à première vue, la similitude qui existe entre le bénéfice ecclésiastique et le fief, l'un et l'autre donnés à charge d'un service, le premier à charge du service religieux, le second à charge du service militaire. De même que les fiefs, à l'origine du moins, sont concédés à vie, mais peuvent être remis entre les mains du seigneur avec prière d'en investir une personne que l'on veut gratifier (Cujas, *Des Fiefs*, livre I, titre 1^{er} ; Loyseau, *Des Offices*, livre I, chap. 2 et livre V, chap. 6), de même les bénéfices « *sont résignables et à vie* » (Loysel, *Institutes coutumières*, livre IV, titre III, § 2). Il n'est pas jusqu'aux formalités prescrites, soit pour la collation des bénéfices, soit pour l'investiture des fiefs, ou pour la prise de possession des uns et des autres, qui ne présentent entre

(1) Le tonsuré était un clerc jouissant, du moins lorsqu'il vivait cléricalement, de tous les privilèges des personnes de l'état ecclésiastique. Voir *infra*, p. 39.

(2) René Gastier, dans le *Nouveau praticien français*, (édit. de 1667, livre IV, chap. 1^{er}), donne du bénéfice ecclésiastique la même définition que Claude de Ferrière ; puis il ajoute : « C'est, si vous voulez, le titre d'un office ou dignité ecclésiastique, avec un certain revenu annexé ».

elles les plus grandes analogies. Bien plus, pendant la première partie du Moyen-Age, bénéfices et fiefs ont été confondus sous le nom commun de bénéfices. L'on disait : « *beneficium seu feudum* », bénéfice ou fief (1). *Beneficium, feudum*, mots merveilleusement choisis pour exprimer quand ils sont accolés l'un à l'autre, l'un, la concession gracieuse, le bienfait du gratifiant, l'autre, la situation dépendante et les obligations du gratifié. Ce fut seulement sous les premiers Capétiens que cette communauté de nom disparut, lorsque le mot ne fut plus d'accord avec la chose. Le bénéfice ecclésiastique, non modifié, conserva toujours son nom ; mais le bénéfice laïque, ayant perdu sa nature primitive de concession viagère pour devenir petit à petit héréditaire, fut désormais désigné exclusivement sous le nom de fief (2).

L'étude dans laquelle nous allons entrer nous fera pénétrer au cœur même de notre vieille société féodale.

§ 2

ORIGINE DES BÉNÉFICES.

L'origine des bénéfices ecclésiastiques est assez obscure. Ce fut par une lente évolution, dont les transitions successives n'ont été marquées par aucun fait saillant, que s'est fait jour la notion du bénéfice, telle qu'elle est demeurée dans notre ancien droit jusqu'à la Révolution française. L'on sait seulement que le bénéfice a pris naissance à la suite du par-

(1) Bonvalot. *Histoire du Droit et des Institutions de la Lorraine*, livre I, chap. VII, § 4.

(2) Luchaire. *Histoire des Institutions monarchiques de la France*, tome II, chap. 1 et 2.

tage des biens de l'Église entre les clercs, et les historiens sont unanimes à placer ce partage à la fin du ^x^e siècle sous le pontificat de Grégoire VII (1).

Dans toutes les parties de l'ancienne France, les biens des églises primitives se composaient : 1^o des dîmes, au paiement desquelles Charlemagne avait astreint tous ses sujets, tant nobles qu'ingénus. (An 789, *Capitulatio de partibus Saxonix*, § 17, « *Similiter secundum Dei mandatum ut omnes decimam partem substantiæ et laboris sui Ecclesiæ et Sacerdotibus donent, tam nobiles quam ingenui* »); 2^o des biens des ecclésiastiques, biens qui revenaient de droit à l'Église par suite de la promotion de leurs propriétaires aux ordres sacrés; 3^o des legs et des donations des fidèles.

Ces biens de l'Église restaient en commun et l'évêque en était le dispensateur. Les capitulaires de Charlemagne sont fort explicites à ce sujet en ce qui concerne les dîmes. [« *De decimis, ut unusquisque suam decimam donet atque per iussionem Pontificis dispensetur.* » Capitulaire de l'an 779.]

L'évêque devait former des dîmes quatre portions : une pour lui-même, une pour les clercs de son diocèse, une pour les pauvres, et une pour la fabrique de l'église. [« *Ut decimæ populi in quatuor partes dividantur : prima pars episcopis detur, alia clericis, tertia pauperibus, quarta in fabricâ ipsius Ecclesiæ.* » Capitulaire de l'an 801, § XLIV. Un capitulaire de l'an 805 ajoute aux mêmes prescriptions... « *sicut in decreto Gelasii papæ continetur.* »] Ces répartitions, d'abord équitablement faites, finirent par donner lieu à des abus et devinrent des sujets de contestations et de querelles entre les clercs d'un même diocèse. Puis, le nombre des églises de la campagne se multipliant, et les donations de biens fonds à

(1) Laferrière. *Essai sur l'histoire du Droit français*, tome I, livre IV, § 3,

elles faites augmentant progressivement, il arriva un moment où les évêques et leurs économes furent dans l'impossibilité de gérer par eux-mêmes cet immense patrimoine. Les évêques, dès lors, se virent contraints d'attribuer aux desservants des paroisses éloignées l'administration et la jouissance des biens de l'Église qui se trouvaient dans leur voisinage, à charge de certaines prestations consistant ordinairement dans le tiers des oblations de chaque église. Des campagnes, par la force et l'autorité de l'exemple, cet usage gagna les villes. Les bénéfices ecclésiastiques étaient nés (1).

Ces bénéfices, il est vrai, furent d'abord de simples administrations ; ils n'étaient pas encore érigés en titres perpétuels. On pouvait librement vendre et acheter les biens qui les composaient ; les églises elles-mêmes se partageaient entre les héritiers des acquéreurs ; les anciens cartulaires sont pleins de ces contrats. Mais le temps, à la longue, amena des modifications profondes dans la nature même de ces bénéfices ; de droits d'abord personnels ils devinrent des droits réels ; de simples commissions de l'évêque, des titres indépendants de lui. Cette métamorphose peut s'expliquer facilement par les usurpations continues que durent commettre les bénéficiers sur les prérogatives de leurs Ordinaires ; usurpations que ces derniers trop éloignés toléraient, ne pouvant les empêcher. Le fait bientôt se transforma en droit ; à chaque office ecclésiastique fut attaché un bénéfice ; les curés percurent les dîmes, les oblations et les autres revenus dans les limites de leurs paroisses, et les titres de leurs bénéfices devenus perpétuels leur furent attribués à vie (2).

(1) Guy du Rousseaud de Lacombe. *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*. Verbo : bénéfices.

Durand de Maillane. *Dictionnaire*. Verbo : bénéfices.

Héricourt. *Loix ecclésiastiques*, pp. 401 et suivantes.

(2) Laferrière. *Opinion citée*. Jérôme a Costa (alias Richard Simon), *Histoire des revenus ecclésiastiques*, p. 37.

La formation des bénéfices réguliers se fit parallèlement et d'une manière analogue à celle des bénéfices séculiers. Il y eut tout d'abord de grandes abbayes, richement dotées par la générosité des rois et des princes, et comprenant un personnel nombreux de moines, fondées le plus souvent dans des lieux incultes et déserts que le monastère fit défricher. Dès leur naissance, ces abbayes furent très florissantes ; en ces siècles de foi, les fidèles de toutes parts les comblèrent de leurs dons, et le nombre des personnes qui vinrent, à l'abri de leur toit, chercher des secours contre la misère ou un appui contre le danger, ne cessa de s'accroître. Elles furent bientôt, comme les anciennes églises, propriétaires d'immenses étendues de terres dont l'administration se trouva être d'autant plus difficile qu'elles étaient plus éloignées. Les abbayes, dès lors, envoyèrent dans chaque centre d'exploitation un peu important, d'abord un, puis deux, puis plusieurs religieux qui restèrent en communication constante avec leur couvent auquel ils devaient envoyer tous les fruits par eux recueillis (1). Puis, lorsque le nombre des religieux peuplant ces petites colonies devint plus considérable, le lien qui unissait les filiales à la maison-mère se relâcha rapidement. Les abbés eux-mêmes accrurent ce mouvement de décentralisation en donnant aux prieurs, « *priores* ou *præpositi* », qui gouvernaient les maisons conventuelles en leur nom, l'ordre d'y rester à vie et d'en percevoir les fruits comme des fermiers perpétuels. Le Pape Innocent III défendit bien cet usage par la décrétale : « *Cum ad monasterium extra* » ; mais l'abus subsista malgré tout, et les prieurs s'étant peu à peu rendus maîtres des revenus qu'ils étaient auparavant simplement chargés de toucher, leurs titres en arrivèrent à

(1) Lacombe. *Jurisprudence canonique*, op. cit.

la fin à être considérés comme de véritables bénéfices (1). Le Concile de Vienne, tenu en 1311 et 1312, sous Clément V, les considère déjà comme tels (2). Telle fut l'origine des prieurés conventuels.

Les prieurés-cures, eux, provinrent, par une série de transformations analogues, soit des églises des paroisses dont un couvent percevait les dîmes, à charge de faire faire le service du culte par un religieux, soit des anciennes chapelles dont étaient généralement pourvues les fermes des abbayes ou des prieurés conventuels (3).

Quant aux offices claustraux qu'on peut ranger aussi parmi les bénéfices réguliers, leur origine est moins certaine. On peut supposer toutefois que les religieux, voyant leurs abbés s'approprier une bonne part des revenus des monastères, cherchèrent, du moins ceux qui jouissaient de quelque autorité, à se partager les revenus affectés aux fonctions qu'ils remplissaient. Les autres religieux durent se contenter de modestes pensions sur le surplus des menses. De là vinrent les bénéfices qu'on appela : Trésorerie, Secrerterrie, Infirmerie, Porterie, Chantrerie, Écolâtrerie, etc. (4).

(1) Héricourt. *Loix ecclésiastiques* ; *op. cit.*

(2) Labbé et Cossart. *Sacrosancta concilia*, tome XI, 2^e partie, pp, 1537 et suivantes.

(3) Héricourt. *Op. cit.*

(4) Fleury. *Institution au Droit ecclésiastique*, 2^e partie, chap. II, dit : « Les choses en vinrent à ce point que chaque officier de l'Eglise eut son « revenu séparé, dont il jouissait par ses mains et dont il faisait l'emploi suivant sa conscience, sans en rendre compte à personne. C'est ce revenu, joint « à un office ecclésiastique, que nous appelons bénéfice. »

§ 3

CONDITIONS DE CRÉATION D'UN BÉNÉFICE

Ne crée pas un bénéfice qui veut (1) ; quatre conditions nous paraissent être imposées :

1^o La fonction ecclésiastique que l'on veut établir doit être spirituelle, c'est-à-dire consacrée au service du culte. Les léproseries, les aumôneries, les hôpitaux ne sont pas de vrais bénéfices ; ils participent seulement de la nature de ceux-ci (2).

2^o La fondation doit être perpétuelle ; la perpétuité est de l'essence du bénéfice. Cette condition rend les bénéfices indisponibles même pour l'évêque, ce qui est contraire à cette règle canonique que l'évêque, dans son diocèse, a la libre disposition de tous les biens ecclésiastiques qui y sont situés (3). Tout office auquel est attaché le droit de percevoir des fruits ou revenus ecclésiastiques, mais qui est révocable à la volonté de celui qui le confère, n'est pas un bénéfice.

3^o La fonction ecclésiastique doit être rémunérée, et sa dotation doit être suffisante (4).

Si c'est une église particulière que l'on veut créer, il faut lui assurer un revenu suffisant pour entretenir au moins deux prêtres, ou un prêtre et un clerc ; pour acquitter les droits épiscopaux dus à l'évêque ; enfin pour que les desservants puissent exercer l'hospitalité.

(1) M. Gavet, à son cours.

(2) Lacombe. *Jurisprudence canonique* ; *op. cit.*

(3) M. Gavet, à son cours.

(4) Perard Castel. *Nouveau recueil de plusieurs questions notables sur les matières bénéficiales*, tome I, p. 6.

Toute fondation non suffisamment rémunérée doit être refusée par l'évêque ; que si celui-ci, mal renseigné, l'accepte, il peut être contraint sur les revenus et les biens de son église, ou à défaut et en cas de préjudice, sur ses propres biens, de fournir le complément de dot nécessaire ; le fondateur ou ses héritiers ne doivent être recherchés qu'au cas de manque total de ressources de l'évêque et de son église.

4° Enfin, il faut que la fondation soit acceptée par l'évêque à titre de bénéfice et consacrée par lui. C'est de là que se tire la différence entre le bénéfice perpétuel et la fondation pieuse. Les biens et fonds qui composent le premier sont mis hors du commerce par le décret de l'évêque ; au contraire, les fondations de messes, appelées aussi prestimoniaires ou obits, ne nécessitant pas l'intervention de l'Église, les biens et fonds qui en assurent le service, conservent leur nature de biens profanes et peuvent être vendus et aliénés.

Pour prouver qu'une chapelle ou une fondation quelconque est un titre de bénéfice, faut-il rapporter le brevet d'érection par l'évêque ? Malgré le dissentiment de quelques auteurs, on doit décider que non. L'érection peut être fort ancienne et le titre en être perdu. Pour éviter l'incertitude sur l'état de beaucoup de bénéfices, on admet que la possession fait présumer le brevet d'érection, et que quand une fondation a été conférée trois fois de suite à titre de bénéfice par l'évêque, elle est présumée avoir été érigée avec les formalités ordinaires en bénéfice perpétuel (1).

Se plaçant à un point de vue autre que le nôtre, les canonistes, dans leur définition du bénéfice, ont généralement reproduit les quatre conditions que nous venons d'énumérer.

(1) Lacombe. *Op. cit.*

Ils disent du bénéfice : « *Jus perpetuum percipiendorum* »
« *fructuum quorumcumque ex bonis ecclesiasticis seu Deo* »
« *dicatis, propter officium spirituale, auctoritate Ecclesiæ* »
« *constitutum* (1). »

« *Jus perpetuum* », c'est la condition de perpétuité ;
« *percipiendorum fructuum quorumcumque ex bonis ecclesiasticis seu Deo dicatis* », cela implique une dotation productive de revenus et dont on n'a pas le droit de disposer ; « *propter officium spirituale* », c'est la spiritualité ; « *autoritate Ecclesiæ constitutum* », l'acceptation de l'évêque.

§ 4

DISTINCTION DES BÉNÉFICES

On distingue plusieurs espèces de bénéfices ecclésiastiques :

Ces bénéfices sont : Séculiers ou réguliers,
Simples ou à charge d'âmes,
Compatibles ou incompatibles,
Consistoriaux ou non consistoriaux,
Electifs ou collatifs (2).

Mentionnons, en outre, pour mémoire, les bénéfices dignités qui donnent à leurs titulaires la juridiction volontaire, c'est-à-dire le droit de conférer les bénéfices ; et les bénéfices prélatures qui ajoutent à ce premier droit la juridiction contentieuse (3).

(1) André et Wagner. *Dictionnaire de Droit canonique*. Verbo : bénéfices.
Lacombe et Durand de Maillane. *Op. cit.*, même mot.

(2) Durand de Maillane. *Op. cit.* Verbo : bénéfices.

(3) On appelle en général prélatures, toutes dignités qui donnent quelque prééminence dans l'Église. Il y a, dans l'Église, prééminence avec juridiction

1^{re} DIVISION

Les bénéfices sont d'abord séculiers ou réguliers (1).

Les premiers ne peuvent être possédés que par des clercs séculiers ; ce sont : la Papauté, les évêchés, les dignités des chapitres, les canonicats, les prieurés-cures, les vicairies perpétuelles, les simples cures, les chapelles, chapellenies, et généralement tous les bénéfices à titre perpétuel possédés par des clercs séculiers.

Les seconds, au contraire, sont affectés aux personnes qui ont fait profession dans quelque ordre religieux. Ce sont : l'abbaye en titre, les offices claustraux qui ont un revenu affecté (prieuré conventuel en titre, offices de chambrier, aumônier, hospitalier, sacristain, cellerier et autres semblables).

Ainsi donc « *secularia secularibus, regularia regularibus* (2). » Cette grande règle, l'une de celles que l'on voit revenir à chaque instant dans les traités des matières bénéficiales, fut admise en France dès la Pragmatique Sanction de Charles VII, et confirmée par le Concordat de 1516. Lorsqu'il y était dérogé, et le Pape seul avait le droit de le faire, l'on disait qu'il y avait commende (3).

Dépassant même la règle, le Concile de Trente (XIV^e Ses-

et prééminence sans juridiction. Le bénéfice qui donne prééminence avec juridiction s'appelle dignité ; celui qui donne prééminence sans juridiction s'appelle personat ; et celui enfin qui n'a qu'une simple administration sans prééminence et juridiction s'appelle proprement office.

(1) *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : bénéfices réguliers, p. 163. *Mémoires du Clergé*, tomes X et XII.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 515 et suivantes, tome XII, pp. 784 et suivantes.

(3) Voir *infra*. Chapitre des Indults : la Commende.

sion, Décrets de réformation, Chap. x et xi) (1), décida que les religieux d'un ordre ne pourraient pas posséder de bénéfices dépendant d'un autre ordre. Il suit de là que pour pouvoir être pourvu d'un bénéfice régulier, il faut être religieux de l'ordre d'où dépend le bénéfice, et que les collateurs ne peuvent le conférer qu'à des religieux dudit ordre. Et si un religieux veut posséder un bénéfice d'un ordre dont il n'est pas profès, il doit s'y faire transférer.

Toujours en vertu des décisions prises dans la même Session du Concile, le Pape, mais le Pape seul peut autoriser un séculier à posséder un bénéfice régulier, à charge de faire profession dans l'ordre d'où dépend le bénéfice ; les provisions qui sont expédiées dans ce cas sont dites : « *pro cupiente profiteri* (2). »

Durand de Maillane enseigne avec raison que les deux sortes de bénéfices, séculiers ou réguliers, peuvent être considérées comme les genres qui comprennent toutes les différentes espèces de bénéfices. En effet, les quatre divisions des bénéfices qu'il nous reste à examiner, s'appliquent aussi bien aux uns qu'aux autres.

2^e DIVISION

Bénéfices simples ou à charge d'âmes

Les bénéfices simples sont ceux qui n'ont d'autre charge que la célébration du service intérieur des églises (sans

(1) Louis Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise et des Auteurs ecclésiastiques du XVI^e siècle*, édit. de 1703, p. 414.

Concilium Tridentinum. Joannes Gallemaert et Augustin Barbosa. *Coloniæ agrippinæ* 1722, pp. 178 et 179.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 784 et suiv.

laquelle charge nul bénéfice ne peut être. Loyseau, *des Offices*, livre V, chap. vi, n° 13).

Les bénéfices à charge d'âmes correspondent à une fonction donnant une juridiction spirituelle. Ce sont : les archevêchés, les évêchés, les cures, les abbayes et les prieurés conventuels.

Dans le langage ordinaire, le terme : bénéfices simples, ne comprend souvent que les bénéfices dont les titulaires ne sont obligés à aucune résidence.

3^e DIVISION

Bénéfices compatibles et incompatibles (1).

Les bénéfices compatibles sont ceux qu'une même personne peut posséder à la fois ; les incompatibles, au contraire, ne peuvent se rencontrer sur la même tête.

Tous les bénéfices à charge d'âmes sont incompatibles.

4^e DIVISION

Bénéfices consistoriaux et non consistoriaux (2).

Les bénéfices consistoriaux sont les plus importants et les plus riches de l'Église : archevêchés, évêchés, certaines abbayes. On les appelait ainsi parce qu'en principe on n'en expédiait pas de bulles qui n'eussent été proposées et résolues en consistoire, c'est-à-dire dans l'assemblée des Cardi.

(1) *Abrégé des Mémoires du Clergé*, pp. 156 et suiv.
Mémoires du Clergé, tome X, pp. 504 et suiv.

(2) *Abrégé des Mémoires du Clergé*, p. 155. ■

naux présidée par le Pape. Les bureaux romains tenaient une liste de ces bénéfices.

Les bénéfices non consistoriaux sont donnés à la collation ordinaire. (1)

5^e DIVISION

Bénéfices électifs et bénéfices collatifs (2).

Les bénéfices électifs sont ceux auxquels on pourvoit par élection. Les bénéfices collatifs, au contraire, sont conférés par une personne déterminée qu'on appelle collateur.

Les uns et les autres se subdivisent :

Les premiers en bénéfices électifs confirmatifs, quand l'élection doit être approuvée par un supérieur ; et en bénéfices électifs collatifs, quand cette élection est valable par elle-même.

Les seconds, en bénéfices collatifs proprement dits, que les collateurs peuvent conférer à qui bon leur semble parmi les personnes satisfaisant aux conditions requises ; et en bénéfices collatifs en patronage, que les collateurs sont obligés de conférer à ceux qui leur sont présentés par les patrons (3).

(1) C'est-à-dire à la collation de l'évêque. Voir *infra*.

(2) *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : élections, pp. 661 et suiv.

(3) On subdivise encore les bénéfices en bénéfices sacerdotaux et en bénéfices non sacerdotaux. Les premiers, de par le titre de leur fondation, ne peuvent être affectés qu'à des prêtres ; les seconds peuvent être conférés à des clercs simplement tonsurés.

CHAPITRE II

Des Droits de Patronage, de Présentation et de Collation

§ I

DÉFINITIONS

A la base même de toute transmission de bénéfice, depuis celle du moindre bénéfice simple jusqu'à celle du plus important bénéfice consistorial, on retrouve toujours les trois droits de patronage, de présentation et de collation. Il est donc très utile de s'en faire une idée exacte.

Le droit de patronage appartient aux personnes qui ont fondé, bâti ou doté les églises (1). En vertu de ce droit, ces personnes peuvent présenter aux bénéfices qui ont été fondés par elles, quand ces bénéfices viennent à vaquer (2).

Le patronage est laïque, ecclésiastique ou mixte. Les patrons laïques sont ceux qui possèdent ce droit de leur chef, comme attaché à leur famille ou à quelque terre ou seigneurie qui leur appartient. Les ecclésiastiques sont ceux qui ont droit de patronage à cause de quelque bénéfice dont

(1) « *Patronum faciunt dos, ædificatio, fundus* », disait-on.

Concile de Trente, Session XIV, *De reformatione*, chap. xii.

(2) *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : patronage, pp. 1114 et suiv.

ils sont pourvus. Le patronage est mixte quand un laïque et un ecclésiastique sont, soit collectivement, soit alternativement patrons (1).

Les anciens auteurs trouvaient jusqu'à quarante-huit différences entre ces trois sortes de patronages ; nous n'en relèverons que trois, et encore pour la France seulement : Le patron laïque n'a que quatre mois à partir de la vacance pour présenter, l'ecclésiastique en a six ; le laïque peut présenter plusieurs candidats en même temps ou successivement, l'ecclésiastique ne peut plus varier depuis sa présentation notifiée à l'Ordinaire ; enfin les bénéfices à patronage laïque ne sont pas sujets à prévention, au contraire des bénéfices à patronage ecclésiastique (2). Ces différences seront expliquées et mieux comprises plus tard.

Le patronage est encore réel ou personnel (3). Le patronage personnel est celui que le fondateur n'a inféodé ni attaché à une terre ou seigneurie ; il passe à la famille ou au successeur universel, mais il ne peut être aliéné. Le patronage réel passe à l'acquéreur de la terre à moins qu'il n'ait été retenu par le vendeur (arrêt du Parlement de Paris, du 18 mai 1626, rapporté par Mareschal, tome II, n° 1), auquel cas il devient personnel.

Le droit de présentation est le droit de nommer, d'indiquer à un collateur un candidat, pour être par lui, sur la nomination du patron, pourvu d'un bénéfice vacant.

Le droit de collation ou d'institution est le droit de conférer un bénéfice, d'en accorder ce que l'on appelait les provisions, sur la présentation du patron.

(1) *Mémoires du Clergé*, tome XII, p. 97:

Claude de Ferrière. *Science des Notaires* ; *op. cit.*

(2) Pérard Castel. *Matières bénéficiales*, tome I, pp. 60 et suiv.

(3) Mareschal. *Traité des Droits honorifiques des Seigneurs*.

§ 2

PATRONAGE ET PRÉSENTATION

D'après les définitions que nous avons données du patronage et de la présentation, ces deux droits paraissent synonymes. Il n'en est rien cependant. Le patron est toujours présentateur, mais à l'inverse le présentateur peut n'être pas patron ; le droit de patronage a ainsi beaucoup plus d'étendue que l'autre (1).

Quiconque fondait, bâtissait ou dotait une église, acquérait, avec le patronage de cette église, des prérogatives importantes appelées droits honorifiques. Ces droits consistaient dans la préséance à l'église et aux assemblées ayant trait à l'entretien et aux réparations de celle-ci ; à venir immédiatement après les ecclésiastiques aux processions et à l'offrande ; à avoir avant tous autres de la main du curé l'aspersion de l'eau bénite, l'encensement, la distribution du pain bénit ; à obtenir en certaines circonstances la recommandation aux prières publiques ; à avoir banc, séance et sépulture au chœur ; enfin, dans les cérémonies funèbres, à pouvoir faire tendre autour de l'église ou peindre sur les murs des ceintures appelées litres (2).

Ces prérogatives nous semblent bien mesquines aujourd'hui que la Révolution a passé son niveau égalitaire sur toutes nos vieilles institutions, mais elles avaient autrefois une importance considérable. Elles donnèrent lieu à de nom-

(1) Claude de Ferrière. *Science des Notaires* ; *op. cit.*, p. 643.

(2) Mareschal. *Traité des Droits honorifiques des Seigneurs* ; *op. cit.* *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 209 et suiv.

breux procès et les rois de France furent, en certains cas, obligés de les réglementer. (Ordonnance pour la Bretagne, rendue en 1539, par François I^{er}, à Villers-Cotterets) (1).

Les manifestations extérieures de la puissance étaient tout pour nos pères. Chez eux, les questions de préséance primaient toutes les autres, et, dans les grandes assemblées, les discussions, même les plus graves, même les plus pressantes, devaient être ajournées jusqu'à ce que ces questions fussent tranchées.

C'est donc avec raison que Mareschal a pu dire au commencement de son traité des droits honorifiques des seigneurs : « La noblesse est si curieuse et jalouse des droits « honorifiques, principalement aux églises, que celui qui ne « les a point en sa paroisse, terre et seigneurie, les achèterait « volontiers tout ce qu'on voudrait, s'ils étaient séparément « vénaux, et celui qui les a ne les aliénerait pour quoi que ce « fût. »

La présentation étant forcément comprise dans le patronage, ne peut se concevoir isolément de celui-ci que comme une concession du patron ; et généralement les droits de patronage et de présentation étaient confondus sur la même tête (2). Cependant nombre de bénéfices furent attachés à des corps et collèges ecclésiastiques, lesquels étaient présentateurs mais n'étaient pas patrons. Cela tenait à ce que le droit de patronage considéré comme bien d'Église, ne pouvait être cédé par un laïque à un laïque, sinon avec la terre ou seigneurie, ou avec l'hérédité de laquelle il dépendait. Au contraire, ce même droit pouvait être aumôné (c'est l'expression consacrée) à l'évêque, à un chapitre, à un monastère ;

(1) Citée par Mareschal et rapportée : *Mémoires du Clergé*, tome XII, p. 596.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome XII, p. 497.

ce qui se produisait lorsqu'un patron, voulant faire œuvre pie, ou se soustraire à l'embarras de choisir entre les candidats à chaque vacance du bénéfice (et il y a lieu de supposer que cela arriva souvent), abandonnait son droit de présentation à un corps ecclésiastique, se réservant le droit primordial de patronage avec les honneurs y attachés.

§ 3

COLLATION

Le droit d'institution ou de collation appartient naturellement aux évêques. *Sacris canonibus institutio ad Episcopum pertinet* (1). Les évêques sont donc, dans leurs diocèses, les collateurs ordinaires des bénéfices. *Jure ordinario instituunt Episcopi* (Constitution du Pape Alexandre III), et les canonistes, les envisageant à ce point de vue, les appellent toujours les Ordinaires (2).

Néanmoins, le Pape, en qualité d'Ordinaire des Ordinaires, *ordinarius ordinariorum*, a droit de prévention sur tous les collateurs, et les ayant prévénus ses provisions l'emportent sur les leurs. Il confère aussi certains bénéfices exempts de la juridiction de l'Ordinaire et dépendant immédiatement du Saint-Siège ; et ses légats, nommés *legati a latere*, et lorsqu'ils sont revêtus de la dignité de cardinal, ont le pouvoir de conférer les bénéfices qui dépendent d'un patron ecclésiastique, sur la présentation que fait ce dernier ; mais ils

(1) Concile de Trente, session XIV. *De reformatione*, chap. XII et XIII.

(2) *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : bénéfices, p. 143.

Mémoires du Clergé, tome X, pp. 1487 et suiv. ; et tome XI, pp. 777 et suiv.

n'ont pas ce pouvoir à l'égard d'un patron laïque. Suivant le droit commun ecclésiastique, mais non en France, les légats ont la prévention sur les Ordinaires pour la collation des bénéfices, comme le Pape lui-même dont ils exercent les droits (1).

Les abbés peuvent conférer les bénéfices annexés à leurs abbayes, les prieurs ceux dépendant de leurs prieurés.

Il y a aussi des Chapitres dont les chanoines peuvent conférer les bénéfices qui dépendent de leur église. Ces chanoines exercent leur droit de deux manières : soit en s'entendant entre eux, pour nommer conjointement le bénéficiaire ; soit en exerçant leur droit de collation séparément. En ce dernier cas, les chanoines ont, chacun à son tour, une semaine, une quinzaine, un mois, suivant le règlement, pendant lequel temps si une vacance se produit, le chanoine tournaire a le droit exclusif de pourvoir le candidat de son choix, sauf ratification du Prévôt (2).

Enfin, certains seigneurs laïques qui ont acquis ce droit par privilège peuvent pourvoir même canoniquement d'un bénéfice.

On distingue deux sortes de collation : la collation volontaire et la collation nécessaire. La collation volontaire est celle des collateurs qui ont droit de choisir et de gratifier telle personne capable que bon leur semble, pour remplir un bénéfice vacant. Au contraire, il y a collation nécessaire, lorsque les collateurs ne pourvoyant pas librement, sont obligés de conférer les bénéfices vacants aux personnes qui leur en demandent des provisions. Cette collation forcée a

(1) *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 549 et suiv.

(2) Le Prévôt ou Doyen était le plus grand dignitaire du Chapitre ; il était, en général, élu par les chanoines. (Voir, pour ses droits et attributions, *Mémoires du Clergé*, tome II, pp. 1406 et suiv., 1697 et suiv.)

lieu dans trois cas : en cas de *resignatio in favorem*, en cas de permutation, et en cas de grâces expectatives.

Toutes ces règles, admises sans conteste dans les pays d'obédience comme la Bretagne et la Lorraine, ne furent pas reçues en France sans discussions ni sans limitations. Les rois de France, se considérant comme chefs de l'Église de France, prétendaient avoir droit de collation sur tous les bénéfices de leur royaume (1). De là des conflits incessants entre la Royauté et la Papauté, conflits d'où sortirent toujours amoindris les droits des collateurs ordinaires, quelle que fût l'issue du différend.

Les revendications françaises étaient trop exorbitantes du droit commun pour pouvoir être admises en bloc par le Saint-Siège, et les rois durent se contenter de concessions de détail, peu importantes, prises isolément, mais considérables dans leur ensemble, et que l'usage avait sanctionnées : Régale, brevets de joyeux avènement et de serment de fidélité, grâces expectatives. Ces concessions seront étudiées avec le Concordat de 1516, après que nous aurons traité des réserves apostoliques ; elles seront ainsi mieux comprises.

(1) Le roi de France se prétendait fondateur et patron de toutes les Eglises de son royaume. — Voir discours de du Ferrier, ambassadeur de France au Concile de Trente, rapporté : Ellies du Pin, *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome II, pp. 1121 et suiv.

CHAPITRE III

Formalités de la Présentation, de la Collation et de la Prise de Possession des bénéfices

Pour couper court aux fraudes nombreuses qui se pratiquaient en ces matières si importantes, les souverains prescrivirent des formalités minutieuses requises à peine de nullité. Les causes de ces interventions de la puissance temporelle sont rappelées dans le préambule de chaque édit ou ordonnance.

Suivant l'article 9 de la déclaration de 1646 (1), l'acte de présentation doit être signé par un notaire apostolique ou un notaire royal et par deux témoins non parents ni alliés, jusqu'au quatrième degré, des parties ou du collateur. Mêmes formalités pour les actes de provisions dans toutes les collations faites par les ordinaires.

Enfin, tout pourvu de bénéfice est obligé de prendre possession par lui-même ou par procureur, et les actes nécessités par cette opération ne peuvent, comme les précédents, être rédigés que par les notaires apostoliques ou les notaires royaux. La prise de possession doit avoir lieu dans les trois ans, au cas de mort ou de résignation (article 14 de la déclai-

(1) Rapportée : Lacombe. *Jurisprudence canonique, Preuves*, p. 148. — Dupuy, *Sur le Traité de Pithou*, tome II, *Preuves*, p. 437.

ration de 1646 sur l'Édit de Contrôle) (1), dans l'an au cas de dévolution (article 15 de la même déclaration) ; elle doit être publiée (articles 13 et 14 de l'Édit des petites dates de 1550) (2).

On peut prendre possession en vertu de toutes sortes de provisions, si celles-ci sont données par le collateur ordinaire. Nous en avons une disposition formelle pour la Lorraine dans l'article 5 des ordonnances rendues par le duc Antoine, « *à la supplication des Prélats et Clergé de ses pays pendant les Etats généraux tenus à Nancy, ez années 1519 et 1529* » (3). Cet article est ainsi conçu : « *Un pourvu de bénéfice par un collateur ordinaire en pourra prendre possession sans placet du prince, non celui qui l'aura obtenu par bulles ou mandats apostoliques.* »

Mais si ces provisions sont obtenues en Cour de Rome, il faut distinguer entre celles qui sont expédiées « *in formâ gratiosâ* » et celles qui sont expédiées « *in formâ dignum* ».

Les provisions expédiées « *in formâ gratiosâ* » sont celles qui sont accordées par le Pape sur l'attestation des vie et mœurs de l'impétrant, de sa suffisance et de sa capacité.

Les provisions « *in formâ dignum* » — leur nom vient du mot par lequel elles commencent (4) — sont celles par lesquelles le Pape pourvoit l'impétrant à condition qu'il sera trouvé capable par l'évêque du diocèse où le bénéfice est situé.

On peut prendre possession en vertu des provisions qui sont expédiées « *in formâ gratiosâ* », mais avant que de pouvoir

(1) Voir note précédente.

(2) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 84. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 279. — Pierre Néron et Etienne Girard. *Recueil d'édits et d'ordonnances*, Paris, 1720, pp. 277 et suiv. (Dans cet ouvrage le commentaire de Dumoulin est joint à l'édit.)

(3) De Rogéville. *Dictionnaire historique des ordonnances de Lorraine*. Verbo : clergé, p. 226, tome I.

(4) « *Dignum arbitramur.* »

prendre possession en vertu de celles qui sont expédiées « *in formâ dignum* », il faut obtenir le visa de l'évêque diocésain. (Article 12 de l'ordonnance de Blois de Mai 1579 (1), et article 14 de l'édit de Melun de février 1580 (2). Ce visa consiste dans les lettres d'attache de l'évêque ou de son grand vicaire, par lesquelles, en exécution des provisions de Cour de Rome, le bénéfice est conféré à l'impétrant qui a passé un examen favorable.

Le Clergé de France voyait avec une extrême défaveur les provisions obtenues « *in formâ gratiosâ* ». Celles-ci permettaient à des ecclésiastiques incapables mais riches, de se faire pourvoir de bénéfices, grâce à la connivence intéressée des banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, qui fournissaient, moyennant finance, de fausses attestations de capacité.

Une première fois, l'ordonnance du 15 janvier 1629 (3), rendue à la suite et sur les remontrances des Etats généraux de 1614, obligea (article 21) les pourvus « *in formâ gratiosâ* » à subir les mêmes épreuves que les pourvus « *in formâ dignum* ». Cette ordonnance n'ayant pas été exécutée, les assemblées du clergé en firent leurs doléances, et le roi, le 9 juillet 1646 (4), fit une nouvelle ordonnance renouvelant celle de 1629, mais seulement pour les bénéfices cures ou à charge d'âmes, obtenus « *in formâ gratiosâ* ». Enfin, par l'édit d'avril 1695 (5), article 3, on en revint à la législation de 1629. Dès lors il n'y eut plus lieu de distinguer, au point de vue de leurs effets, les provisions « *in formâ gratiosâ* » de celles « *in formâ dignum* ».

(1) Rapportée : Lacombe, *Preuves*, p. 114.

Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 337. — Néron et Girard, p. 508.

(2) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 122. — Dupuy, *Sur Pithou*, tome X, p. 356. — Néron et Girard, tome I, p. 658.

(3) Rapportée : Néron et Girard. Tome I, p. 503.
Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 395.

(4) Note 1, p. 30.

(5) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 233.

Les provisions s'expédiaient de Rome sous forme de bulles ou sous forme de signatures. Les bulles étaient des expéditions des lettres de chancellerie, écrites en caractères gothiques sur parchemin, et auxquelles étaient attachées par des ficelles des boules de plomb, d'où leur nom. Les signatures étaient des expéditions des mêmes lettres, mais écrites sur papier et non scellées. Comme rien n'en attestait l'authenticité, elles ne pouvaient produire effet en France qu'après avoir été certifiées par deux banquiers expéditionnaires. Les signatures contenaient trois choses : la requête ou supplique de l'impétrant ; l'octroi du Pape ou de son vice-chancelier par ces mots : « *fiat ut petitur* » ; et les clauses ou conditions particulières sous lesquelles le Pape accordait les provisions.

Le coût des bulles étant beaucoup plus élevé que celui des simples signatures, Rome émit la prétention de ne délivrer que sous formes de bulles les provisions des bénéfices d'un revenu supérieur à vingt-quatre ducats. Une règle de chancellerie, la cinquante-cinquième, obligeait même tous les impétrants à exprimer dans leurs lettres la valeur en revenu des bénéfices qu'ils demandaient (1). Mais, outre que cette règle de chancellerie ne fut jamais admise en France, l'on n'y accepta les prétentions émises dans un but fiscal par les bureaux romains, qu'en ce qui concerne les bénéfices consistoriaux. La Chambre apostolique tenait, comme l'on sait, une liste de ceux-ci. Pour tous autres bénéfices, qu'ils fussent ou non d'un revenu supérieur à vingt-quatre ducats, l'on se contentait des signatures.

Les bulles, décrets ou autres expéditions de Cour de Rome, ne pouvaient être lues, publiées et exécutées dans le

(1) Rapportée : Thibault. *Preuves*, p. V.

royaume sans lettre-patentes du roi, enregistrées aux Cours des Parlements (1). C'était là une règle fort ancienne, une des libertés de l'Église gallicane les plus vivement attaquées par les ultramontains et les plus jalousement défendues par nos juristes. Toutefois, par exception, les provisions des bénéfices n'étaient pas soumises à cette règle. D'où grande économie de temps et de frais pour les bénéficiers français (2).

Les bénéficiers lorrains n'étaient pas aussi favorisés. Tout d'abord, l'on suivait en Lorraine la cinquante-cinquième règle de chancellerie comme du reste presque toutes les autres. Par suite, les rescrits de Rome ne s'y expédiaient que par bulles, jamais par signatures, sauf exception pour le Barrois mouvant, lequel étant du ressort du Parlement de Paris, jouissait du privilège de France. C'était là une grande infériorité pour notre pays, et Thibault a pu dire que « *telle provision de bénéfice, qui emporte pour la Lorraine une dépense de deux cent cinquante livres, est moindre des quatre cinquièmes pour le Barrois* », partant en France (3).

Cette infériorité n'était pas la seule. Par ordonnance du duc René II du 15 juin 1484 (4), il fut défendu de publier, fulminer ou mettre à exécution en Lorraine les rescrits, brefs ou bulles papales sans l'exprès consentement du Souverain. Cette ordonnance fut confirmée par le duc Antoine le 13 décembre 1519, par Charles III en 1568 et 1570 et par Charles IV en 1629 (5). Mais, à la différence de ce qui avait

(1) 44^e Règle de Pithou. Voir Durand de Maillane. *Libertés de l'Église gallicane*, tome II, p. 116.

(2) 65^e Règle de Pithou.

(3) Thibault. *Histoire des loix et usages de la Lorraine en matière bénéficiale*, p. 320.

(4) Rapportée : De Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*, tome I, p. 223. Thibault. *Histoire bénéficiale de Lorraine, Preuves*, p. XXVII.

(5) Rapportées : De Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*, tome I, pp 225 et 242.

Thibault. *Op. cit.*, *Preuves*, pp. XXXIX et CVII.

lieu en France, ces ordonnances ne firent aucune exception en faveur des provisions des bénéficiers. Les bénéficiers de Lorraine, pourvus par le Saint-Siège, ne purent donc faire aucun usage de leurs bulles avant d'avoir obtenu des lettres-patentes enregistrées par la Cour souveraine. A peine de saisie des fruits de leurs bénéfices, ils étaient même obligés de prêter un serment de fidélité. L'on comprend combien étaient longues et onéreuses toutes ces formalités.

Si l'on songe au nombre considérable de bénéfices dont pourvoyait le Pape, en France en vertu des réserves, de la prévention et autres droits, en Lorraine en vertu principalement de la règle « *de mensibus* (1) », l'on excusera la longueur de nos développements sur les provisions obtenues en Cour de Rome ; il était utile d'en faire connaître le mécanisme à cause de leur importance et de la fréquence de leur application.

Il nous reste, pour terminer le chapitre des formalités, à parler de l'insinuation des actes dont nous venons de faire l'énumération et de tous autres qui se produisaient à leur occasion.

En France un édit de Henri II du mois de mars 1553 (2) ordonna aux évêques d'établir dans leurs diocèses des greffes pour l'insinuation des provisions bénéficiales et de tous actes émanant tant du Pape ou de ses légats que des collateurs et patrons, et se rapportant aux bénéfices du royaume. Cet édit fut confirmé par l'ordonnance d'Orléans (3). D'autres ordonnances postérieures vinrent modifier l'édit de Henri II. Aux greffiers des insinuations ecclésiastiques, lesquels étaient à la nomination des évêques, l'on adjoignit

(1) Voir *infra*, p. 75.

(2) *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : insinuations, p. 904. Fontanon. Tome IV, p. 510.

(3) De 1560.

des contrôleurs royaux chargés de tenir des registres et de percevoir les droits afférents aux différents actes dont ils faisaient mention. Puis greffiers ecclésiastiques et contrôleurs royaux furent supprimés et remplacés par d'autres greffiers dont les offices furent « *créés, érigés et établis en titre héréditaire, royal et séculier* ». Ces diverses modifications furent le résultat d'un édit de Henri IV, du mois de juin 1595 (1), de l'édit de novembre 1637 (2), dit de Contrôle, et qui dans son article 8 attachait la sanction de la nullité au défaut d'enregistrement ; de la déclaration d'octobre 1646 (3) rendue en interprétation de cet édit ; de celle de janvier 1651 (4) ; enfin et surtout de l'édit de décembre 1691 (5), enregistré au Parlement de Paris le 2 janvier 1692 et au grand Conseil le 29. Ce dernier édit tarifa, une fois pour toutes, les frais des diverses insinuations.

En Lorraine, l'insinuation des « fondations, présentations, « provisions, institutions, prises de possession, créations de « pensions et autres actes concernant les bénéfices », fut inconnue jusqu'à l'ordonnance rendue par le duc Charles IV le 24 janvier 1670 (6). Par suite du malheur des temps, le duc ayant été obligé de quitter son duché, son ordonnance resta lettre morte et le duc Léopold dut la promulguer de nouveau les 6 juin 1698 et 24 mars 1699 (7).

Mais ces ordonnances mal rédigées et incomplètes don-

(1) Nous n'avons pu le trouver.

(2) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 138 ; Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 414.

(3) Note 1, page 30.

(4) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 153 ; Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 451.

(5) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 215 ; Dupuy, *Sur Pithou*, tome II, p. 550.

(6) Rapportée : De Rogéville. *Dictionnaire*, tome I, p. 251 ; Thibault, *Preuves*, p. CXIV.

(7) *Ordonnances de Lorraine*, tome I, p. 148.

nèrent lieu à des abus. Les commis des secrétaires aux insinuations ne tinrent aucun registre des insinuations qu'ils faisaient et, abusant de leurs fonctions perçurent des droits plusieurs fois supérieurs à ceux qui étaient fixés. La Cour souveraine fut obligée d'intervenir, et le 20 mai 1719 (1) fit un arrêt de règlement en vue de mettre fin à cet état de choses. Malgré ces réformes, la formalité de l'insinuation fut toujours très négligée en Lorraine, les ducs ayant oublié de mettre une sanction efficace au défaut de son accomplissement (2).

(1) *Ordonnances de Lorraine*, tome II, p. 253.

(2) De Bourcier. *Miscellanées*, manuscrit n° 126 de la Bibliothèque de la ville de Nancy.

CHAPITRE IV

De l'Age, des Degrés, des Ordres et des autres qualités que doivent avoir les bénéficiers

Certaines conditions, imposées aux bénéficiers pour qu'ils pussent être capables des bénéfices, étaient générales et admises dans tous les pays, aussi bien en France que dans les terres d'obédience. C'est ainsi, il est à peine utile de le dire tant cela est évident, qu'il fallait de toute nécessité faire partie de l'Église et porter tout au moins la tonsure. Nous voudrions pouvoir ajouter, avec les canons de l'Église, qu'il fallait être de bonnes vie et mœurs ; malheureusement cette qualité qui aurait dû guider les collateurs dans leurs choix était celle précisément dont ils prenaient le moins de souci, et déjà du temps de Rebuffe le désordre était si grand, que cet auteur a pu dire dans sa *Pratique bénéficiale* : « *Hodie de moribus ultima fit quæstio.* »

La bâtardise et dans certains diocèses, par exemple dans celui de Toul, les défauts corporels, formaient un empêchement que des dispenses du Pape, seules, pouvaient lever (1).

(1) Statut du 14 janvier 1650, confirmé par arrêt du Parlement de Paris du 7 mai 1658. — Le statut et l'arrêt sont rapportés : *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 712 et suiv.

De plus, pour réserver à leurs sujets les bénéfices de leurs pays, les souverains avaient publié des ordonnances déclarant les étrangers inhabiles à en posséder et proclamant la nullité des provisions obtenues par eux (1).

Enfin la règle de chancellerie « *de idiomate* » (2) obligeait les ecclésiastiques pourvus de bénéfices à charge d'âmes à parler la langue du lieu où se trouvaient leurs bénéfices, aussi sous peine de nullité de leurs provisions.

Mais les conditions d'âge, d'ordres, de degrés, requises des bénéficiers, variaient non seulement suivant les catégories de fonctions auxquelles les bénéfices étaient attachés, mais encore pour les mêmes fonctions, suivant les pays. L'Église elle-même n'avait pas de règles bien fixes à cet égard. Il est donc très difficile de donner un aperçu exact de cette ancienne législation et il est presque impossible de le donner complet. Pour faciliter les explications, nous suivrons dans cette étude la grande distinction des bénéfices en réguliers et séculiers, et nous passerons successivement en revue, dans chacune de ces divisions, les principaux bénéfices qui y sont compris. Auparavant toutefois, nous dirons quelques mots de la tonsure, cette marque qui transformait celui à qui elle était accordée, de laïque en clerc, et qu'il était nécessaire, mais suffisant d'avoir, pour pouvoir obtenir des bénéfices.

Tonsure

On désignait autrefois sous le nom de clercs tous ceux qui étaient voués à l'état ecclésiastique. Cette définition extrêmement large comprenait non seulement les ecclésiastiques

(1) Voir *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 717 et suiv., où sont rapportés les édits et ordonnances de France excluant les étrangers des bénéfices.

(2) Voir *infra*, p. 135.

tiques tels que nous les concevons aujourd'hui, c'est-à-dire des hommes ayant prononcé des vœux les engageant à perpétuité au service de Dieu (diacres, prêtres), mais encore toute une classe de personnes que, de nos jours, l'on n'hésiterait pas à classer parmi les laïques, nous voulons parler des tonsurés. De ceux-ci les uns occupaient les places les plus humbles des églises, des hôpitaux, des séminaires, des universités; les autres, au contraire, parvenaient au sommet de la hiérarchie ecclésiastique. C'était, en général, parmi les simples tonsurés qu'étaient choisis les abbés commendataires.

Les lettres de tonsure (1) s'obtenaient facilement de l'évêque; il suffisait, pour y pouvoir prétendre, d'avoir été confirmé, d'être instruit des principaux articles de la foi et de savoir lire et écrire. « *Prima tonsura non initientur : 1. qui sacramentum confirmationis non susceperint ; 2. qui fidei rudimenta edocti non fuerint ; 3. quique legere aut scribere nequeant.* » (Concile de Trente, Session XXIII, Chap. iv) (2). L'âge minimum était généralement fixé à sept ans, mais le Pape accordait facilement des dispenses. L'enfant tonsuré était un clerc.

La tonsure n'était pas un ordre; c'était plutôt, disent les canonistes, « *signum destinationis ad ordinem* »; à la fois une marque et une préparation aux ordres. « *Comme on a coutume de disposer le fidèle au baptême par les exorcismes, et au mariage par les fiançailles; ainsi on coupe les cheveux à*

(1) Voici une formule de lettres de tonsure :

X..... miseratione divinâ ac sanctæ sedis apostolicæ gratiâ Y..... episcopus, notum facimus universis quod anno Domini..... in Ecclesiâ parochiali Z..... nostræ diocesis, dilectum nostrum A....., filium B..... et C..... conjugum, nostræ diocesis, idoneum et capacem repertum, ad primam et clericalem tonsuram ritè et canonicè in Domino promovendum duximus et promovimus. Datum sub signo nostro.....

* (2) Gallemart et Barbosa, *Concilium Tridentinum*, p. 292,

« ceux qui sont voiez au service de Dieu parce que l'Église a
« voulu que ce fust le premier pas pour entrer dans le Sacre-
« ment de l'ordre. » [Claude de la Croix, *Le Parfait ecclé-
siastique*, édition de 1676, page 217.]

Il va sans dire que la tonsure n'obligeait à rien, sinon à porter l'habit clérical. On tenait simplement dans chaque diocèse une liste des tonsurés et l'on rayait de la liste ceux qui cessaient de porter la tonsure. Les tonsurés, comme tous les autres clercs, jouissaient de privilèges extrêmement importants ; en vertu de l'un, le privilège de *clergie* ou de *for ecclésiastique*, ils étaient soustraits aux juridictions séculières ; en vertu de l'autre ils avaient le droit d'obtenir des bénéfices. Un simple tonsuré pouvait être évêque. En outre, les clercs étaient exempts d'impôts et de logement des gens de guerre, et ils avaient, en tant que gens d'Église, la préséance sur tous les laïques dans les cérémonies religieuses (1).

Ajoutons immédiatement qu'il ne suffisait pas d'être clerc pour pouvoir se prévaloir des privilèges de *clergie*, il fallait encore vivre cléricalement. L'ordonnance de Roussillon de 1563 (2), article 21 ; l'Edit de Moulins de 1566 (3), article 40, et l'Edit de 1695 (4) sur la juridiction ecclésiastique, article 38, portaient expressément : « *Nul clerc ne pourra jouir*
« *des privilèges de cléricature s'il ne vit cléricalement, c'est-à-*
« *dire s'il n'est constitué aux ordres sacrés et pour le moins*
« *sous-diacre, ou clerc actuellement résidant et servant aux*
« *offices, ministères et bénéfices qu'il tient en l'Église.* » [Edit de Moulins.]

(1) *Mémoires du Clergé*, tome VII, pp. 347 et suiv.

(2) Rapporté : Néron et Girard, p. 424 ; Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 321.

(3) Rapporté : Néron et Girard, p. 444. Le commentaire est joint à l'édit. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 321.

(4) Rapporté : Lacombe, *Preuves*, p. 233.

Un clerc tonsuré n'était donc justiciable de la juridiction ecclésiastique qu'autant qu'il possédait un bénéfice ou était attaché à quelque église.

On comprend facilement combien devait être recherchée cette tonsure qui donnait de tels privilèges, ouvrait de si beaux horizons et soumettait à si peu d'obligations. Dans toutes les grandes familles catholiques d'autrefois, les cadets, que le droit d'aînesse privait d'héritage, se rattrapaient amplement de cet injuste ostracisme en venant puiser à pleines mains dans les riches trésors de l'Église, et rien n'est plus faux assurément que l'idée que l'on se fait de nos jours de cet état ecclésiastique auquel on vouait alors les puînés, fils ou filles. Libérés de toutes charges, riches des revenus de leurs nombreux bénéfices, souvent sans scrupules parce qu'ils étaient presque sans devoirs, ces heureux mortels, à qui, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le mariage n'était même pas défendu, n'avaient qu'à se laisser aller à la douceur de vivre.

Cet état de choses, il est vrai, était contraire à l'esprit et aux lois de l'Église. Le Concile de Trente (Session XXIII, chap. iv) (1) avait décidé que l'on n'admettrait à la tonsure que ceux qui voudraient véritablement servir Dieu et non pas ceux dont le seul but était de se soustraire à la juridiction séculière : « *de quibus probabilis conjectura non sit eos non « sæcularis judicii fugiendi fraude, sed ut Deo fidelem cultum « præstant, hoc vitæ genus elegerisse.* » De temps en temps aussi des voix autorisées s'élevaient pour protester. C'est ainsi que le 24 novembre 1658, Jean de Passelaigue, évêque de Belley, publia une ordonnance touchant la réception des ordres où il était dit : « Pour la tonsure, Nous déclarons à

(1) Gallemart et Barbosa, *Concilium Tridentinum*, p. 292. — Ellies du Pin, *Histoire de l'Église au XVI^e siècle*, tome II, p. 1063.

« tous ceux qui y prétendent et à ceux qui les y destinent, que
« Nous n'entendons la conférer à aucun qu'il n'ait atteint
« l'âge de quatorze ans, et ne se soit fait connaître à Nous
« au moins trois mois avant le temps qu'il prétend la rece-
« voir, afin que nous puissions juger de sa vocation, et oster
« l'abus insupportable de plusieurs pères et mères qui
« engagent leurs enfans dans la cléricature sans aucune con-
« sidération, ne prenant pas garde qu'ils attirent l'ire de
« Dieu sur leurs familles. » (Rapporté par Claude de la
Croix, *Le Parfait Ecclésiastique*, page 8). Il va sans dire que
ces mesures, qui du reste restèrent isolées (1), ne pouvaient
que rester vaines; tous remèdes qui ne s'attaquent pas au
mal lui-même doivent rester sans effet, et ici, pour faire dis-
paraître l'abus, il fallait supprimer les bénéfices.

SECTION I

BÉNÉFICES SÉCULIERS

§ I

ÉVÊCHÉS

Avant la constitution du Pape Alexandre III (*In cunctis de electione*), rendue au Concile de Latran de 1179 (2) et confirmée par le Concile de Trente (3), laquelle décidait que les

(1) Voir cependant article 15 des statuts synodaux de Paris de l'année 1697 et les articles du mandement de l'Evêque d'Angers du 4 mai 1651.

(2) Labbé et Cossard. *Concilia*, tome X.

(3) Session VII, chap. 1^{re}. *De reformatione*. — Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*, p. 90. — Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise*, tome I, p. 210.

évêques devaient être âgés d'au moins trente ans, les canons de l'Église n'avaient pas fixé l'âge que devaient avoir les ecclésiastiques pour être promus évêques, non plus que les degrés dont ils devaient être pourvus et les ordres auxquels ils devaient avoir été élevés. On vit alors des Papes accorder à des enfants simplement tonsurés des évêchés en commendé ; la tonsure étant, en principe, la seule dignité ecclésiastique — si l'on peut appeler dignité ce simple signe — nécessaire pour pouvoir obtenir un bénéfice.

Le Concordat de 1516 (1) et l'ordonnance de Blois (2) exigèrent que les évêques nommés par le roi eussent au moins vingt-sept ans commencés et qu'ils fussent docteurs ou licenciés en théologie, droit civil ou canon d'une université fameuse, à moins d'être parents du roi ou d'appartenir à une famille illustre, ou de faire partie d'un ordre religieux mendiant, ou bien encore à moins qu'il n'y eût utilité pour l'Église ; le Pape s'étant réservé de déroger au Concordat dans ces cas. Mais comme le Concordat n'avait pas touché à la question des ordres, on vit de nombreux évêques ayant atteint l'âge requis et pourvus d'ailleurs de leurs degrés, mais simplement tonsurés, ne pas se faire promouvoir aux ordres sacrés de peur de s'engager irrévocablement dans l'Église, et Probus, le glossateur de la Pragmatique Sanction, rapporte ironiquement l'exemple d'un évêque de Poitiers, qui, après avoir joui pendant vingt années du revenu de son évêché, résigna celui-ci en faveur d'un ami pour contracter mariage,

— Le décret du Concile portait simplement que les évêques devraient être d'âge mûr « *ætate maturâ* » ; mais dans la pratique, en France, du moins, on traduisait âge mûr par trente ans.

(1) Titre I^{er}. *De regiâ ad prælaturas nominatione*. — Durand de Maillane. *Libertés de l'Eglise gallicane*, tome II, pp. 549 et suiv., donne la traduction de ce titre du Concordat. — Pour le texte du traité lui-même, voir Lacombe, *Preuves*, p. 54. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 57.

(2) Article 2.

et néanmoins ne réussit pas à épouser « *la personne qui lui avait fait faire divorce avec son Évêché* (1) ».

Les scandales que cette situation causait forcèrent les rois de France à publier des ordonnances par lesquelles il fut décidé que, dans le royaume, seuls les ecclésiastiques promus aux ordres sacrés pourraient désormais être nommés évêques.

Dans les pays d'obédience, en général, et en Lorraine en particulier, les anciennes pratiques furent toujours suivies, jusqu'au jour où, après la réunion de ces provinces à la France, le Concordat français y fut appliqué. On y vit, ce qui n'eut plus jamais lieu en France, des évêchés donnés en commende, et pendant très longtemps accordés à des ecclésiastiques simplement tonsurés. Aux xvi^e et xvii^e siècles, les évêchés de Toul, Metz, Verdun, celui même de Strasbourg, furent occupés par des cadets de la maison Lorraine que les Papes gratifiaient de nombreux bénéfices pour s'attirer les faveurs et récompenser le zèle des chefs de la famille.

L'histoire du frère du duc Charles IV, Nicolas François, évêque et comte de Toul, et le plus grand bénéficiaire de Lorraine, est bien connue et fort caractéristique ; ce prince, après avoir été évêque pendant plusieurs années, renonça à son évêché et à tous ses bénéfices, pour épouser à Lunéville sa cousine germaine, fille du feu duc Henri II, et sa descendance directe porte encore aujourd'hui la couronne impériale d'Autriche. Nicolas François n'était que tonsuré.

Les évêques nommés dans ces conditions avaient bien dans leurs diocèses la juridiction et le droit d'administration, car ils étaient des bénéficiaires en titre et non de simples commendataires ; mais comme ils n'étaient pas élevés aux

(1) Cité par Perard Castel. *Questions sur les matières bénéficiales*, tome I.

ordres sacrés ils ne remplissaient pas les fonctions spirituelles attribuées aux véritables évêques par les canons de l'Église, et ne pouvaient ni confirmer, ni ordonner, ni bénir le Saint-Chrême. Les fonctions épiscopales étaient ainsi scindées en deux. Tout ce qui touchait aux sacrements ou aux ordres sacrés était soustrait à la compétence de l'évêque en titre pour être exclusivement réservé soit à un évêque voisin régulièrement consacré, soit, dans la majorité des cas, à un évêque « *in partibus* », promu à tous les ordres sacrés et capable, par conséquent, de remplir toutes les fonctions auxquelles le titulaire était inhabile. On appelait suffragant, cet évêque *in partibus*, véritable sous-ordre de l'évêque en titre, et dont le rôle était si effacé que les historiens du temps, bien souvent, n'en font même pas mention.

Lorsque, dans un des cas exceptionnels prévus par le Concordat, les bulles d'un évêché étaient accordées en France à un ecclésiastique n'ayant pas atteint l'âge prescrit par ce traité, la jurisprudence du Parlement de Paris décidait (Arrêt du 9 juillet 1632) (1) que l'arrêt de main-levée des fruits, rendu après la prestation du serment de fidélité par le nouvel évêque, n'opérait pas la clôture de la régale; l'évêché n'étant pas censé véritablement occupé et le roi ayant le droit de refuser la prestation du serment, tant que l'évêque nommé n'avait pas atteint l'âge compétent. La question avait été jugée à la suite de la démission de l'archevêque de Reims, et de la nomination par le roi du prince Henri de Lorraine, âgé seulement de quatorze ans, à cet archevêché. Henri de Lorraine avait obtenu ses bulles à Rome avec la clause : « *Cum ad ætatem legitimam pervenerit* », et le Pape avait expédié une commission à l'évêque de Châlons,

(1) *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1403 et suiv.

pour régir, pendant l'intérim, l'archevêché de Reims « *tam « in spiritualibus quam in temporalibus* (1) ».

§ 2

DIGNITÉS ET CANONICATS DES ÉGLISES CATHÉDRALES
ET COLLÉGIALES

La dix-septième règle de la chancellerie romaine (2) décidait que, pour posséder des canonicats des églises cathédrales, il suffisait d'avoir quatorze ans accomplis, et pour les canonicats des églises collégiales, dix ans seulement. Mais cette règle fut abrogée par le Concile de Trente (Session XXIV, chapitre XII, *de Reformatione*) (3) qui exigea vingt-deux ans accomplis pour les dignités ou canonicats des unes ou des autres de ces églises. De plus, lorsque les dignités ou canonicats étaient des bénéfices à charge d'âmes, il fallait, pour les obtenir, être âgé de vingt-quatre ans commencés au moins, d'après la constitution précitée du Pape Alexandre III.

Ces règles étaient généralement suivies dans tous les Parlements de France et des pays d'obédience.

L'édit de Henri IV de 1606 (4) décida que nul ne pourrait, en France, être pourvu des dignités des églises collégiales, s'il n'était gradué en forme (5) des Facultés de Théologie.

(1) Voir note précédente.

(2) Rapportée : Thibault. *Preuves*, p. V.

(3) Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*. — Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome II, p. 1168.

(4) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 129.

(5) Les gradués en forme étaient ceux qui, ayant suivi régulièrement les cours des universités, avaient obtenus leurs degrés après examen.

logie et de Droit canon. Le temps d'études sans degrés ne suffisait pas. Le même édit enjoignit aux dignitaires des églises cathédrales de se faire promouvoir à la prêtrise dans l'an de leur paisible possession du bénéfice, à peine de déchéance.

§ 3

PRÉBENDES THÉOLOGALES

En général, dans chaque chapitre, il existait un bénéfice connu sous le nom de prébende théologique ; le chanoine qui en était pourvu prenait le titre de théologal.

Le Concile de Trente (Session V, Chapitre 1^{er}, de *Reformatione*) (1) obligeait les théologaux à expliquer l'Écriture sainte aux autres chanoines, et le Concordat, confirmant les décrets du Concile de Bâle et de la Pragmatique Sanction, les astreignait de plus à la résidence et à la prédication.

Eu égard à leur nature, les fonctions des théologaux étaient extrêmement importantes ; il était donc nécessaire de n'en pourvoir que des ecclésiastiques prudents et instruits. Dans ce but, le Concile de Bâle, puis la Pragmatique et le Concordat établirent que les collateurs seraient tenus de conférer les prébendes théologiques à des docteurs, licenciés ou bacheliers formés en théologie, ayant étudié dix années au moins dans une université fameuse et privilégiée (2).

(1) Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*, p. 30.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome III, pp. 1139 et suiv. — *Abrégé des Mémoires du Clergé*. Verbo : théologaux, p. 1645.

§ 4

CURES

Les cures furent l'objet constant de la sollicitude des Conciles, des Papes et des souverains temporels. On comprend, en effet, combien il importait que les ecclésiastiques pourvus de ces bénéfices fussent à la hauteur de la tâche qui leur incombait, et combien nécessaire était la réglementation de leurs fonctions dont le nombre était si considérable.

Le Concile de Trente avait fixé à vingt-cinq ans l'âge nécessaire pour posséder une cure (1). Mais il était généralement admis dans les pays d'obédience qu'il suffisait que le candidat pût être promu à la prêtrise dans l'année de sa nomination, ce qui permettait de gratifier des fonctions de curés des ecclésiastiques âgés seulement de vingt-trois ans et quelques mois. La Lorraine adopta constamment cet usage que le Pape Boniface VIII avait autorisée. En France, la jurisprudence du Parlement de Paris admettait la même pratique. Il y avait cependant, par exception, quelques provinces, où l'âge requis des curés était moins élevé qu'ailleurs ; ainsi, en Normandie, les curés pouvaient obtenir leurs provisions à vingt-trois ans, en Bretagne à vingt-deux ans. Cette situation resta telle jusqu'à l'ordonnance de Louis XV du 13 janvier 1742 (2), rendue sur les réquisitions de l'assemblée du clergé de 1740, et par laquelle il fut ordonné que nul ecclésiastique ne devait dorenavant être pourvu d'une

(1) Session VII, chap. III et IV. *De reformatione*. — Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*, pp. 91 et 93.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 338.

cure ou d'un autre bénéfice à charge d'âmes, s'il n'avait vingt-cinq ans accomplis.

Il n'était pas besoin d'être gradué pour être nommé curé, il suffisait d'être élevé à l'ordre de prêtrise, ou du moins d'être en état d'être ordonné prêtre dans l'année. Néanmoins, en France, la Pragmatique puis le Concordat exigèrent que les curés des villes murées fussent docteurs, licenciés, ou bacheliers en théologie, droit civil ou canon, médecine, ou maître ès-arts, et pussent justifier de leur *quin-quennium*. Cette sévérité arrêtant le recrutement des curés des villes murées (1), on admit, par nécessité, qu'il suffirait d'avoir étudié pendant trois ans la théologie ou le droit canon dans une université fameuse ou d'avoir acquis le degré de maître ès-arts,

Le Concile de Trente (Session XXIV, chapitre XVII (2)) avait décidé que les cures des églises paroissiales ne seraient plus données qu'au concours. Mais en France les décrets du Concile ne furent jamais admis sur ce point ; les épreuves que devaient subir devant les Ordinaires les ecclésiastiques candidats étaient, du reste, une garantie suffisante pour rendre inutiles les prescriptions du Concile ; et nous verrons de plus que, pendant quatre mois de l'année les bénéfices de collation ecclésiastique étant réservés aux gradués, la science des curés français était plus étendue que celle des curés des pays d'obédience.

Dans ces derniers pays, en effet, on suivait dans toute leur rigueur les décrets du Concile de Trente sur le mode de

(1) On ne trouve nulle part la définition des villes murées. Le Concordat dit : « *Parochiales Ecclesiæ in civitatibus, aut villis muratis* » ; on peut donc supposer que par villes murées on entendait autrefois les villes proprement dites et les bourgs fortifiés.

(2) Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*, p. 478. — Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome II, p. 1179.

pourvoir aux cures vacantes (1) ; lorsqu'un curé venait à décéder dans l'un des six ou des huit mois réservés au Pape par l'alternative, sa place était donnée à la suite d'un concours qu'on annonçait d'avance par la voie des publications. En ce cas l'évêque, ou son vicaire général, formait avec trois examinateurs, tous gradués en théologie ou en droit canon, un jury chargé d'examiner les candidats qui se présentaient. Le plus digne obtenait une attestation de capacité, signée et scellée du sceau épiscopal, sur le vu de laquelle le Pape lui octroyait ses provisions (2). Toute collation d'une cure faite sans passer par la voie du concours était nulle. Dans un cas cependant le concours n'avait pas lieu ; cela se produisait lorsqu'une cure unie à quelque église ou monastère venait à vaquer, car alors le titre de cure étant censé éteint pour ce bénéfice et absorbé par le bénéfice principal, le Pape ne pouvait plus exercer ses réserves, et les collateurs avaient le droit d'y nommer en tout temps, *in omni die et mense*.

Curés primitifs et Vicaires perpétuels. — Avant de clore le chapitre des cures, considérées comme bénéfices, il nous paraît utile de dissiper la confusion qui se produit dans l'esprit des personnes peu versées dans le droit ecclésiastique, lorsqu'elles entendent parler, pour la même cure, à la fois d'un curé primitif et d'un desservant ou vicaire perpétuel.

Un certain nombre d'églises paroissiales étaient autrefois unies à des chapitres séculiers ou réguliers, ou à d'autres bénéfices ; l'on disait alors que les corps ecclésiastiques ou les

(1) Session XXIV, chap. XVIII. *De reformatione*. — *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 1419 et suiv.

(2) Les signatures étaient expédiées de Rome : « *pro approbatione in concursu*. »

beneficiers, de qui les paroisses dépendaient, étaient curés primitifs de celles-ci. Les curés primitifs jouissaient de tous les revenus de leurs cures, en percevaient les dîmes, administraient leur temporel, mais ils avaient la charge de les faire desservir par des ecclésiastiques réunissant toutes les conditions que nous venons d'examiner ci-dessus au sujet des curés. Les desservants, dans le langage courant, étaient bien appelés les curés des paroisses (Louis XV, dans la déclaration du 15 janvier 1751 (1) leur reconnut même expressément ce titre) ; en droit, ils n'étaient que les vicaires des curés primitifs et pendant longtemps ils furent révocables à la volonté de ces derniers. Le Concile de Trente (Session VII, chapitre VII) autorisait cet état de choses (2).

Grâce à la faculté de révocation qui leur appartenait sur leurs vicaires, les curés primitifs, soit par incurie, soit plutôt par un motif de lucre que nous allons bientôt comprendre, laissaient souvent, pendant des périodes de temps fort longues, leurs paroisses sans desservants, au grand détriment des paroissiens. Pour faire cesser cet abus, Louis XIV intervint, et par une déclaration du 20 juin 1686, ordonna que toutes les cures où il y aurait des curés primitifs seraient désormais desservies par des vicaires pourvus en titre, sans qu'on puisse y mettre à l'avenir des prêtres amovibles, sous quelque prétexte que ce fût. Les desservants de ces paroisses furent dès lors appelés vicaires perpétuels.

Les curés primitifs, à qui toutes fonctions curiales étaient interdites, devaient assurer la subsistance des vicaires qui

(1) Toutes les ordonnances des rois de France sur ce sujet sont rapportées à leurs dates dans Lacombe, *Preuves*.

En ce qui concerne la Lorraine, voir *Recueil des Ordonnances*, tome I, p. 72 et p. 135 ; tome II, p. 408 ; tome III, p. 128, p. 209 ; tome XI, p. 343, et Thibault, *Loix bénéficiales*.

(2) Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome I, p. 97.

les remplaçaient, leur fournir ce qu'on appelait, dans le langage du temps, la portion congrue, c'est-à-dire une part des revenus de la paroisse, suffisante pour leur entretien (1). Mais ici encore et de très bonne heure, le pouvoir temporel dut intervenir. Les curés primitifs cherchaient, en effet, par tous les moyens possibles, à restreindre la portion congrue des vicaires perpétuels, portion congrue qui diminuait d'autant leurs profits, et leur laissaient à peine de quoi vivre. Les malheureux vicaires étaient réduits à une telle extrémité que l'écho de leurs plaintes est parvenu jusqu'à nous et que leur misère est passée en proverbe.

Nous ne pouvons examiner les nombreuses ordonnances que durent publier nos rois pour faire triompher les justes réclamations des vicaires et permettre à ceux-ci de soutenir le rang que leurs fonctions leur assignaient. Disons seulement que d'abord fixées à deux cents livres par l'édit de Charles IX du mois d'avril 1571, les portions congrues furent ensuite portées à trois cents (ordonnance de janvier 1629), en ce non compris le casuel de la paroisse, les offrandes et les obits qui appartenaient de droit aux vicaires perpétuels ; et que les curés primitifs purent se faire décharger de leur obligation, mais seulement à la condition d'abandonner aux vicaires toutes les dimes et tous les droits et biens qu'ils possédaient dans leurs paroisses. (Art. xi de l'ordonnance du 15 janvier 1731.)

(1) En réalité, la portion congrue des vicaires perpétuels était à la charge des gros décimateurs ; mais comme les curés primitifs étaient, sauf quelques rares exceptions, les gros décimateurs de leurs paroisses, on a pu, sans inconvénient, les astreindre à cette obligation.

§ 5

BÉNÉFICES SIMPLES

Les bénéfices simples étant les moins importants de tous les bénéfices, on n'exigeait pas, de ceux qui en étaient pourvus, un âge aussi avancé qu'on ne l'exigeait des ecclésiastiques titulaires de dignités, prébendes, cures, ou autres fonctions auxquelles étaient attachées soit une juridiction spirituelle, soit la charge des âmes. Il était admis qu'un simple tonsuré, pourvu qu'il fût âgé de sept ans au moins, — la tonsure étant la seule condition requise, — était capable de posséder un bénéfice simple.

SECTION II

BÉNÉFICES RÉGULIERS

D'après les canons de l'Église et les décrets des Conciles, qui étaient généralement suivis dans les pays d'obédience, les abbés et prieurs conventuels des monastères en règle devaient avoir vingt-cinq ans commencés pour obtenir des provisions, à moins toutefois d'avoir été dispensés par le Saint-Siège, cas réservé par la Clémentine (Chap. *ne in agro*, § *cæterum, de statu monachorum*).

En France, pour les abbayes, soit en règle, soit en commendé, il suffisait d'avoir vingt-deux ans et un jour avant la date des bulles en Cour de Rome ; pour les prieurés conventuels le même âge était requis, mais il devait être atteint

lors de la date des provisions données par le Pape ou un autre collateur.

Comme pour les bénéfices séculiers, les ecclésiastiques pourvus des bénéfices réguliers et ne satisfaisant pas aux conditions d'âge pouvaient obtenir des dispenses appelées décrets « *de non promovendo* » ; ces décrets étaient beaucoup plus difficiles à obtenir pour les bénéfices en titre que pour ceux en commende ; c'est à peine si, pour les premiers, la Cour de Rome consentait à dispenser d'une année ou deux.

CHAPITRE V

Vacance des Bénéfices

La vacance des bénéfices, dit Lacombe, est le fondement de toutes les provisions qui en sont données. De même que « *Viventis nulla est hereditas* », de même nul ne peut se dire successeur à un bénéfice qui est actuellement rempli. « *Institutus in beneficium viventis, non est legitime institutus.* »

Les canonistes distinguent quatre genres de vacances des bénéfices : en droit, en fait, en droit et en fait tout ensemble, en vertu d'un jugement. Nous ne les suivrons pas dans leurs distinctions et nous nous contenterons d'énumérer, en les commentant s'il est besoin, les causes principales de vacance :

1^o Premièrement un bénéfice devient vacant par la mort naturelle ou par la mort civile du titulaire ;

2^o En deuxième lieu, par la démission de celui-ci, c'est-à-dire par sa résignation pure et simple entre les mains du collateur, lequel peut disposer du bénéfice en faveur de qui il voudra. La vacance toutefois ne se produit en ce cas qu'après l'acceptation de la résignation par le collateur ;

3^o En troisième lieu par la résignation du bénéficiaire en

faveur d'une autre personne, résignation qui ne peut être faite qu'entre les mains du Pape. Le résignant se démet de son bénéfice à la condition expresse que le résignataire en sera pourvu et le Pape est absolument obligé de remplir cette condition ; les provisions qu'il donnerait du bénéfice à un autre seraient nulles. La clause portant que la collation ne pourrait être faite *alias, nec aliter, nec alio modo* était, en effet, de style dans les procurations *ad resignandum*.

Les résignations *in favorem*, qui portaient l'atteinte la plus grave aux droits des collateurs ordinaires, furent l'un des fléaux de l'Église. Elles donnèrent lieu, pendant longtemps, à des fraudes inouïes que le fameux édit des petites dates, de 1550, ne parvint pas à tarir entièrement. A cause de leur importance considérable, nous allons étudier en détail ces résignations qui présentent tant d'analogie avec les cessions d'offices de nos jours.

La résignation se faisait au moyen d'une procuration donnée par le résignant au correspondant à Rome d'un banquier expéditionnaire ; le nom de ce mandataire devait être laissé en blanc. La procuration contenait le pouvoir de remettre le bénéfice entre les mains du Pape, avec prière à celui-ci d'en admettre la résignation au profit du résignataire désigné dans l'acte, et affirmation qu'il n'y avait là ni dol, ni fraude, ni simonie. Dès qu'il recevait l'acte, le correspondant du banquier expéditionnaire se rendait à la chancellerie, au bureau de la daterie, et là, inscrivait sur un registre spécial la date et l'heure d'arrivée du courrier porteur de la procuration. Les provisions accordées sur la résignation étaient ensuite datées du jour indiqué au registre. Cette date, évidemment fausse, était appelée petite date (1).

(1) Il nous paraît utile de donner ici quelques explications sur ce que l'on entendait autrefois par dates en matière bénéficiale, explications sans lesquelles

Pendant très longtemps les résignations *in favorem* furent sincères ; comme elles produisaient effet durant la vie du détenteur du bénéfice, elles restaient rares, le résignant ne pouvant, sous peine de simonie, rien stipuler en retour de la privation de son bénéfice. Mais il se fonda à Rome des

il est impossible de comprendre la procédure usitée dans la poursuite des bénéfices.

On distinguait à Rome plusieurs sortes de dates : les dates courantes, les grandes dates et les petites dates.

1° Les dates courantes s'appliquaient aux provisions des bénéfices consistoriaux, des bénéfices de Bretagne et des pays d'obédience, et même à celles des bénéfices des autres provinces du royaume lorsqu'on les demandait sur démission pure et simple, ou bien quand l'impétrant avait besoin de dispenses. Dans tous ces cas, les expéditions n'étaient datées que du jour où le Pape accordait la grâce.

2° Les grandes dates, ou dates étendues, étaient celles mises au bas des provisions données par le Pape pour les bénéfices dont la collation était forcée ; elles étaient du jour de l'arrivée à Rome du courrier envoyé pour retenir le bénéfice.

3° Les dates en abrégé ou petites dates étaient celles, qu'en cas de résignations en faveur et pour constater les diligences des impétrants, les correspondants à Rome des banquiers expéditionnaires qui avaient passé les procurations pour résigner retenaient à la daterie, le jour où arrivaient à Rome les courriers qui les apportaient.

On retenait date sur toutes sortes de vacances des bénéfices, sur vacances par mort, sur vacances par dévolut, surtout sur vacances par résignation. On disait en France : « *Date retenue, grâce accordée* » ; cette maxime était fondée sur l'article 47 des « *Libertés de l'Eglise gallicane* », lequel était ainsi conçu : « Quand un Français demande au Pape un bénéfice assis en France, vacant par quelque sorte de vacation que ce soit, le Pape est tenu lui en faire expédier la signature au jour que la réquisition et supplication lui en sont faites ; sauf à disputer par après de la validité ou invalidité par devant les juges du roi auxquels la connaissance en appartient ; et en cas de refus fait en cour de Rome, peut, celui qui y prend intérêt, présenter sa requête en la cour, laquelle ordonne que l'évêque diocésain ou autre donnera sa provision pour être de même effet qu'eût été la date prise en cour de Rome, si elle n'eût été lors refusée. »

Il résultait de là plusieurs conséquences : la date formait un droit acquis en faveur de celui qui l'avait retenue, si bien que ce dernier pouvait résigner même sans avoir fait expédier ses provisions. S'il décédait, le bénéfice vaquait par mort. De plus, la date retenue opérait la prévention en faveur du Pape contre les collateurs ordinaires ; elle donnait cours à la règle des « *vingt jours* » et même à la règle « *de publicandis* », puisque les dix mois donnés au résignataire couraient du jour de la daté.

(DE MERELLE. *Répertoire de Guyot*. Verbo : date.)

agences qui parcoururent la chrétienté et se firent donner, par des clercs pourvus de bénéfices, des procurations *ad resignandum* laissant en blanc le nom du résignataire et la date de la résignation (1). L'agence, qui avait des correspondants partout, retenait date à la chancellerie, renouvelait cette précaution tous les six mois, et quand elle apprenait la mort du résignant, remplissait les blancs au nom du clerc qui lui offrait le prix le plus élevé du bénéfice. Elle donnait ensuite à la procuration une date antérieure au décès et faisait expédier les provisions du bénéfice du jour de la date retenue la plus rapprochée. Les résignants, dans ces sortes de résignations, ne se démettant de leurs bénéfices que moyennant finance, il se faisait ainsi un véritable trafic de ceux-ci.

On se servait aussi des petites dates lorsqu'un résignant et un résignataire s'étaient entendus entre eux pour conserver le bénéfice au survivant. Pour cela, le résignant passait une procuration *ad resignandum* que le résignataire ne faisait pas insinuer et n'envoyait pas à Rome ; ce dernier, néanmoins retenait date à la chancellerie romaine pour la résignation du bénéfice. Par ce moyen, les deux parties restaient toujours maîtresses du bénéfice et se le conservaient. Si le résignant mourait le premier, le résignataire se servait de la procuration et levait ses provisions du jour de la dernière date retenue (il avait eu soin, lui aussi, de renouveler cette mesure tous les six mois) ; si, au contraire, c'était le résignataire qui mourait avant le résignant, celui-ci supprimait la procuration et la date devenait inutile.

Pour arrêter ces pratiques déplorables (2), les Papes fulminèrent plusieurs règles de chancellerie : la dix-neuvième « *de infirmis resignantibus sive de viginti diebus* » ; la tren-

(1) M. Gavet, à son cours.

(2) Trop souvent aussi les résignations étaient obtenues par dol ou sur-

tième, « *de verisimili notitiâ obitus* » ; et la trente-quatrième, « *de publicandis resignationibus* (1) ». Ces trois règles furent admises en France et dans les pays d'obédience et nous en ferons une étude spéciale plus tard. Mais ces remèdes furent impuissants. C'était dans l'administration ecclésiastique elle-même que se trouvait la racine du mal, dans la vénalité proverbiale des bureaux romains et la complaisance intéressée et coupable des notaires apostoliques et des banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, qui se croyaient tout permis parce qu'ils n'étaient soumis à aucun contrôle.

Il fallut l'intervention du bras séculier pour mettre un peu d'ordre dans ce chaos. Nous l'avons déjà dit, cette intervention se produisit au mois de juin 1550 (2), sous le règne de Henri II, par la publication de l'édit, appelé communément édit des petites dates. Cet édit a été commenté par Dumoulin ; il est célèbre entre tous ceux qui furent rendus en matière bénéficiale. Ses prescriptions portèrent sur plusieurs chefs : tout d'abord il réforma le mode de recrutement des notaires apostoliques et des banquiers expéditionnaires en Cour de Rome, limita le nombre des uns et des autres et les soumit à des règlements parfaitement définis. Plus particulièrement en ce qui concerne les résignations *in favorem*, et pour prévenir le retour des abus d'autrefois, l'édit exigea que les notaires, en passant ces actes, appelassent deux témoins au minimum, non parents ni alliés

prise. Témoin ce quatrain qu'on fit courir sur un bénéficiaire du temps qui avait résigné sa cure après un bon repas :

Quand Esau vendit sa primogéniture,
Il était affamé ;
Mais X....., quand il troqua sa cure,
Il avait bien diné.

(1) Rapportées : Lacombe. *Preuves*, pp. 1 et suiv. — Thibault. *Preuves*, pp. 5 et suiv. — Voir *infra*, pp. 131 et suiv.

(2) Voir note 3, p. 33.

du résignant ou du résignataire (1), et que résignant et témoins signassent la procuration en présence les uns des autres.

Les notaires apostoliques furent également obligés de tenir des registres des procurations et de faire mention expresse de la date à laquelle celles-ci étaient passées. Enfin, et c'est ici le point capital, toute procuration surannée, c'est-à-dire mise à exécution plus d'un an après sa passation, fut privée d'effets civils, de même que les procurations *ad resignandum* données en forme de procurations générales ; la spécialité fut désormais de rigueur. De plus, toutes procurations à petites dates furent déclarées nulles et les bénéficiers pourvus en vertu d'icelles déchus du possessoire de leurs bénéfices (2).

Trois ans après l'édit des petites dates (3), un autre édit dont nous avons déjà parlé, celui de mars 1553 (4), soumit à la formalité de l'insinuation (article 9) les procurations, *ad resignandum*, ainsi que tous actes ayant trait aux provisions bénéficiales. Les édits de 1637 (5) (sur le contrôle) et de 1646 (6) (sur l'insinuation des bénéfices) renchérirent encore sur le formalisme prescrit par les deux édits précédents. Ils

(1) C'est là l'origine des incapacités qui frappent, dans nos lois, les parents des parties qui passent des actes authentiques.

C'est également au sujet des résignations « *in favorem* » que furent édictées, pour la première fois, les prohibitions de donner aux médecins qui soignent dans la dernière maladie et aux confesseurs.

(2) L'Edit d'Henri II interdisait aussi aux banquiers expéditionnaires d'écrire à Rome pour y faire expédier des provisions sur résignations, si, par le même courrier, ils n'envoyaient les procurations pour résigner.

(3) Il n'avait pu entièrement remédier au mal, car en multipliant les procurations et en les envoyant à Rome tous les six mois, on tournait facilement la loi, la dernière procuration pouvant servir quand le résignant venait à décéder.

(4) Voir note 2, p. 35.

(5) Voir note 2, p. 36.

(6) Voir note 1, p. 30.

enjoignirent aux bénéficiers pourvus en suite de résignations *in favorem*, de faire enregistrer les procurations *ad resignandum*, les provisions obtenues et les actes de prise de possession, deux jours au plus tard avant le décès des résignants. Faute d'enregistrement avant cet événement, le bénéfice résigné était réputé vacant par mort.

Après avoir exposé le mécanisme des résignations *in favorem*, il nous reste à faire connaître les causes qui, suivant nous, ont amené cette pratique si généralement suivie. Ici nous ne pourrions émettre que des conjectures, car nos anciens auteurs, qui ont écrit tant de volumes sur les résignations, n'ont rien dit de l'histoire de celles-ci, se bornant simplement à constater qu'elles s'étaient introduites aux environs du x^v^e siècle.

Les bénéfices consistoriaux ne pouvant être résignés sans l'assentiment du roi, et les bénéfices à patronage laïque sans le consentement exprès des patrons, il n'y avait que les bénéfices à patronage ecclésiastique qui pussent être résignés en faveur; partant, les collateurs ordinaires, c'est-à-dire les évêques, étaient les seuls dont les droits fussent atteints. Les rois, les patrons laïques ne gagnaient ni ne perdaient rien à ces résignations; le Pape seul en profitait.

On peut dès lors affirmer que les résignations *in favorem* n'ont pris leur grande extension que sous la pression de la Papauté. Mais à quel mobile obéissait le Saint-Siège en les tolérant sinon en les encourageant? C'est ici que se place notre conjecture. A la fin du xiv^e siècle et au commencement du x^v^e, les rois de France parvinrent à arracher au Saint-Siège des privilèges importants en faveur de l'Université et du Parlement de Paris, nous voulons parler des droits des gradués et des indultaires. Ces privilèges ne s'exerçant que sur les bénéfices à patro-

nage ecclésiastique, laissèrent intacts les droits du roi et des patrons laïques dans la nomination aux bénéfices, mais restreignirent, au contraire, singulièrement les droits des collateurs ordinaires ; par le fait même les prérogatives du Saint-Siège se trouvèrent forcément réduites, la prévention qu'il exerçait sur les bénéfices à patronage ecclésiastique ne pouvant plus avoir lieu dans toute son étendue. Le Saint-Siège trouva alors dans les résignations *in favorem* un moyen pratique de faire brèche aux privilèges des indultaires et des gradués.

Si l'on veut bien lire entre les lignes dans les préambules des édits de 1637 et de 1646, et si l'on veut bien aussi faire attention à certains articles trop peu étudiés de ces édits, l'on se convaincra facilement que ce fut surtout pour apaiser les plaintes des indultaires et des gradués que les rois de France intervinrent. Nous trouvons, du reste, une preuve de la justesse de notre opinion, dans la comparaison entre la situation de la France et celle de la Lorraine au point de vue des résignations *in favorem*. Autant, en France, les attaques furent vives contre ces résignations, lesquelles, nous l'avons montré, étaient trop souvent frauduleuses, autant, en Lorraine, on trouve sur cette question le calme le plus complet. Et cependant, dans le duché, tous les bénéfices, même les consistoriaux, à l'exception toutefois des bénéfices à patronage laïque, étaient sujets aux résignations. D'où vient donc la différence ? Elle vient, croyons-nous, de ce qu'en Lorraine la Papauté trouva dans la règle « *de mensibus* » qui lui laissait pendant huit mois de l'année la collation des bénéfices vacants, et dans l'absence d'indultaires et de gradués, des avantages si importants qu'elle n'eut jamais intérêt à y favoriser, comme en France, la multiplication des résignations *in favorem*.

4° En quatrième lieu, les bénéfices vaquent par permutation, ce qui arrive lorsque deux bénéficiers résignent respectivement leurs bénéfices en faveur l'un de l'autre. La permutation est donc une résignation en faveur réciproque et conditionnelle ; elle est réciproque, car elle implique l'échange d'un bénéfice avec un autre ; elle est conditionnelle, car si l'un des co-permutants est évincé du bénéfice qui lui a été donné en permutation, il a le droit de reprendre le sien. Pour être valables, les permutations doivent être autorisées par les supérieurs ecclésiastiques, mais le consentement de l'évêque suffit et il n'est pas besoin de recourir au Pape.

Les permutations furent toujours vues d'un mauvais œil par l'Église, et plusieurs fois les Papes les condamnèrent. Elles furent, en conséquence, relativement rares et nous n'insisterons pas sur elles. Disons seulement qu'elles nuisaient, comme les résignations *in favorem*, aux droits des privilégiés et que par l'article 13 de l'édit de décembre 1691 (1), les provisions des collateurs ordinaires sur démissions ou permutations furent déclarées nulles, de nul effet et valeur, « en cas que par icelles les indultaires, gradués, brevetaires de joyeux avènement et de serment de fidélité fussent « privés de leurs grâces expectatives et les patrons de leur « droit de présentation (il s'agit des patrons ecclésiastiques, « les permutations ne pouvant avoir lieu qu'avec le consentement des patrons laïques), si les procurations pour faire « les démissions et permutations, ensemble les provisions « expédiées sur icelles par les Ordinaires, n'ont été insinuées « deux jours francs avant le décès du résignant ou permutant, le jour de l'insinuation et celui du décès non compris. »

(1) Note 5, p. 36.

Ajoutons enfin que, par déclaration de Louis XIV du 11 mai 1684 (1), toutes permutations de bénéfices sont nulles si elles n'ont été réalisées du vivant des co-permutants ; que la règle des vingt jours ne s'applique pas en cas de permutation (cela, du reste, va de soi, les règles de chancellerie étant faites uniquement pour les cas de vacance en Cour de Rome), et que les formalités d'insinuation sont les mêmes pour les permutations que pour les résignations.

5° La profession monacale du titulaire d'un bénéfice séculier rend aussi le bénéfice vacant. C'est une conséquence de la règle « *regularia regularibus, secularia secularibus* ».

6° En sixième lieu, il y a vacance par suite du mariage du bénéficiaire. Dans ce cas, comme dans le précédent, le titulaire ne peut plus résigner son bénéfice qui est vacant et impé-
trable ipso jure.

Cette cause de vacance des bénéfices nous amène à traiter une question ne se rattachant qu'indirectement à notre sujet, mais dont l'importance est trop grande pour que nous la passions sous silence : le mariage des clercs. Cette question — en ce qui concerne les clercs promus aux ordres sacrés — a fait couler des flots d'encre au moment où la réforme protestante cherchait à saper par la base cet édifice colossal, mais vieux et chancelant, qu'était au xvi^e siècle l'Église catholique ; elle fut de nouveau soulevée lors de la Révolution française et de nos jours encore elle ne cesse d'être discutée. Nous n'avons à traiter la matière, ni au point de vue religieux, ni au point de vue philosophique, les seuls sous lesquels elle ait été envisagée jusqu'à présent. Nous nous bornerons à l'exposé succinct de faits et de notions, simples et indiscutables, qu'il est nécessaire de connaître lorsqu'on veut étudier à fond les anciens bénéfices.

(1) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 201.

Les simples tonsurés, nous l'avons vu plus haut, ne pronçaient aucun vœu en entrant dans l'Église et rien, par conséquent, ne les empêchait de contracter mariage. En se mariant ils ne perdaient qu'un seul de leurs privilèges, le droit de posséder des bénéfices. Ce droit au mariage était reconnu expressément par les lois canoniques : la Constitution de Boniface VIII, *Qui cum unici* [insérée au livre de Sexte : *de Clericis conjugandis*], et le Concile de Trente [Session XXIII, *de reformatione*, chap. VI, titre de *Clericis conjugandis*] (1), exemptent de la juridiction laïque les clercs mariés pourvu qu'ils ne soient pas bigames. Les lois civiles elles-mêmes sanctionnaient un état de choses qui semble avoir existé de toute ancienneté. Qu'on ouvre la coutume de Lorraine, on y lira : Article 1^{er}. « *Au Duché de Lorraine y a*
« *clercs et laïcs.* » Article 2. « *Entre les clercs aucuns sont*
« *mariés, autres non ; les mariés jouissent de leurs privi-*
« *lèges si longuement qu'ils portent la tonsure et l'habit clé-*
« *rical et servent à une Église, hôpital ou séminaire et à faute*
« *de ce ils les perdent.* » Ces clercs mariés dont parle la coutume, ce sont les tonsurés ; il ne s'est jamais élevé le moindre doute à cet égard. Du reste, la coutume de l'évêché de Metz, mieux rédigée sur ce point, dit expressément : Article 3.
« *Des clercs, les uns sont en dignité ou ordre ecclésiastique,*
« *les autres tonsurés simplement, desquels les uns sont mariés,*
« *les autres non.* »

En France, une ordonnance de Philippe III, de 1274, rapportée en partie dans les *Mémoires du Clergé* (tome VII, page 332), reconnaît que le mariage ne fait pas perdre aux clercs tonsurés leur privilège de cléricature ; et Jean Bou-

(1) Gallemart et Barbosa. *Concilium Tridentinum*. — Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome II, p. 1064.

teiller, en écrivant sa « *Somme rurale* », rapporte qu'il en était encore de même de son temps.

A partir de quelle époque le mariage des clercs tonsurés entraîna-t-il pour eux déchéance de leur privilège de cléricature ? L'on ne saurait fixer de date précise, pour la France du moins. Les auteurs des *Mémoires du Clergé* semblent dire que cette réforme se produisit au commencement du dix-septième siècle, mais ils n'affirment rien, et de fait, un arrêt du Parlement de Paris du 13 août 1672 (Rapporté *Journal des Audiences*, édition de 1687, chap. III, VI^e livre, page 503) rendu contre un gradué qui avait été marié, paraît sous-entendre qu'à cette époque encore le mariage des clercs était toléré. Quoiqu'il en soit il y a tout lieu de supposer que cette modification à de vieilles coutumes doit être attribuée à l'influence du Concile de Trente (1).

L'Eglise catholique avait toujours condamné le mariage des prêtres, « *des clercs en dignité ou ordre ecclésiastique* » comme dit la Coutume de l'évêché de Metz ; mais au moment où se produisit le Concile et sous le souffle des idées de réforme, de nombreux prélats, le Cardinal de Lorraine en tête, et la majorité des évêques français soutenus par l'ambassadeur de France, demandèrent que le mariage des prêtres fût autorisé. Après une vive discussion cette proposition fut rejetée, et l'article ix des canons sur le Sacrement de mariage publiés dans la vingt-quatrième Session, fulmina l'anathème contre ceux qui diraient que le mariage des prêtres était permis : « *Si quis dixerit « clericos, in sacris ordinibus constitutos, vel regulares, casti-*

(1) Cependant dès avant le Concile de Trente, se manifestèrent les tendances à supprimer le privilège des clercs mariés. L'art. 2 des règlements faits par le duc Antoine de Lorraine, à la suite des Etats tenus à Nancy en 1519, nous en fournit une preuve explicite. — Rapporté : De Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*, tome I, p. 226.

« *tatem solemniter professos, posse matrimonium contrahere,*
« *contractum validum esse, non obstante lege ecclesiasticâ vel*
« *voto, anathema sit.* » Ce canon n'avait pas en vue les simples clercs tonsurés, mais, par extension vraisemblablement, l'on en arriva peu à peu à soumettre ceux-ci aux mêmes prohibitions que les clercs promus aux ordres sacrés (2).

Du reste, la plupart des commentateurs des coutumes où l'on rencontre des articles supposant pratiqué le mariage des clercs, nous expliquent qu'il ne s'agit que des clercs tonsurés, qu'au surplus ces articles n'ont plus d'exécution et que si les coutumes en font mention, c'est qu'elles ont été rédigées avant le Concile de Trente et n'ont pas été révisées après. (Voyez notamment : Durand, sur la coutume de Vitry-en-Perthois, article 70, numéros 2 et 3.). Pour la Lorraine, nous avons un document certain sur la question des clercs tonsurés ; c'est l'édit de Charles III du 7 juin 1602 (3). Cet édit assimila les simples tonsurés, mariés ou non, aux autres sujets laïques du duché. « Avons dit et déclaré, disons et déclarons
« notre vouloir et intention estre telle, que tous ceux qui
« prendront cy-après l'ordre et qualité de clercs tonsurés
« dans nos pays seront de mesme condition et subjec-
« tion qu'ez autres lieux de notre duché de Lorraine, et con-
« séquemment tenus et obligés de porter tous les offices et
« charges de judicature, et de satisfaire aux prestations
« personnelles de même que les autres bourgeois et sujets
« des lieux . . . »

(1) Gallemart et Barbosa. *Op. cit.* — Ellies du Pin. *Op. cit.* tome II, p. 1140.

(2) L'impossibilité où se trouvaient les ecclésiastiques mariés d'obtenir des bénéfices ne fut pas non plus l'une des moindres causes du célibat des clercs.

Riston. *Analyse des coutumes de Lorraine*, p. 6, dit : « Ce serait de nos jours un personnage ridicule qu'un clerc marié revêtu habituellement de l'habit « clérical et portant la tonsure ; ce préjugé a un empire supérieur à la loi. »

(3) Rapporté : De Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*. Verbo : clergé, p. 240.

Cette décision fut prise à la requête des États convoqués « le 15 avril 1602 : « Nous ont fait remonter (les gens des « trois États), édit le préambule de l'édit, entre autres choses, « que l'ordre de tonsure n'a oncques été donné qu'à une « juste et dévote intention, pour estre le premier fondement « des saints ordres de prêtrise ; et toustesfois qu'il s'en « trouve en nos pays qui sous le voile de se rendre hommes « d'Église, ayant atteint cette qualité de clerics tonsurés, se » marient promptement et jouissent par ce moyen des exemp- « tions, charges et affaires de judicature, prestations person- « nelles et autres, mesme s'en trouve de si ignorans qu'à « peine sçavent-ils les articles du Symbole, abusans ainsi de « la dignité de cléricature, au grand scandale et dérision des « saints decrets de l'Église et préjudice du public. »

Ce n'est donc pas parce qu'ils étaient mariés que les tonsurés de Lorraine perdirent leurs privilèges, mais uniquement parce que, à partir de l'année 1602 la tonsure seule ne fut plus considérée comme suffisante pour transformer un laïque en clerc. S'ils avaient lu en entier l'édit de Charles III et non seulement son préambule, Fabert dans ses « *Remarques sur la coutume de Lorraine* » (commentaire de l'article 2) n'aurait pas dit « Or d'estre marié et porter l'habit clérical, « a été trouvé chose difficile, non seulement aux hommes « mais à leurs femmes ; aussi cela estant de l'ancienne observance des bons vieux pères, a-t-il esté changé en plus « sortable usage par l'ordonnance^e de M. le Duc du septième « juin 1602 en laquelle est dit : Que doresnavant le privilège « clérical demeurera esteint par le mariage. », et Thibault, (*Histoire bénéficiale*, page 165), n'aurait pas répété la même erreur.

7° En septième lieu il y a encore vacance par incompatibilité, c'est-à-dire quand un bénéficiaire est pourvu d'un autre

bénéfice non compatible avec le premier. En ce cas, le bénéfice devient vacant si son titulaire ne s'en défait pas dans l'an. Nous avons déjà dit que tous les bénéfices à charge d'âmes et qui requièrent résidence sont incompatibles.

8° La huitième cause de vacance des bénéfices est celle d'inhabilité ou d'incapacité du possesseur : ainsi en cas d'extranéité ou de bâtardise. Il était tout naturel que les souverains réservassent à leurs sujets les places vacantes ; aussi nombreuses sont les ordonnances qui, dans tous les pays, déclarèrent les étrangers non naturalisés incapables de posséder des bénéfices. Quant aux bâtards, c'est en vertu des dispositions du droit canon qu'ils étaient exclus des bénéfices comme de toutes autres dignités ecclésiastiques ; néanmoins, ils pouvaient obtenir du Pape des dispenses et même, pour les simples chapelles, des dispenses émanées de l'évêque suffisaient.

9° Enfin, l'indignité du bénéficiaire fait aussi vaquer le bénéfice. Les causes d'indignité sont les crimes de lèse-Majesté, divine et humaine, l'homicide, l'hérésie, la simonie. L'exercice de métiers avilissants, comme celui de comédien ; la profession des armes ; le recel du corps d'un défunt pour avoir le temps de courir son bénéfice (au mépris des ordonnances royales de François I^{er} de 1539 (1) et de Louis XIV du 9 février 1657 (2) et de la règle de chancellerie de *verisimili notitiâ obitus* ; l'obtention en Cour de Rome, comme vacant par mort, du bénéfice d'un homme encore en vie, sont aussi des causes de vacance.

Entre toutes ces causes d'incapacité, retenons seulement celle que l'on considérerait comme la plus grave de toutes, la

(1) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, pp. 76 et suiv. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, pp. 263 et suiv.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 155.

simonie : « *Omnia enim crimina ad comparationem simoniacæ hæresis pro nihilo reputantur.* » La simonie consiste dans la vente ou l'achat d'une chose spirituelle. Elle est si odieuse qu'elle ne se couvre par aucun laps de temps et que les bénéficiers simoniaques entrés en possession ne peuvent, en aucun cas, invoquer le bénéfice de la règle de chancellerie « *de triennali possessione* » (1). (Bulles des Papes Pie IV et Pie V, du 14 novembre 1564 et des calendes de juin 1569).

Cette lèpre universelle, disent les canonistes, s'était répandue partout dans l'Église, et les peines prononcées par les Conciles contre les simoniaques (excommunication, ouverture du droit de dévolut) ne purent la déraciner. Il est, du reste, un acte de simonie qui fut toujours toléré en France ; nous voulons parler de la stipulation ou réserve d'une pension par le résignant d'un bénéfice. Ce n'est pas que les pensions fussent approuvées par l'Église, plusieurs constitutions papales les condamnent même expressément et le Concile de Trente (Session XXIV, chap. xiii, *de reformatione*) (2) les défendit pour les églises cathédrales dont le revenu n'excédait pas mille ducats et pour les églises paroissiales dont le revenu n'excédait pas cent ducats. Mais, plus fort que les canons de l'Église, l'usage ancien prévalut, et le droit d'imposer au résignataire d'un bénéfice une pension sur ce bénéfice fut considéré comme une des libertés de l'Église gallicane. On peut dire qu'il y eut, en France et dans les pays d'obédience, autant de stipulations de pensions que de résignations *in favorem*. La question était donc trop importante pour n'être pas réglementée ; aussi, le 4 octobre 1670, parut une déclaration de Louis XIV, confirmée

(1) Thibault. *Preuves*, p. V.

(2) Gallemart et Barbosa. *Op. cit.* — Ellies du Pin. *Op. cit.*, tome II, p. 1172.

au mois de juin 1671 (1) par un édit enregistré au Parlement le 21 juillet suivant, aux termes de laquelle toutes pensions sur résignations *in favorem* des cures et prébendes ordinaires et théologiques des églises cathédrales et collégiales furent interdites, à moins que le résignant n'ait desservi son bénéfice pendant au moins quinze ans, ou ne soit obligé de se retirer pour cause d'infirmités, et à condition, en tous cas, que la pension ne dépassera pas le tiers des revenus du bénéfice, la portion congrue, alors fixée à trois cents livres, non comprise.

(1) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 179.

CHAPITRE VI

Les Réserves apostoliques et les Règles de Chancellerie

En exposant la collation des bénéfices nous avons montré comment les Papes, se considérant comme collateurs ordinaires, prétendaient avoir un droit suprême sur tous les bénéfices de la chrétienté, et comment, de leur côté, les rois de France revendiquaient pour la couronne la plupart des droits que Rome s'attribuait. Nous avons ajouté que ce conflit de prétentions rivales n'avait cessé que grâce aux concessions réciproques que s'étaient faites les Papes et les rois. Il nous reste maintenant à examiner une à une, non pas toutes ces revendications, l'étude en serait trop longue, mais du moins celles qui, temporairement ou définitivement, ont été reçues et acceptées en France ou dans les pays d'obédience.

On désignait sous le nom de réserves apostoliques les atteintes que le Pape portait aux droits des collateurs ordinaires. Ces réserves, à partir du ^{xv}^e siècle environ, furent consignées dans des règlements que les Papes faisaient paraître au commencement et pour être valables pendant toute la durée de leur pontificat. A la mort d'un Pape, son successeur, dès le lendemain de son élection, promulguait

un nouveau règlement, lequel généralement reproduisait l'ancien, modifié sur quelques points de détail et quelquefois amplifié.

Ces règlements portaient sur trois chefs principaux : la disposition des bénéfices, l'expédition des provisions des bénéficiers et le jugement des procès sur matières bénéficiales. On les appelait les règles de Chancellerie. Néanmoins, en France, on réserva toujours le nom de règles de Chancellerie aux deux chefs des règlements pontificaux qui avaient trait à la procédure : expédition des provisions et jugement des procès. Le premier chef de ces règlements qui portait sur la disposition des bénéfices conserva, au contraire, sa dénomination de réserves apostoliques. Pour ne pas embrouiller les idées, nous suivrons cette dénomination, logique au fond, et nous étudierons dans deux chapitres spéciaux les réserves et les règles de chancellerie.

Disons, une fois pour toutes, que les réserves apostoliques et les règles de Chancellerie étaient considérées en France comme ne liant pas l'Église gallicane. L'Église gallicane en admettait bien quelques-unes, mais elle les admettait volontairement. A celles mêmes de ces réserves et de ces règles admises en France, le Pape ne pouvait plus déroger si la dérogation n'était elle-même reçue comme un usage du royaume (1). Il est à peine utile d'ajouter que les ultramontains ne voulurent jamais reconnaître les libertés de l'Église gallicane, considérées par eux comme des usurpations sur les droits du Saint-Siège, et acceptées seulement comme des pis-aller.

La Lorraine, véritable pays d'obédience, n'en déplaît à nos anciens jurisconsultes qui voulaient à toute force voir

(1) Règle 43^e des *Libertés de l'Église gallicane de Pithou*. — Voir Dupuy et Durand de Maillane sur cette règle.

en elle un pays d'usage (1), admettait presque toutes les prétentions du Saint-Siège et se soumettait à toutes ses exigences; il ne pouvait donc se produire de difficultés. Quant aux trois évêchés de Toul, Metz, Verdun, — (c'est-à-dire les territoires proprement dits de ces évêchés, et non leurs diocèses, lesquels embrassaient la Lorraine entière), — qui relevaient de l'empire d'Allemagne, leur situation était réglée par le Concordat germanique. En étudiant les Concordats français et germanique, et les Indults pontificaux, nous nous rendrons exactement compte de la situation de tous ces pays soumis envers le Saint-Siège à des usages en apparence si divers.

SECTION I

RÉSERVES APOSTOLIQUES

§ 1

RÈGLE « DE MENSIBUS » OU DE L'ALTERNATIVE

La première en importance des réserves apostoliques est celle dite « *de Mensibus ou de l'Alternative* ». Introduite, croit-on, par le Pape Martin V, en conformité des décisions du Concile de Constance de 1414, elle est la neuvième des règles de Chancellerie. Elle affecte au Saint-Siège la disposition de tous bénéfices quelconques, réguliers ou séculiers, consistoriaux ou non consistoriaux, venant à vaquer pendant

(1) Thibault. *Op. cit.*, p. 171. — De Bourcier. *Miscellanées*, manuscrit n° 126 de la Bibliothèque de la ville de Nancy.

les mois de janvier, février, avril, mai, juillet, août, octobre et novembre, soit pendant les deux tiers de l'année ; les quatre mois de mars, juin, septembre et décembre demeurant réservés aux collateurs ordinaires (1).

Pour exciter les grands bénéficiers à la résidence, les Papes, faisant distraction de deux mois sur les huit qui leur appartenaient, accordaient aux évêques pendant cet intervalle et s'ils résidaient dans leurs diocèses, le droit de collation qu'ils s'étaient réservé pour eux-mêmes. Mais, en ce cas, la résidence était exigée avec beaucoup de rigueur ; une absence d'une seule journée faisait perdre à l'évêque le droit de collation pendant tout un mois. Les évêques, du reste, à condition de notifier leur option à Rome, étaient libres d'accepter ou non cette faveur papale qu'on appelait l'alternative, et jamais, par exemple, les évêques de Toul, Metz ou Verdun, ne voulurent en profiter (2).

La règle « *de Mensibus* » cessa d'être appliquée en France à partir du commencement du ^{xv}^e siècle ; la Pragmatique Sanction de 1438 ne l'abolit cependant pas expressément, mais les rois de France, se fondant sur les décrets du Concile de Bâle de 1431, ne voulurent plus la tolérer dans leurs États, la considérant comme abrogée avec toutes les réserves et expectatives. Il n'en fut pas de même dans les pays d'obédience et notamment en Lorraine, pour les diocèses de Toul, Metz et Verdun, où la règle « *de Mensibus* » demeura toujours en vigueur jusqu'à la Révolution. Quant

(1) En Bretagne, depuis les lettres patentes d'Henri II, du 14 juin 1549, jusqu'au Concile de Trente, les Souverains Pontifes eurent encore le droit de concourir avec les Ordinaires dans les quatre mois réservés à ces derniers.

(2) Les évêques qui acceptent l'alternative, et obtiennent ainsi six mois de collation au lieu de quatre, reçoivent une bulle qui doit être enregistrée au Parlement.

à ces trois évêchés, pour leurs territoires proprement dits, ils observaient, aux termes du Concordat germanique auxquels ils étaient soumis, une autre règle « *de Mensibus* », en vertu de laquelle les Papes et les collateurs ordinaires avaient de mois en mois, alternativement, soit chacun pendant la moitié de l'année, la collation des bénéfices venant à vaquer.

§ 2

MANDATS ET GRACES EXPECTATIVES

Les mandats apostoliques et les expectatives⁽¹⁾ étaient des rescrits pontificaux, sortes de billets au porteur, par lesquels les Papes enjoignaient aux collateurs ordinaires de conférer tel bénéfice vacant, ou tel bénéfice à vaquer, à une certaine personne, dans un certain temps et d'une certaine manière. Ces réserves étaient vues avec une extrême défaveur en France et Charles VI les interdit par un décret du 7 mai 1399. Quelques années plus tard le Concile de Constance, puis le Concile de Bâle (Session XXIII et Session XXXI, titre II) à leur tour les abolirent; il va sans dire que la Pragmatique Sanction de Bourges adopta avec empressement les décrets de ces deux Conciles.

Malgré toutes ces défenses, la Papauté ne cessa de donner ces grâces à prix d'argent, et l'article 49 des remontrances du clergé de 1661 (1) nous montre que dans une seule année, au diocèse d'Angers, il y eut jusqu'à six cents mandats délivrés. C'est alors que Louis XI, le 10 septembre 1464 (2), publia l'ordonnance de

(1) Rapportée : *Ordonnances des Rois de France de la 3^e race*, par le comte de Pastoret, tome XV, pp. 193 et suiv.

(2) Rapportée : Même ouvrage, tome XVI, pp. 244 et suiv.

Rue-en-Ponthieu pour faire respecter sur ce point les décrets de la Pragmatique.

Le dernier coup fut donné aux expectatives pontificales par le Concordat de 1516 et par le Concile de Trente. Le chapitre XIX, de *reformatione*, de la XXIV^e session du Concile (1), porte expressément : « *Le saint Concile ordonne que les mandats pour pourvoir, et les grâces qu'on nomme expectatives ne seront plus accordés, même à aucuns collèges, universités, sénats, non plus qu'à aucunes personnes particulières.* »

Dans les pays d'obédience, les mandats et les expectatives étaient presque inconnus.

§ 3

LA RÉSERVE

Quelquefois le Saint-Siège se réservait de conférer, au détriment des collateurs ordinaires, tout un groupe de bénéfices ou bien les bénéfices qui viendraient à vaquer pour une certaine cause (incompatibilité, destitution). C'est ainsi qu'étaient affectées au Saint-Siège : par la deuxième règle de chancellerie, la collation de toutes les églises patriarcales, primatiales, épiscopales, et de toutes les abbayes d'hommes dont le revenu excédait deux cents florins d'or ; et par la quatrième règle, la collation de toutes les grandes dignités après les pontificales dans les églises cathédrales, métropolitaines et patriarcales, dont le revenu excédait dix florins d'or ; de tous les prieurés, prévôtés, dignités conventuelles et préceptories générales de tous les ordres, etc. Les

(1) Ellies du Pin, *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle* ; op. cit.

cinquième, sixième, septième et huitième règles de chancellerie (1) réservèrent également plusieurs autres séries de bénéfices dont il est inutile de faire l'énumération.

Disons immédiatement que ces réserves ne furent jamais acceptées en France ; le Concordat trancha la question. La Lorraine les repoussa également ; dans ce pays, l'immense majorité des grands bénéfices dont le Pape se réservait la collation par ses règles de chancellerie resta soumise aux élections, et ce fut seulement exceptionnellement que le Saint-Siège transgressa cet usage. Cependant le duc Léopold, qui tenait fort à ménager le Saint-Siège, toléra dans ses états l'application de la deuxième règle de chancellerie ; les jurisconsultes lorrains ne cessèrent de déplorer cette importante concession (2).

Une autre réserve des plus connues était celle dite de vacance « *in Curiâ* ». Introduite sous le pontificat de Clément IV, sanctionnée par ses successeurs et universellement admise, elle avait lieu lorsqu'un bénéficiaire mourait à Rome ou dans un rayon de deux milles autour de la ville. En ce cas le Pape seul était collateur du bénéfice vacant. On prétendait autrefois que les bureaux romains cherchaient à attirer à Rome les bénéficiaires vieux et malades, pour voir leurs bénéfices vaquer « *in Curiâ* » (3). »

(1) Les règles de la Chancellerie romaine sont rapportées : Thibault, *Preuves* p. 5 et suiv.

(2) Bourcier. *Op. cit. Usages de Lorraine*, manuscrit n° 126 de la Bibliothèque de la ville de Nancy.

(3) M. Gavet, à son cours.

§ 4

DÉVOLUT

Le dévolut (1) est la provision d'un bénéfice, obtenue du Pape et basée sur le défaut ou la nullité de titre en la personne du pourvu, ou bien sur l'inhabilité ou l'incapacité de celui-ci. Il y a défaut de titre quand quelqu'un s'est mis et ingéré dans la possession d'un bénéfice sans avoir de provision canonique ; nullité de titre, lorsque cette provision n'est pas valable.

Les incapacités ou inhabilités donnant ouverture au dévolut sont de deux sortes ; les unes rendent nulles les provisions dans leur principe, les autres annulent pour l'avenir des provisions valables à l'origine. Les premières sont inhérentes à la personne du bénéficiaire, ainsi pour un laïque non tonsuré donc incapable de posséder un bénéfice, pour un étranger non naturalisé, un bâtard, un clerc marié, un individu auquel manque soit l'âge, soit l'ordre, soit les degrés requis pour être capable du bénéfice dont il est pourvu ; les autres se produisent lorsqu'un bénéficiaire commet des crimes ou délits, qui, suivant les cas, font vaquer son bénéfice de plein droit ou après sentence.

Le dévolut suppose donc un bénéfice actuellement rempli, mais rempli par un bénéficiaire dont la possession est vicieuse ; il suppose également un tiers intéressé attaquant les provi-

(1) Il faut se garder de confondre le dévolut avec la dévolution. La dévolution signifie le droit déferé au supérieur ecclésiastique de disposer d'un bénéfice à la collation de son inférieur, lorsque celui-ci a négligé de faire usage de son droit en temps utile.

sions du possesseur, jetant, comme on disait, son dévolut sur le bénéfice litigieux. En première instance la cause doit être portée devant les tribunaux séculiers, mais le Pape seul, si la demande est reconnue fondée (la réserve consiste précisément en cela), peut conférer le bénéfice au dévolutaire. Un arrêt de la Chambre des enquêtes du Parlement de Paris, rendu avis près des autres chambres, jugea cependant que l'Ordinaire avait droit de pourvoir et de donner des provisions par dévolut en cas de confidence ou de simonie, sans qu'il fût besoin de recourir à Rome. Mais cet arrêt, dont nous ne connaissons que la date, juin ou juillet 1617, fut probablement un arrêt d'espèces, car il ne paraît pas avoir été suivi en jurisprudence. En tous cas, certains Parlements, comme ceux de Toulouse et de Bordeaux, réservèrent toujours exclusivement au Pape le droit de donner des provisions sur dévolut ; *a fortiori*, de la jurisprudence des cours souveraines des pays d'obédience.

Les compétitions autour des bénéfices étant ardentes, et les fraudes en matière bénéficiale très fréquentes, il en résultait de nombreux dévoluts. Le plus souvent, en effet, les concurrents évincés d'un bénéfice auquel ils prétendaient, n'avaient pas de grandes recherches à faire pour découvrir des causes de nullité dans les titres du pourvu, ou des cas d'incapacité ou d'incapacité dans sa personne. C'était surtout sur les grands bénéfices, aux revenus importants, que l'on jetait des dévoluts. Il en résultait alors des procès implacables, auxquels prenaient quelquefois part des souverains soutenant leurs candidats ; procès si longs qu'on en a vu durer deux vies d'hommes — (il serait facile d'en citer plusieurs qui n'ont cessé, après quarante ans de lutte, que par transaction entre les compétiteurs) — procès enfin toujours si onéreux — les parties étaient généralement obligées de faire le

voyage de Rome — que, dans la grande majorité des cas, la victoire restait, non pas à celui qui avait pour lui le droit, mais à celui qui avait le plus de fortune.

Cet état de choses rendit odieux les dévolutaires ; Dumoulin les appelait des écumeurs de bénéfices. Cependant comme les dévoluts avaient en réalité pour fondement l'ordre public, on ne songea jamais à les supprimer ; on se contenta, disent nos anciens canonistes, « *de semer des pièges autour des dévolutaires pour les dégoûter d'entreprendre ces dévoluts, et on les soumit à des prescriptions qu'on interpréta à la dernière rigueur.* » C'est ainsi que, pour la France, aux termes des articles 46 de l'ordonnance de Blois (1) et 17 de l'édit de Melun (2), les dévolutaires, avant d'engager le procès, durent prendre possession, donner une caution égale à trois années de revenu du bénéfice litigieux, et faire élection de domicile ; ils furent enfin contraints, dans les trois mois de leur prise de possession, de contester la cause, et dans les deux ans, de mettre celle-ci en état. La Lorraine suivit l'exemple de la France, mais seulement un siècle et demi plus tard. Ce fut l'œuvre du fameux code Léopold de 1701, lequel, comme l'on sait, fut abrogé presque aussitôt que promulgué, sur les remontrances du Pape, mais dont les prescriptions furent néanmoins toujours suivies.

Ajoutons, qu'en France et en Lorraine, la trente-cinquième règle de chancellerie (3), « *de annali possessione* », rejetée dans toutes autres causes, était au contraire suivie avec rigueur contre les dévolutaires ; elle soumettait ceux-ci à des formalités nombreuses et qu'il est inutile de rappeler, lorsqu'ils voulaient jeter un dévolut sur le bénéfice d'un posses-

(1) Note 1, p. 32.

(2) Note 2, p. 32.

(3) Thibault. *Preuves*, p. 108.

seur annal. Quant aux bénéficiers en mesure d'invoquer la trente-sixième règle de chancellerie, « *de triennali possessione* », et pourvus, en outre, d'un titre simplement coloré, ils étaient protégés contre toutes attaques des dévolutaires, ne pouvant, sous aucun motif, être troublés dans leur possession. (Pragmatique Sanction et Concordat. Titre : *de pacificis possessoribus*. Code Léopold de 1701. Article 4, Titre X.)

§ 5

LA PRÉVENTION

La prévention (1) est une réserve en vertu de laquelle le Pape a droit de conférer tous bénéfices vacants, sauf ceux en patronage laïque, lorsqu'il devance les collateurs ordinaires dans la collation, c'est-à-dire lorsqu'il accorde les provisions d'un bénéfice avant que les collateurs n'aient eux-mêmes pourvu à cette vacance.

On croit communément que la prévention prit naissance sous le pontificat de Boniface VIII, du moins il est constant qu'elle était déjà pratiquée à ce moment. Nos anciens canonistes disent que le Concile de Bâle n'osa pas l'abolir tant l'usage en était fréquent (2) ; mais cette opinion n'est pas soutenable. Le Concile de Bâle ne craignit pas de toucher à des droits auxquels le Saint-Siège tenait bien autrement qu'à la prévention, et il est probable que si, à l'époque du Concile,

(1) La 55^e règle des *Libertés de l'Eglise gallicane de Pithou* disait que la prévention n'était que tolérée en France.

(2) Le Concile de Bâle, dans sa XXXI^e session du 24 janvier 1438, abolit expressément les expectatives, et s'expliqua ainsi relativement à la prévention : « *Neque collationes per prævencionem fiendas intendit impedire decreto de reservationibus sancta Synodus.* »

cette réserve avait déjà soulevé les réclamations qu'elle provoqua plus tard, le Concile n'eût pas hésité à y porter atteinte. Il y a tout lieu de supposer, au contraire, que la prévention expressément admise par la Pragmatique Sanction et confirmée par le Concordat, commença seulement à être exercée avec fréquence après ces deux traités, par lesquels toutes autres réserves avaient été, en principe du moins, supprimées (1).

La jurisprudence des Parlements (2) chercha à diminuer, autant que possible, la portée de la prévention ; ainsi, il fut admis qu'en matière de patronage ecclésiastique, il fallait, pour la validité de la prévention, que la date des provisions pontificales fût antérieure à la collation de l'Ordinaire faite dans les six mois. La collation même nulle de l'Ordinaire empêchait la prévention.

Les pays d'obédience ne furent jamais soumis à cette réserve ; non plus que ceux qui suivaient le Concordat germanique.

§ 6

L'ANNATE

L'annate était le revenu d'une année d'un bénéfice. Les Pontifes romains prétendaient avoir droit de la toucher à

(1) Cachet de Saint-Valier. *Traité de l'Indult du Parlement de Paris*, Paris, 1703, tome I, p. 168, dit même que : « La prévention n'eut pas lieu, en France, depuis le Concile de Constance jusqu'au Concordat. »

(2) Le Parlement ne cessa de protester contre l'exercice en France, par les Souverains Pontifes, du droit de prévention. (Voir sur cette question intéressante : Ordonnance d'Orléans de 1560, article 22, et Edit de Chartres, du 10 janvier 1562, rapportés par Dupuy sur *Pithou*, tome II ; la première, pp. 310 et suiv., le second, pp. 320 et suiv. — Même ouvrage, in fine, *Histoire de la Pragmatique Sanction et du Concordat*, pp. 118 et suiv.)

Dans Durand de Maillane. *Libertés de l'Eglise gallicane*, tome II, pp. 278 et suiv. Voir aussi les remontrances faites par le Parlement au roi, en 1561, et les instructions données en suite de ces remontrances, le 18 février 1561, au Président du Ferrier partant pour Rome.

chaque vacance. On ne sait trop à quelle époque cet impôt s'introduisit ; les auteurs nomment tantôt Alexandre IV comme en étant l'inventeur, tantôt Boniface IX. Ce qu'il y a de certain c'est que Jean XXII (1), le fameux Pape d'Avignon concussionnaire, l'imposa, pour trois années, sur tous les bénéfices d'un revenu supérieur à vingt-quatre ducats, et que Boniface IX, un peu plus tard, la déclara perpétuelle.

L'annate, dès son origine, fut violemment attaquée, et Grégoire XI la supprima même un instant à la prière d'Edouard, roi d'Angleterre, lequel occupait alors la France. Mais à la mort de ce Pape, arrivée en 1378, le grand schisme naquit, et toutes les anciennes impositions furent de nouveau rétablies (2). Il en fut ainsi (3) jusqu'en 1435, époque où un décret du Concile de Bâle (4), sanctionné par la Pragmatique Sanction de 1438 (5), proclama la gratuité des institutions canoniques et supprima les annates, déclarant simoniaques ceux qui les exigeaient. Mais, en 1516, dans le Concordat de Bologne entre Léon X et François I^{er}, l'annate reparut dans une clause secrète (6), et ce fut préci-

(1) Jean XXII régna 18 ans ; il laissa, à sa mort, 1.700.000 florins d'or.

(2) Boniface IX (1389-1404), Pape de Rome pendant le schisme, vendait les bénéfices au plus offrant. — *Traité des Annates*, sans nom d'auteur, Amsterdam, 1718, p. 190.

(3) Mais non sans résistance. Un arrêt du Parlement de Paris du 28 février 1407 (rapporté : Richer. *Histoire des Conciles*, livre II, chap. 1, p. 11) se plaint hautement du Pape Benoît XIII qui levait l'annate sur tous les bénéfices. A la suite de cet arrêt, Benoît XIII excommunia le roi, mais le Parlement, par un nouvel arrêt du 21 mai 1408, ordonna la laceration des bulles pontificales.

Charles VI, au mois d'avril 1418, pendant que le Concile de Constance se tenait encore, fit un édit défendant de transporter hors de France de l'argent, etc., sous prétexte de procurations, d'annates. Charles VII confirma cette ordonnance le 8 février 1422, mais il la révoqua bientôt, à la prière du Pape Martin V, le 10 février 1424. — *Traité des Annates* ; *op. cit.*

(4) Session XXI, art. 1^{er}. *Mémoires du Clergé*, tome X, p. 42.

(5) Titre IX. *De Annatis*.

(6) Ou plutôt dans une Bulle de Léon X qui ne fut pas enregistrée avec le

sément à cause de son rétablissement que les Parlements de France refusèrent pendant si longtemps d'enregistrer le traité (1).

L'annate, on le comprend, était une charge fort lourde pour les bénéficiers, car ceux-ci étaient obligés de la payer avant de recevoir leurs bulles d'institution; elle s'ajoutait, par conséquent, aux frais nombreux déjà exposés et avancés pour obtenir le bénéfice. Elle était souvent d'autant plus injuste que la taxe en ayant été faite une fois pour toutes sous Jean XXII, la Chambre apostolique voulut toujours la percevoir sur le pied primitif porté sur ses registres, alors même que depuis le bénéfice avait diminué de revenu. Les résistances opposées de ce côté au Saint-Siège furent, par suite, très violentes, et le Pape, pour la France, dut se contenter de lever l'annate sur les seuls bénéfices consistoriaux et de nomination royale, qu'ils fussent ou non d'un revenu supérieur à vingt-quatre ducats. L'usage s'établit d'insérer dans les provisions des autres bénéfices la clause : « *Cujus fructus et redditus anni non excedunt 24 ducatos auri de camerâ* (2) *secundum communem æstimationem* ». On évitait ainsi l'annate, mais souvent en faisant un accroc

Concordat; cette Bulle, « *Romanus pontifex* », ne fut jointe au texte du Concordat que plus tard, sous le titre *De Annatis*.

(1) Le Parlement se doutait de l'existence de la bulle, mais il ne la connaissait pas. Dans les remontrances qu'il adressa au roi, en refusant d'enregistrer le traité, il représenta : « *que l'expression de la valeur des bénéfices tendait à rétablir la levée des annates* ». La bulle additionnelle sur les annates avait donc été cachée.

(2) Nos anciens auteurs n'étaient pas d'accord sur la valeur des ducats d'or de la Chambre. On peut cependant affirmer que les ducats et les florins de la Chambre représentaient la même somme.

Le Pelletier enseigne que le ducat d'or de la Chambre valait en monnaie de France cinq livres, quinze sous, quatre deniers *Instructions pour les expéditions de cour de Rome*.

Gomez, dans son *Traité sur les Règles de Chancellerie*, édition de Lyon 1557, p. 449, rapporte que le ducat représentait une livre de petits tournois de France, soit douze tournois.

à la vérité, et toujours en violant la cinquante-cinquième règle de chancellerie, « *de vera valore exprimandâ* ».

Les pays d'obédience, comme la Lorraine, observaient exactement la cinquante-cinquième règle de chancellerie ; en sorte que, non seulement les bénéfices consistoriaux, mais encore tous ceux d'un revenu supérieur à vingt-quatre ducats d'or de la Chambre y payaient l'annate (1).

§ 7

LES INDULTS. — LA COMMENDE

Le mot indult implique une dérogation à des droits ou à des usages reconnus. On distinguait deux sortes d'indults : les uns, conformes dans leurs effets à leur étymologie, étaient des actes par lesquels les Papes permettaient à certaines classes de personnes de nommer aux bénéfices au détriment des collateurs ordinaires, ainsi de l'indult du Parlement de Paris, — les autres, au contraire, étaient des actes touchant de très près au droit public, par lesquels les Papes déléguaient aux personnes qu'ils voulaient favoriser les pouvoirs qu'ils s'étaient réservés pour eux-mêmes : ainsi des indults accordés aux cardinaux-légats de Lorraine, aux ducs de Lorraine, ou aux rois de France, pour nommer aux bénéfices du duché. Nous traiterons des premiers en même

(1) Sur la question des annates. Voir : *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 123 et 159. — Comte de Pastoret. *Ordonnance des rois de France de la 3^e race*, tome XV, pp. 193 et suiv. (Sous les art. 72 et suiv. des remontrances adressées au roi par le Parlement en 1461, et reproduites p. 205 du tome XV, on trouvera une évaluation intéressante des sommes sorties de France pendant les trois dernières années, pour raison des annates et autres droits.)

temps que des autres grâces expectatives reconnues en France — (privilèges des gradués, brevets de serment de fidélité et de joyeux avènement). Quant aux seconds, nous les exposerons avec les Pragmatiques et les Concordats auxquels ils se rattachent par des liens étroits.

Nous étudierons seulement, pour le moment, une réserve pontificale qui fait partie des indults, mais qu'en raison de son importance on a toujours traitée à part : la commende. Nous avons montré au chapitre de la distinction des bénéfices, que le Pape seul avait le droit de déroger à la règle : « *Regularia regularibus, secularia secularibus* », de créer ce que le Concile de Savonnières-les-Toul appela si bien : « *des bénéficiers irréguliers* » (1), et qu'au cas où il usait de son pouvoir on disait qu'il y avait commende. En fait, il n'y eut guère de commendes du régulier au séculier ; la plupart des bénéficiers commendataires furent des séculiers pourvus de bénéfices réguliers.

On définissait la commende le dépôt d'un bénéfice entre les mains d'une personne qui ne peut la tenir en titre. Cette expression de dépôt était exacte dans un sens car elle laissait entendre que la commende supposait toujours un retour possible à la règle ; mais dans un autre, elle pouvait faire croire que le commendataire n'avait qu'un titre passager et nul droit sur le bénéfice sinon celui de l'administrer et d'en percevoir les fruits ; or s'il en était bien ainsi à l'origine, si telle resta même toujours la doctrine ultramontaine, en France il fut de bonne heure admis que la commende était un véritable titre et une institution canonique (2).

On disait aussi de la commende que c'était la provision d'un

(1) *L'abbé régulier sacré évêque « in partibus infidelium » ou traité dans lequel on examine l'état d'un abbé régulier après sa consécration épiscopale*, par le R. P. Marion, Prémontré. — Luxembourg, 1739, p. 192.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome XII, p. 969.

bénéfice régulier accordée à un séculier avec dispense de la régularité. Cette seconde définition n'était pas non plus d'une rigoureuse exactitude, car il y eut des bénéfices séculiers accordés en commende à des réguliers ; mais néanmoins, ces exceptions furent si rares (les canonistes, sans raison, du reste, les traitaient de monstruosités), qu'on peut considérer comme presque absolue la règle précitée.

Les deux définitions de la commende, que nous venons de donner, se combinent parfaitement entre elles, la seconde étant, à proprement parler, comprise dans la première. Il est certain, en effet, que la commende même perpétuelle n'était qu'un dépôt du bénéfice accordé, sa vie durant, au commendataire : « *Commendare est deponere* ». Toutefois l'on appliquait plus spécialement la qualification de dépôt à la commende temporaire, c'est-à-dire à celle par laquelle un bénéfice vacant était conféré à un ecclésiastique pour un certain temps. La commende temporaire, donnée en faveur de l'Église et non du bénéficiaire, n'était véritablement qu'une administration.

Nous ne nous étendrons pas avec les canonistes sur les distinctions entre la commende temporaire et la commende perpétuelle. La vraie commende était la commende perpétuelle ; elle seule donnait au commendataire le droit de jouir du bénéfice en vrai bénéficiaire : « *Perpetua commenda conce- ditur in favorem personæ, cum facultate disponendi de beneficio sicut verus beneficiarius* » ; elle seule était irrévocable étant accordée pour toute la vie du commendataire ; la bulle d'institution contenait la clause : « *Tale beneficium.... conce- dimus et commendamus ac providemus, per te quandiu vixeris obtinendum et possidendum...* » C'est cette espèce de commende qui va faire l'objet de notre étude.

On distinguait deux sortes de commendes perpétuelles :

la commende décrétée et la commende libre (1). La première contenait le décret irritant « *cedente vel decedente* », qui expliquait qu'après le décès ou la cession du séculier commendataire le bénéfice devait retourner à la règle et être conféré à un régulier, à moins que le Pape n'en disposât autrement et ne le conférât de nouveau à un autre séculier en continuation de commende. La commende libre était celle accordée sans conditions, c'est-à-dire sans expression de décret.

Pour obtenir un bénéfice en commende l'impétrant, dans sa supplique, était obligé d'exprimer que c'était à ce titre qu'il le demandait ; une règle de chancellerie disait formellement que le Pape n'accorderait une commende « *nisi « super petitione commendæ, de commenda ipsa fit mentio* (2) ». Mais ici comme ailleurs la fraude se glissa. Les impétrants ne se firent pas faute de représenter comme étant depuis longtemps en commende et de demander comme tels, des bénéfices, au contraire, jusque là tenus en règle ; ou bien de requérir en continuation de commende libre des bénéfices accordés auparavant en commende décrétée. Ces fraudes réussirent presque toujours grâce à la négligence des bureaux romains dans la vérification des suppliques. Il en résulta deux choses : d'abord une multiplication énorme des commendes, puis une impossibilité de réagir contre elles lorsque l'abus devint trop criant. On tenait, en effet, pour maxime en France, que le Pape ne pourrait refuser que les commendes insolites, c'est-à-dire celles des bénéfices toujours tenus en titre, et non les commendes solites, c'est-à-dire celles des bénéfices accordés habituellement en commende (3).

Bien plus, on admettait qu'au cas où durant l'espace de

(1) *Mémoires du Clergé*, tome XII, p. 970.

(2) 43^e règle de la Chancellerie romaine. Thibault. *Preuves*, p. XVIII.

(3) Durand de Maillane. *Dictionnaire*. Verbo : commendes.

quarante ans, trois titulaires successifs avaient tenu le bénéfice en commende libre, si après le décès ou la cession du dernier de ces commendataires, un séculier demandait à Rome le bénéfice, le Pape était collateur forcé et ne pouvait refuser les provisions en continuation de commende libre. Et cependant, chose singulière, le bénéfice vaquait en titre ; car attendu son caractère de dépôt, la commende ne changeait pas la nature du bénéfice, mais au contraire la perpétuait ; en sorte qu'un bénéfice régulier, possédé par des séculiers depuis un temps immémorial, demeurait toujours un bénéfice régulier (*commenda servat regulam etiam per mille annos*), alors que les séculiers seuls avaient le droit d'en être pourvus.

On sait que toutes les fois que les Souverains Pontifes édictaient une règle, ils se réservaient la faculté de l'enfreindre pour les besoins de l'Église, au profit des rois et des grands personnages et de leur famille ; ils trouvaient dans la commende un moyen facile de déroger à toutes les lois reçues en matière bénéficiale. C'est ainsi que, par les commendes perpétuelles, étaient violées la règle : « *Regularia regularibus, secularia secularibus* », et la règle de l'incompatibilité des bénéfices, et qu'alors les questions d'âge, d'ordre, de degrés requis pour être capable des bénéfices n'avaient pas lieu d'être soulevées, un enfant, pourvu qu'il fût tonsuré, pouvant être commendataire.

Les commendes temporaires vraisemblablement naquirent en même temps que les fonctions ecclésiastiques ; aussitôt que la hiérarchie fut organisée, elles durent être pratiquées. Mais les canonistes ne sont pas d'accord sur l'origine de la vraie commende. Certains ont cru la voir figurer déjà dans les décrets de conciles tenus au ix^e siècle, alors qu'il est plus que probable qu'il ne s'agissait là que de la commende tem-

poraire; d'autres ont fait des comtes-voués des monastères, dont quelques-uns conservèrent longtemps le titre d'abbés, les premiers commendataires ; mais ces usurpations n'eurent rien de commun avec la vraie commende.

Quoi qu'il en soit, dès le ^{xiii}^e siècle on trouve de nombreux bénéfices réguliers accordés en commende à des séculiers. Les Papes Clément V, Jean XXII et Innocent VI, tour à tour abusèrent des commendes ou les supprimèrent ; en 1461 elles sont si communes que l'assemblée de cette année en fait des remontrances véhémentes (1) ; puis le Concile de Latran s'en occupe et Léon X, dans une bulle, les supprime en principe, en ayant soin toutefois d'ajouter la clause : « *Nisi pro conservatione auctoritatis apostolicæ sedis et ad occurrendum malitiis eam impugnantium, pro temporum qualitate, aliter nobis de fratrum nostrorum consilio visum fuerit expedire.* » Cette clause permit à tous les anciens abus de subsister.

Les Conciles de Constance et de Bâle ne s'occupèrent pas des commendes, non plus que le Concile de Trente malgré la demande des ambassadeurs (2). En France les commendes ne devaient disparaître qu'avec les bénéfices eux-mêmes. Le clergé séculier qui en profitait n'en désirait pas la suppression ; elles devinrent de plus en plus nombreuses, et à la veille de la Révolution, sur sept cent quarante abbayes d'hommes, il y avait en France six cent vingt-cinq abbayes en commende, et seulement cent quinze en règle (3).

Le Concordat entre Léon X et François I^{er} avait,

(1) Rapportées : *Ordonnances des Rois de France de la 3^e race*, tome XV, pp. 200 et suiv.

(2) Ellies du Pin. *Histoire de l'Eglise au XVI^e siècle*, tome II, pp. 1093 et suiv.

(3) En ces dernières comprises les abbayes chefs d'ordres,

semble-t-il, aboli les commendes ; implicitement du moins. Le roi qui, en vertu de ce Concordat, ce fut même l'effet principal de celui-ci, devenait collateur de tous les bénéfices jusque-là soumis aux élections, ne devait accorder les bénéfices réguliers d'un certain ordre qu'à des religieux du même ordre, — « *unus religiosus ejusdem ordinis* ». — Mais cette clause ne fut pas respectée et peu de temps après la conclusion du traité, Léon X se plaignait déjà à François I^{er} de ce que ce dernier nommait aux abbayes d'autres que des réguliers. Il faut croire que les plaintes du Pape restèrent sans effet, car des lettres-patentes de Henri II publiées en 1538 (1) affranchirent expressément de la commende les abbayes chefs d'ordres ; ce qui prouve, par *a contrario*, que les autres abbayes y restaient soumises.

Le roi n'était pas seul à pouvoir accorder en commende les bénéfices réguliers électifs de France. La plupart des Indults accordés par les Papes, conférèrent aux personnes qui les obtinrent le droit de donner les bénéfices à leur collation, non seulement en titre, mais encore de commende en commende, c'est-à-dire en continuation de commende, et même de règle en commende. Les bénéficiers commendataires, ainsi gratifiés, étaient seulement obligés de demander au Pape, dans un certain délai, en général huit mois, des provisions en commende ou en continuation de commende.

Entre les bénéfices réguliers, les abbayes et les prieurés conventuels — du reste, les plus importants de ces bénéfices — étaient seuls soumis à la commende. Tout clerc tonsuré pouvait en être pourvu à ce titre. Cependant, on tenait pour maxime en France, que, pour obtenir en commende un bénéfice régulier, il fallait avoir au moins quatorze ans, âge

(1) *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 23 et suiv.

avant lequel, antérieurement au Concile de Trente, on ne pouvait faire profession religieuse. Les Conciles tenus en France après le Concile de Trente, notamment celui d'Aix de 1585 (1), décidaient aussi que pour pouvoir être nommé prieur commendataire d'un prieuré conventuel, il fallait se faire promouvoir à la prêtrise dans l'an des provisions. Mais le Pape accordait facilement des dispenses et des décrets « *de non promovendo* » ; l'article 9 de l'ordonnance de Blois autorisait ces faveurs pontificales.

Les abbés commendataires, en principe, jouissaient des mêmes droits et prérogatives, subissaient les mêmes obligations et étaient astreints aux mêmes charges que les abbés réguliers. Cependant il leur était interdit d'habiter dans le même local que les religieux, ils devaient avoir un logis séparé (2). L'administration ou juridiction spirituelle du monastère leur était également refusée, pour être confiée à un religieux profès auquel on donnait le nom de prieur claustral. En un mot, ils ne gouvernaient le bénéfice qu'au point de vue temporel. C'étaient eux qui louaient les terres, percevaient les dimes et les redevances, payaient les impôts et représentaient le collège des moines dans tous les actes de la vie civile. Tous les revenus du bénéfice leur appartenaient, à charge, sur ces revenus, de prélever les sommes nécessaires au service du culte, aux réparations des bâtiments et à l'entretien des moines. Les religieux ne jouissaient en propre que des revenus que leur procuraient les offices claustraux dont ils pouvaient être pourvus ou les services religieux qu'ils célébraient.

Les abbés commendataires, qui souvent n'avaient jamais visité leurs bénéfices, se faisaient généralement la part du

(1) Labbé et Cossart. Supplément de Mansi-Concilia, tome V.

(2) Sur la Commende, voir : Mathieu. *L'ancien régime en Lorraine*.

lion dans le partage des revenus, n'accordant que des sommes insuffisantes pour les besoins de l'abbaye. On vit des monastères tomber en ruines faute de réparations et des couvents désertés par leurs moines menacés d'y mourir de faim. L'abus devint tel qu'une réaction se produisit au ^{xvii}^e siècle ; c'est à cette époque, en effet, que s'introduisit l'usage de séparer les menses (1). Des revenus du monastère en commende on fit, en général, trois parts : une pour l'abbé où le prieur commendataire, ce fut la mense abbatiale ; une pour les religieux, ce fut la mense conventuelle ; une pour l'acquit des charges, on l'appela le tiers-lot. Des transactions, entre les commendataires et les religieux, déterminèrent ces trois parts. Mais la séparation des menses ne devint pas une règle absolue ; en principe, les abbés commendataires non liés par leurs propres engagements ou par ceux de leurs prédécesseurs, restèrent toujours les maîtres de faire, comme ils l'entendaient, la distribution des revenus de leur abbaye. Les historiens qui ont avancé que la séparation des menses était un préliminaire obligé ou une conséquence nécessaire de la commende, sont dans l'erreur à cet égard (2).

Causes de la commende. — Il n'est pas une seule institution de notre droit ecclésiastique qui ait été plus attaquée que la commende. Tous les anciens traités, où il est question d'elle, la condamnent unanimement, pas un ne cherche à la défendre. Il est certain qu'en France, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, elles produisit des effets désastreux ; et sans parler des scandales causés par les abbés de cour et qui firent tant de mal à la religion elle-même, on peut dire que la com-

(1) La séparation des menses fut recommandée par Grégoire XIII (Pape de 1572 à 1585), dans la bulle « *Superna* », au cas de commende des abbayes.

(2) Mathieu. *L'ancien régime en Lorraine*, p. 74.

mende fut la cause principale de la ruine de nos anciens monastères. Mais il est étrange qu'une mesure si universellement répandue et qui, bien évidemment, n'avait pu naître d'elle-même et devait avoir eu des raisons certaines d'être mise en pratique, n'ait pas trouvé une voix pour la défendre et l'expliquer au milieu du concert de reproches qui s'élevait contre elle. Ceux-là même qui en profitaient n'auraient pu, semble-t-il, trouver un argument en sa faveur (1).

Cependant lorsqu'on examine à distance l'ensemble de cette institution, on arrive à se convaincre de deux choses : la première, c'est que le torrent des commendes, comme dit un de nos anciens canonistes lorrains (Thibault), n'exerça véritablement ses ravages que dans la France proprement dite seulement, et ne s'étendit pas outre mesure dans les autres provinces françaises réunies tardivement à la couronne et ayant conservé un droit ecclésiastique à part ; la seconde, c'est que, pendant longtemps, la commende fut une véritable nécessité pour l'Église.

Il est facile de se rendre compte des causes de l'extension de la commende en France. Depuis le Concordat de Bologne, les élections ayant été supprimées, les bénéfices réguliers qui auparavant y étaient, sauf de rares exceptions, sujets, se trouvèrent entièrement à la disposition du roi ; et comme la commende était vue d'un œil favorable par le clergé séculier, les rois, à la fois pour s'attacher ce clergé dont la puissance politique était considérable, et pour appauvrir le clergé régulier dont la richesse leur semblait une menace, commencèrent dès lors à conférer en commende tous les bénéfices réguliers à leur collation. Il ne fut fait d'exception que pour

(1) *L'Abbé commendataire, ou Histoire des Commendes*, par des Bois Francs, Cologne, 1673.

les bénéfices, qui, par des privilèges particuliers, ne pouvaient être possédés qu'en titre par des réguliers.

Nous avons une preuve manifeste des tendances françaises dans la façon dont Louis XIII traita les abbayes de Lorraine pendant l'occupation de ce pays par ses troupes. Le Concordat n'étant pas applicable en Lorraine, les élections y restèrent toujours en vigueur; après donc, comme avant l'invasion française, les religieux y élurent leurs abbés. Mais Louis XIII, considérant ces élections comme nulles, nomma aux abbayes des abbés commendataires qu'il voulut faire mettre en possession. Les religieux résistèrent et des procès d'autant plus interminables furent engagés, que, pour faire valoir leurs droits les abbés réguliers s'adressèrent à la Cour souveraine ambulante du duc dépossédé Charles IV, laquelle devait, naturellement, leur donner raison, et les abbés commendataires aux Parlements de France, qui ne pouvaient que donner tort à leurs adversaires. Nous devons ajouter que la curie romaine, lorsque ces procès furent évoqués devant elle, donna généralement gain de cause aux abbés réguliers légalement élus (1).

Nous avons dit que la commende fut une véritable nécessité pour l'Église. En effet, les abbayes et les autres bénéfices réguliers, à l'origine pourvus de peu de ressources, devinrent peu à peu extrêmement riches et importants à la suite des donations qui leur furent faites; la plupart d'entre eux se trouvèrent chargés de grands emplois ou de droits honorifiques que leurs religieux, qui avaient fait vœu de pauvreté et devaient vivre loin du monde, ne pouvaient exercer sans s'exposer à la critique. Il était nécessaire de décharger les monastères de ces embarras; ce soin incombait aux abbés commendataires.

(1) Manuscrit n° 115 de la Bibliothèque de la ville de Nancy. *Annales de Saint-Pierremont*, par Gilles Drouin, abbé de ce monastère.

L'enrichissement des ordres religieux fut aussi la cause du relâchement des mœurs dans les couvents. Les moines, dont la règle était de vivre au milieu des austérités et des privations, oublièrent peu à peu les préceptes qui leur étaient imposés, et finirent même par tomber dans une telle licence que leur vie devint un sujet de scandale pour les fidèles, et de désolation pour l'Église. La réforme des ordres religieux s'imposa bientôt comme une nécessité.

Mais il n'était pas facile à un abbé élu par les suffrages de ses confrères, leur représentant plutôt que leur maître, d'obliger ceux-ci à accepter une nouvelle règle qui changeait de fond en comble le genre de vie auquel ils s'étaient habitués. L'Église trouva dans les commendes accordées aux ecclésiastiques séculiers un moyen pratique de tourner cette difficulté, car les abbés commendataires, vivant la plupart du temps dans le monde, loin de leurs abbayes, et ne devant rien aux religieux placés sous leurs ordres, n'eurent jamais à craindre ces révolutions de palais contre lesquelles les abbés réguliers furent si souvent obligés de lutter. Le droit qu'ils avaient, de percevoir tous les revenus des monastères, leur permit de vaincre les résistances des moines et d'imposer à ceux-ci la réforme, en les prenant par la famine,

Enfin, les commendes furent, entre les mains des Souverains Pontifes, une arme très puissante dont ils se servirent pour combattre l'envahissement du protestantisme. Ils s'attachèrent, par les liens de la reconnaissance et par ceux bien plus forts de l'intérêt, les rois, les souverains, les grands seigneurs, en comblant leurs familles et leurs protégés de commendes ; et ces maîtres temporels de la terre trouvèrent ainsi, dans la lutte contre les réformés, un moyen de satisfaire à la fois leur conscience et leur insatiable avidité.

§ 3

UNIONS DE BÉNÉFICES

L'union était la jonction d'un bénéfice à un autre (1). Cette jonction pouvait être temporaire et faite dans l'intérêt des personnes ou perpétuelle et dans l'intérêt de l'Église ; d'où la division des unions en unions personnelles et en unions réelles.

Les unions personnelles étaient celles par lesquelles on unissait à un bénéfice, dont un ecclésiastique était titulaire, tous les autres bénéfices dont cet ecclésiastique était pourvu, pour ne faire qu'un seul bénéfice pendant sa vie ; elles étaient faites « *ad vitam et ad tempus* ». Les unions réelles, au contraire, attachaient à perpétuité deux bénéfices l'un à l'autre. Elles pouvaient être produites de plusieurs manières : soit en supprimant totalement un bénéfice et en en joignant les revenus aux revenus d'un autre bénéfice ; soit en soumettant un bénéfice à un autre, en faisant de l'un l'accessoire de l'autre, cas où le bénéfice uni perdait son titre de bénéfice ; soit en laissant subsister les titres des deux bénéfices qui, désormais, ne pouvaient plus être accordés qu'à une seule et même personne.

Réprouvées par les canonistes, les unions personnelles avaient été défendues par les Conciles de Bâle et de Trente. Les Souverains-Pontifes, néanmoins, prétendirent toujours avoir le droit d'en faire de cette sorte, et leurs prétentions

(1) *Abrégé des Mémoires du Clergé*, p. 1710. — *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 1814 et suiv.

triomphèrent dans les pays d'obédience, Provence, Lorraine, Bretagne. Mais en France, les unions personnelles n'étaient pas admises ; l'article 49 des libertés de l'Église gallicane (1) portait que le Pape ne pourrait en aucun cas unir des bénéfices du royaume « *à la vie des bénéficiers, ni à autre temps* ».

Les unions réelles elles-mêmes n'étaient pas autorisées en France sans distinction ; on ne tolérait, en effet, que les unions faites en forme commissoire, c'est-à-dire après enquête *de commodo et incommodo* révélant leur utilité et leur nécessité (2), et non celles faites en forme gracieuse que le Pape autorisait, soit de son propre mouvement, soit sur supplique, en donnant dispense des formalités. Comme les unions personnelles, les unions réelles en forme gracieuse avaient été condamnées par les Conciles (3) ; ce qui n'empêcha pas les Papes d'unir de cette façon de nombreux bénéfices dans les pays d'obédience et en Lorraine. « *Quelque défectueuses que fussent ces unions*, dit Thibault, *elles formèrent bientôt le fond de tant d'Églises, que les tribunaux laïques furent obligés de leur donner effet à la faveur du titre apparent sur lequel elles étaient fondées* (4). »

Tous les bénéfices étaient susceptibles d'être unis, même les évêchés et les cures, et seuls les Papes et les évêques jouissaient du droit d'union. Par exception, cependant, on admettait les rois et les souverains à unir les bénéfices à leur collation, lesquels généralement avaient été fondés par eux (5).

(1) Dupuy. *Sur Pithou*, op. cit.

(2) Cette enquête devait être faite dans les formes prescrites par l'art 22 de l'ordonnance de 1667 sur les matières civiles.

(3) En défendant les unions, sinon lorsqu'elles sont faites « *ex causis* », le Concile de Trente (session VII, chap VI, *de reformatione*), avait ajouté : « *Nisi aliter a Sede apostolicâ declaratum fuerit.* » Le Saint-Siège, se fondant sur cette clause, prétendait avoir le droit de faire, comme par le passé, des unions en forme gracieuse.

(4) Thibault, p. 310.

(5) *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 110 et suiv.

Le Concile de Trente avait défendu les unions des bénéfices de différents diocèses, de même que les unions des cures aux monastères (1), mais ni l'une ni l'autre de ces décisions ne fut respectée.

Les unions réelles de bénéfices furent très fréquentes. Il arriva souvent, en effet, que certains bénéfices s'enrichissaient outre mesure, tandis que d'autres, au contraire, s'appauvrisaient ; on eût pu alors sectionner les uns et supprimer totalement les autres, mais ce remède étant défendu par les lois canoniques, on en était réduit à unir les bénéfices pauvres aux bénéfices riches, pour rétablir un juste équilibre.

§ 9

COADJUTORERIES

Les Souverains-Pontifes prétendaient avoir le droit de donner aux bénéficiers des successeurs désignés à l'avance, qu'on nommait coadjuteurs « *cum futurâ successionē* ». Par ce moyen, les bénéfices devenaient en quelque sorte héréditaires dans les familles, les bénéficiers titulaires se choisissant généralement pour coadjuteurs leurs plus proches parents, et faisant facilement confirmer leur choix à Rome ; de plus, les évêchés et les autres bénéfices électifs étaient ainsi soustraits aux élections.

Il faut bien se garder de confondre les coadjuteurs « *cum futurâ successionē* » qui nous occupent, avec les coadjuteurs « *per modum accessus* (2) » donnés aux bénéficiers malades ou fatigués, pour les aider et les remplacer au besoin dans l'exercice de leurs fonctions. Ces derniers ne sont que de

(1) Session XXIV, chap. 13. *De reformatione*.

(2) Ces coadjutoreries sont permises et même recommandées. Art. 7 de l'ordonnance d'Orléans de 1560,

simples suppléants n'ayant aucun droit au bénéfice ; les autres, au contraire, sont de véritables bénéficiers par expectative, leurs provisions empêchant le bénéfice de vaquer à la mort du titulaire.

Les coadjutoreries « *cum futurâ successionē* » étaient contraires à l'ancienne discipline de l'Église, et les Conciles de Constance et de Trente les condamnèrent. Le chapitre VII (*de Reformatione monast.*) de la Session XXV du Concile de Trente portait expressément : « Tout ce qui a l'appar-
« rence d'une succession héréditaire dans les bénéfices
« ecclésiastiques étant odieux aux saints canons et contraire
« aux décrets des Pères..... les coadjutoreries portant
« faculté de succéder ne s'accorderont à personne pour
« quelque bénéfice ecclésiastique que ce soit ; que si la néces-
« sité pressante de quelque église cathédrale ou de quelque
« monastère, ou bien quelque utilité manifeste demandait
« qu'on donnât au prélat un coadjuteur, il ne pourra lui être
« donné avec faculté de succéder que la raison n'en ait été
« auparavant bien connue au Saint-Père, et qu'il ne soit
« constant que toutes les qualités qui sont requises par le
« droit et par les décrets de ce saint Concile aux évêques et
« aux prélats, se rencontreront en sa personne ; autrement
« toutes les concessions en cette matière seront estimées
« subreptices (1). »

Du reste, les coadjutoreries ne furent mises en pratique que fort tard ; on attribue communément leur introduction au Pape Sixte-Quint. En France, on ne les connut pas longtemps, car, à la suite des Conciles, les rois les prohibèrent (article 3 de l'ordonnance de janvier 1629, dite Code Michaux) (2), pour tous bénéfices autres que les consistoriaux

(1) Ellies du Pin, *Op. cit.*, page 1251.

(2) Rapportée : Néron. *Recueil d'ordonnances*, tome 1^{re}. — Dupuy, *Sur Pithou, Preuves*, tome II, p. 395.

à la nomination du roi ; encore, pour ces derniers, n'eurent-elles pas de grands inconvénients, les titulaires ne pouvant pas se choisir un coadjuteur sans avoir le consentement du roi qui ne l'accordait pas souvent.

Dans les pays d'obédience, où les décrets des Conciles eussent dû, semble-t-il, être observés plus rigoureusement qu'ailleurs, on toléra toujours, au contraire, l'usage des coadjutoreries « *cum futurâ successionē* », non seulement pour les évêchés et abbayes, les seules que, dans certains cas, le Concile de Trente permit, mais encore pour toutes autres dignités, canonicats ou prébendes. Bien plus, on admit les abbés et prieurs commendataires à se donner des coadjuteurs « *cum futurâ successionē* », alors même, comme on l'a dit, que leurs bénéfices ne les astreignaient pas à la résidence, et qu'ils n'avaient jamais besoin d'être remplacés dans l'administration d'un spirituel qui ne leur était pas confié (1).

SECTION II

GRACES EXPECTATIVES ET RÉGALE

Jusqu'à présent, dans l'exposé que nous avons fait des atteintes portées aux droits des collateurs ordinaires, nous n'avons rencontré sur notre chemin que les réserves imposées par la Papauté ou réclamées par elle. Il nous reste à parler maintenant des prérogatives que les rois de France réussirent à se faire attribuer à eux-mêmes, et des privilèges

(1) Voir cependant, pour les Trois-Evêchés, *Mémoires du Clergé*, tome II, pp. 334 et suiv.

qu'ils se firent concéder par le Saint-Siège en faveur des deux corps les plus importants du royaume : le Parlement et l'Université.

Si l'on en excepte la Régale, à qui nous réservons un chapitre spécial, ces prérogatives et privilèges étaient autrefois compris sous le nom commun de grâces expectatives. Ces grâces expectatives, qu'il faut bien se garder de confondre avec l'expectative, réserve pontificale dont nous avons déjà parlé, avaient lieu au profit des brevetaires de joyeux avènement et de serment de fidélité, des indultaires du Parlement de Paris et des gradués de l'Université. Elles étaient spéciales à la France, mais les rois, au fur et à mesure de leurs conquêtes, voulurent successivement les étendre aux provinces annexées ; l'exposition des difficultés auxquelles cette prétention donna lieu serait fort intéressante, mais elle serait si longue et si compliquée, que nous ne pouvons lui faire place dans notre travail.

§ 1

BREVETS DE JOYEUX AVÈNEMENT ET DE SERMENT DE FIDÉLITÉ (1)

Les brevets étaient des actes expédiés par un secrétaire d'État, par lesquels le roi ordonnait à un collateur de pourvoir d'un bénéfice le candidat qu'il désignait.

(1) Mentionnons aussi les brevets délivrés en vertu des droits dits de joyeuse entrée, de garde royale, de litige entre les patrons et d'incapacité des patrons.

Le droit de joyeuse entrée était le droit particulier, que le roi avait dans certaines églises, de nommer au premier canonikat vacant, après son entrée et sa réception dans ces églises.

Le droit de garde royale et le droit de délivrer des brevets sur les bénéfices

Le droit, qu'avait le roi nouvellement intronisé, de délivrer des brevets de joyeux avènement était considéré comme attaché à la couronne et comme une conséquence de la protection accordée par la Royauté aux églises. Il s'introduisit en France au xvi^e siècle et fut réglementé au xvii^e par l'ordonnance du 16 janvier 1629 (1), rendue sur les plaintes des Etats-Généraux de 1614. Aux termes de l'article 17 de cette ordonnance, les brevets de joyeux avènement ne pouvaient s'exécuter que sur les prébendes des églises cathédrales seulement. Mais au mépris de cette ordonnance, des brevets ayant été concédés sur les prébendes des églises collégiales et même sur les dignités des églises métropolitaines et cathédrales, l'Assemblée du clergé se plaignit, et par ordonnance du 15 mars 1646 (2), Louis XIV déclara qu'à l'avenir on s'en tiendrait à la lettre de l'ordonnance précédente.

La déclaration de Louis XIV ne passa pas telle qu'elle au Parlement ; le Grand Conseil la modifia, dans son arrêt d'enregistrement, en décidant que les brevets de joyeux avènement s'exerceraient désormais tant sur les canonicats et prébendes des églises cathédrales, que sur les dignités, canonicats et prébendes des églises collégiales qui ne sont pas à la collation de l'ordinaire et lorsque, dans ces églises, il y aurait plus de dix prébendes outre les dignités (3). C'était donc aux

dont le patronage était litigieux, étaient tous deux spéciaux à la coutume de Normandie. En vertu du premier, le roi nommait aux bénéfices dont le patron était mineur ; en vertu du second, aux bénéfices au sujet desquels il y avait procès entre les patrons (Art. 142 et 70 à 75 de ladite coutume).

Les rois de France prétendaient en outre avoir le droit de délivrer des brevets sur les bénéfices dont les patrons avaient embrassé la religion réformée. Mais cette question était très discutée.

Voir sur ces quatre droits prétendus par la royauté : *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1230 et suiv., et pp. 1293 et suiv.

(1) Note 2, p. 102. *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1164 et suiv.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 152. *Mémoires du Clergé*, tome XI, p. 1131.

(3) Arrêt du grand Conseil du 2 mai 1646. Le roi envoya des lettres de

droits des chapitres et non à ceux des évêques, collateurs ordinaires, que faisaient brèche les brevets de joyeux avènement.

Au contraire, les brevets de serment de fidélité (1) portaient, eux, atteinte aux droits des collateurs ordinaires. Dans ces brevets, en effet, le roi enjoignait aux nouveaux évêques, après leur prestation du serment de fidélité, de conférer la première prébende vacante à leur collation au brevetaire désigné. Les nouveaux évêques étaient tenus personnellement de cette charge, sorte de rançon moyennant laquelle les rois les admettaient à prêter serment, et ne pouvaient l'acquitter que sur les bénéfices dont ils étaient collateurs. Les chapitres qui jouissaient du privilège de conférer seuls et sans avoir besoin d'appeler l'évêque, les canonicats et prébendes de leurs églises, étaient exempts du droit de brevet de serment de fidélité (2).

En général et régulièrement, les brevets de joyeux avènement et de serment de fidélité n'étaient délivrés que sur les bénéfices vacants par mort. Le brevetaire, qui voulait faire mettre à-exécution son brevet, était tenu, dans l'an de sa date, d'en faire la notification au collateur sur lequel il était délivré, et dans les six mois de la vacance du bénéfice, de requérir ce

jussion au grand Conseil, le 4 février 1647, pour vérifier purement et simplement la déclaration du 15 mars 1646. Malgré ces lettres, le grand Conseil continua à suivre son arrêt d'enregistrement. (*Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1134 et suiv.)

(1) Voici la formule d'un brevet de serment de fidélité : « Aujourd'hui.... le Roi étant à Versailles, voulant gratifier et traiter favorablement le sieur.... sur les témoignages qui lui ont été rendus de ses bonnes vie, mœurs, piété, suffisance et capacité ; Sa Majesté lui fait don de la première chanoinie et prébende qui viendra à vaquer et qui lui sera due en l'évêché de...., à cause du serment de fidélité que doit prêter celui qui a été nommé audit évêché ; m'ayant Sa Majesté commandé d'expédier le présent brevet, qu'elle a pour assurance de sa volonté, signé de sa main et fait contresigner par moi conseiller-secrétaire d'Etat.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1138 et suiv.

même collateur de lui en donner les provisions. Les actes de notification étaient du ministère des notaires apostoliques ; les actes de réquisitions de celui des sergents ou huissiers ; les uns et les autres devaient être insinués dans le mois de leur date. Les difficultés auxquelles donnaient lieu les brevets de joyeux avènement et de serment de fidélité devaient être portées devant le Grand Conseil, privativement à toutes autres cours et tribunaux.

En Lorraine, il ne pouvait être question de brevets de serment de fidélité puisque le duché n'avait pas d'évêchés sur son territoire ; et quant aux brevets de joyeux avènement, les ducs ne réclamèrent le droit d'en délivrer que pour nommer à une prébende de chacune des églises des chapitres de Dames de Remiremont, Bouxières et Epinal, et à une prébende de l'église collégiale et séculière des Dames de Saint-Pierre de Metz (1).

§ 2

INDULT DU PARLEMENT DE PARIS.

L'indult du Parlement de Paris est une des concessions pontificales les plus importantes en faveur des rois de France. Arraché à Eugène IV, ce Pape que ses démêlés avec le Concile de Bâle ont rendu fameux et qui, déposé par lui, ne fut plus reconnu que par la France, il fut accordé, à la fois pour donner satisfaction aux rois qui l'avaient à plusieurs reprises

(1) Thibault. *Op. cit.*, p. 225.

(2) Voir sur l'Indult du Parlement de Paris l'ouvrage très documenté de Cachet de Saint-Valier, Paris 1703, 2 vol.

demandé, et pour faire taire les réclamations du Parlement de Paris, dont les membres fortement imbus de gallicanisme, ne voulaient point reconnaître les prérogatives concédées au Saint-Siège par le Concile de Constance (1). Il est fondé sur les bulles d'Eugène IV des 24 avril 1431 et 18 mars 1434 (2), bulles confirmées par rescrits des 20 janvier et 1^{er} octobre 1436, et 5 avril 1437 (3).

En vertu de cet indult, les membres du Parlement de Paris, à savoir : le chancelier, les présidents, maîtres des requêtes, conseillers, greffiers et secrétaires, en tout trois cent cinquante-deux personnes (4), avaient droit, une fois dans leur vie (5), de pourvoir, sur la nomination du roi, un clerc d'un bénéfice.

Cette expectative, à laquelle seuls les collateurs ou patrons ecclésiastiques étaient sujets, mais seulement une fois dans leur vie, s'étendait sur tous les bénéfices du royaume qu'ils fussent réguliers ou séculiers. Tout collateur, saisi d'une notification de lettres d'indult, doit conférer le premier bénéfice vacant à sa collation au porteur de ces lettres. En cas de refus de sa part, l'archevêque de Tours, nommé exécuteur de

(1) Fauchet, *Traité des Libertés de l'Eglise gallicane*, dit en parlant de l'Indult du Parlement : « Pour faire taire le Parlement de Paris qui s'oppose aux injustes levées du Pape, environ l'an 1410, Benedict, Pape en Avignon, et depuis Martin V, accorda des Indults aux conseillers du Parlement pour eux, leurs enfants et amis. »

(2) Rapportées : Lacombe. *Preuves*, pp. 23 et suiv. — *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1458 et suiv. — Durand de Maillane. *Libertés de l'Eglise gallicane*, tome II, pp. 575 et suiv. — Dupuy. *Sur Piihou*, tome II, pp. 166 et suiv.

(3) Idem.

(4) Ce nombre varia suivant les époques.

(5) Exceptionnellement, l'indultaire pouvait, pendant sa vie, avoir plusieurs droits d'indult, soit successivement en passant d'une charge à une autre, soit conjointement en possédant à la fois deux charges qui donnaient droit d'indult. Il était seulement vrai, qu'en vertu de chaque droit d'indult séparé, l'indultaire n'avait le droit de nommer qu'une fois dans le cours de sa charge.

l'indult, pourvoit lui-même le brevetaire. En 1667 (1), une bulle ampliative de Clément IX, appelée la Concession clémentine (2), apporta quelques modifications aux bulles d'Eugène IV, mais en étendant encore les droits des indultaires. Elle autorisa, en effet, ces derniers, à tenir en commende les bénéfices réguliers, à charge, dans les huit mois de leur nomination par l'Ordinaire, d'obtenir une nouvelle commende en cour de Rome ; elle leur permettait, de plus, de refuser les bénéfices à charge d'âmes ou ceux qui n'auraient pas au moins six cents livres de revenu.

La Clémentine enleva, en outre, l'exécution de l'indult à l'archevêque de Tours, et désigna, à la place de ce dernier les abbés de Saint-Denis et de Saint-Germain des Prés, et le grand archidiacre de Paris.

Comme c'était par le canal du roi que devaient passer les présentations des indultaires, on observait la marche suivante : L'indultaire, qui voulait exercer son droit, se nommait lui-même au roi s'il était clerc et non marié, ou nommait toute autre personne capable de tenir un bénéfice. Le roi accordait alors un brevet ou lettre de nomination sur le collateur ecclésiastique que l'indultaire avait choisi (et l'on pense bien que le choix tombait toujours sur ceux des collateurs qui avaient les plus gros bénéfices à leur disposition). Ces lettres de nomination devaient être enregistrées au Parlement, insinuées et notifiées au collateur par un notaire apostolique et deux témoins. Tout cela pouvait se passer bien

(1) Avant 1667, le Pape Paul III, en 1538, avait déjà publié une bulle confirmative et ampliative de l'indult du Parlement. Cette bulle est rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 75. — *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1475 et suiv. — Durand de Maillane. *Libertés de l'Église gallicane*, tome II, pp. 584 et suiv. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 175.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, pp. 167 et suiv. — *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1503 et suiv. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, pp. 196 et suiv.

avant la vacance du bénéfice. Puis, lorsqu'un des bénéfices à la disposition du collateur venait à vaquer, l'indultaire ou le porteur des lettres d'indult adressait audit collateur, dans la forme de la notification à lui faite et dans les six mois de la vacance, une réquisition de collation. Nous savons que sur cette réquisition, le collateur devait s'exécuter et qu'en cas de refus de sa part, l'exécuteur de l'indult pourvoyait lui-même le brevetaire.

Les indultaires venant en concours avec les gradués sont préférés à ces derniers (1), parce que le droit de ceux-ci est moins ancien que le droit de ceux-là. Mais le Pape peut user de prévention au préjudice des premiers, pourvu que les choses soient encore entières, c'est-à-dire avant que les indultaires n'aient adressé au collateur leur réquisition de collation du bénéfice vacant.

Nous ne pouvons entrer dans le détail des questions soulevées par l'application de l'indult. Disons seulement — cela est important — que l'indultaire ne peut requérir un bénéfice régulier que quand ce bénéfice vaque en commende, et non lorsqu'il vaque en titre, et aussi que s'il requiert un bénéfice régulier jusque-là possédé en commende, il ne peut l'obtenir qu'avec la clause expresse de retour en règle « *cedente vel decedente* », cela seulement si le bénéfice est en commende décrétée. Toutes contestations sur l'indult sont, comme celles sur les brevets, de la compétence exclusive du grand Conseil.

Tous les bénéfices de France, sauf les bénéfices électifs confirmatifs exceptés par l'édit de 1606 (2), sont sujets à l'in-

(1) Ordonnances de François 1^{er} des 18 janvier 1541 et 13 mars 1543. Rap-
portées : Lacombe, *Preuves*, pp. 78 et 79. — Dupuy. *Sur Pithou*, pp. 178 et
suiv. — *Mémoires du Clergé*, tome XI.

(2) Art. 1^{er} de l'édit.

dult ; mais en est-il de même des bénéfices des pays d'obédience réunis à la France seulement après la concession de l'indult ?

Il est inutile de dire que les parlementaires de Paris le prétendirent toujours ; cependant ils ne réussirent qu'en partie à faire triompher leur prétention. C'est ainsi que trois arrêts du Conseil d'Etat des années 1718, 1726 et 1727 (1) décidèrent, par provision, que les trois Évêchés de Toul, Metz et Verdun, et la Bretagne étaient exempts de l'indult, et déclarèrent que les difficultés qui s'élèveraient à ce sujet pour ces pays, n'étaient pas de la compétence du grand Conseil. A la suite de ces arrêts, le roi nomma des commissaires pour examiner la question, mais celle-ci ne fut jamais tranchée et la Bretagne et les Trois Évêchés restèrent dans le *statu quo*, sur ce point, jusqu'à la Révolution. L'Artois, province française au moment de la concession de la bulle d'Eugène IV, fut définitivement déclaré exempt de l'indult par arrêt du Conseil du 19 février 1677 (2), au contraire la Franche-Comté y fut assujettie par arrêt du même Conseil du 11 mai 1711.

§ 3

PRIVILÈGE DES GRADUÉS

Peu après la bulle d'Eugène IV qui concédait l'indult du Parlement de Paris, le Concile de Bâle (3), dont la Prag-

(1) Rapportés : *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1139 et suiv.

(2) Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome XI, p. 1123.

(3) Session 31, chap. III.

matique Sanction de 1438 (1) n'a guère fait que reproduire les décrets, accorda aux gradués des universités fameuses (*famosæ*) de France, des droits célèbres et connus sous le nom d'expectative des gradués. On se plaignit, en effet, au Concile, que les gens de lettres fussent négligés par les collateurs et patrons ecclésiastiques, et l'on demanda que la troisième partie des bénéfices au moins leur fût réservée. Le Concile fit droit à cette réclamation et la Pragmatique Sanction confirma les décrets du Concile. Mais comme il était difficile de partager tous les bénéfices du royaume en trois parties égales, le Concordat de 1516 (2) ordonna que l'année serait divisée en trois parties et que les bénéfices qui viendraient à vaquer par mort dans l'un des tiers de l'année, soit pendant quatre mois, seraient affectés aux gradués. Janvier, Avril, Juillet et Octobre furent les mois réservés aux gradués.

Tous les bénéfices du royaume, venant à vaquer par mort dans ces quatre mois, sont sujets à cette expectative, à l'exception des bénéfices électifs confirmatifs et de ceux à la nomination ou collation du roi.

Le Concordat déclara aussi assujetties au privilège des gradués les dignités des églises cathédrales et collégiales, mais, sur les plaintes des assemblées du clergé de France, l'édit de 1606 (3) déchargea ces bénéfices.

Les formalités qu'ont à remplir les gradués dans la poursuite d'un bénéfice sont, en principe, les mêmes que celles requises des indultaires. Ils doivent, tout d'abord, faire insinuer leurs lettres et donner copie de celles-ci aux collateurs et patrons dont ils sollicitent la faveur et sur lesquels ils sont nommés. Puis, tous les ans, à chaque carême, et jusqu'à

(1) Titre IV, chap. II.

(2) Titre V, *De Collationibus*.

(3) Art. 1^{er} de l'édit.

ce qu'une vacance de bénéfice se produise dans un de leurs mois, ils sont obligés de réitérer auprès du collateur l'insinuation de leurs noms et surnoms — cela afin de ne pas être oubliés. Enfin, dans les six mois de la vacance d'un bénéfice auquel ils ont droit, les gradués doivent requérir ce bénéfice, faute de quoi le collateur nomme qui bon lui semble.

On considérait comme gradués, en matière bénéficiale, les clercs pourvus des degrés de maîtres ès arts, bacheliers, licenciés ou docteurs dans les Facultés dites supérieures : théologie, droit et médecine, et justifiant du temps d'études jugé suffisant par le Concordat pour l'obtention de ces grades. L'on faisait, en outre, des distinctions entre les gradués eux-mêmes ; les uns, appelés gradués simples, ne possédaient, avec l'attestation de leur temps d'études, que les lettres de leurs degrés — (ce que nous appellerions aujourd'hui leur diplôme) ; — les autres, appelés gradués nommés, outre leurs lettres d'attestation de temps d'études et de degrés, avaient des lettres scellées du grand sceau de leur université, par lesquelles ladite université les présentait aux collateurs ou patrons sujets à l'expectative (1).

(1) Il n'y avait aucune différence, au point de vue de la capacité, entre les gradués simples et les gradués nommés. Les universités accordaient des lettres de nomination à tous ceux de leurs gradués qui leur en demandaient, mais comme ces lettres coûtaient fort cher, beaucoup de gradués s'en passaient ou ne les levaient que très longtemps après les avoir requises.

Cependant certaines universités en exercice, (ainsi Nancy, Aix, Nantes, Orange) n'avaient pas le droit de délivrer des lettres de nomination pour requérir des bénéfices, mais avaient seulement celui d'accorder les grades nécessaires pour les posséder. Les gradués de ces universités restaient donc toujours gradués simples.

Les gradués de l'université pontificale d'Avignon, qui pouvaient obtenir des lettres de nomination sur les bénéfices de Provence, virent pendant longtemps leurs droits contestés quant aux bénéfices des autres provinces de France. Le Parlement de Paris refusa souvent de considérer l'université d'Avignon comme une université fameuse (*famosa*) ; après de nombreux procès, celle-ci finit cependant par obtenir gain de cause.

La situation des gradués nommés était bien préférable à celle des gradués simples. Des quatre mois affectés aux gradués, il en était deux, en effet, janvier et juillet, exclusivement réservés aux gradués nommés, en ce sens que, un bénéfice venant à vaquer dans l'un de ces deux mois, le collateur est obligé de le conférer au plus ancien gradué nommé qui s'est mis en règle auprès de lui. Janvier et juillet étaient pour cela dits mois de rigueur. Si plusieurs gradués ont été nommés dans la même année au même collateur, le plus méritant l'emportera ; c'est ainsi que le docteur sera préféré au licencié, celui-ci au bachelier. A grade égal, les gradués en théologie passent avant les gradués en droit canon, ceux-ci avant les gradués en droit civil. Les gradués en médecine viennent en dernier lieu.

Quant aux bénéfices venant à vaquer aux mois d'avril ou d'octobre, appelés mois de faveur, le collateur peut en pourvoir le candidat de son choix parmi les gradués inscrits ; le moins capable des gradués simples peut, dans ces mois, être préféré au plus recommandé des gradués nommés.

L'obligation imposée aux collateurs ecclésiastiques d'instituer, dans les mois de rigueur, le plus ancien gradué nommé, était très préjudiciable aux intérêts moraux de l'Église, car il se pouvait faire que le pourvu, malgré sa science, fût incapable ou indigne d'exercer le ministère ecclésiastique. L'édit de 1606 remédia en partie à cette situation regrettable en soustrayant les dignités des églises cathédrales et collégiales au privilège des gradués. C'était déjà beaucoup, mais c'était insuffisant. Les bénéfices cures et les bénéfices à charge d'âmes restant sujets à l'expectative, le bien de la religion exigeait impérieusement une réforme, car dans les titulaires de ces bénéfices, ce n'est pas tant la science que la vertu que l'on doit rechercher.

Cette réforme ne se produisit que très tard, sur les instances des assemblées du clergé de 1735 et 1740, dans une déclaration de Louis XV du 27 avril 1745¹¹. Aux termes de cette déclaration, il fut décidé, pour les bénéfices cures et les bénéfices à charge d'âmes, que les collateurs auraient, même dans les mois de rigueur, le droit de choisir parmi les gradués nommés, celui qui leur paraissait le plus digne ; dès lors, les fonctions si importantes des pasteurs furent la récompense des plus méritants et non plus seulement le prix de la course.

Il y avait, en France, dix-huit universités royales, mais toutes ne faisaient pas des gradués capables d'obtenir des bénéfices : seules, les universités dites fameuses avaient ce privilège.

Les universités fameuses étaient celles où l'on enseignait publiquement les belles-lettres et les sciences, depuis la grammaire jusque et y compris la logique, et où l'on donnait les degrés de maître-arts, de bachelier, de licencié et de docteur en théologie, droit civil et canon, et médecine. Ainsi, l'université d'Orléans, créée seulement pour l'enseignement du droit, et celle de Montpellier, établie pour le droit et la médecine, ne profitaient pas des privilèges accordés par le Concordat.

Outre les gradués simples et les gradués nommés, confondus les uns et les autres sous la dénomination de gradués en forme, on trouvait encore des gradués de privilège et des gradués de grâce. Les premiers étaient ceux qui avaient été dispensés d'examen, les seconds ceux jugés dignes du diplôme après examen, mais avec dispense de temps d'études. Ce temps d'études, pour le degré de maître-arts était fixé à cinq ans, y compris les années de logique, mais non celles

¹¹ Rapportée : Lacombe, *Preuves*, p. 350.

de grammaire ; à cinq ans aussi pour le degré de bachelier en droit civil ou en droit canon, c'était le vrai *quinquennium* ; à six ans pour les bacheliers en théologie ; à sept ans pour les degrés de licencié ou docteur en droit civil ou en droit canon, et en médecine ; enfin à dix ans pour la licence ou le doctorat en théologie. Les étudiants qui pouvaient justifier d'un certain nombre de quartiers de noblesse obtenaient, sur leur demande, la réduction d'une partie de ce temps d'études ; pour eux, le *quinquennium* de droit civil ou canon était réduit à trois ans.

En France, sauf exception, on n'admettait pas à l'expectative les gradués de privilège, non plus que ceux de grâce. Il est à peine utile de dire que, pour être pourvu d'un bénéfice, le gradué doit être tonsuré avant ses lettres de nomination. Les professeurs gradués des universités ayant exercé leurs fonctions pendant sept ans, ou, comme l'on disait alors, les régents ayant régenté un septenaire, peuvent impétrer un bénéfice comme tous autres gradués, et sont, même dans les mois de rigueur, préférés à ceux qui ne sont pas docteurs en théologie.

Tout collateur ecclésiastique ayant trois bénéfices au moins à sa disposition est sujet à l'expectative des gradués, et doit, dans les cas et suivant les règles ci-dessus exposées, conférer le bénéfice vacant à l'un de ceux-ci. En cas de refus de sa part, le gradué évincé s'adresse au supérieur du collateur, et à défaut du supérieur, à la Cour du Parlement. Si ce supérieur refuse lui-même l'institution sans motifs légitimes, la Cour commet le chancelier de l'université de Paris pour accorder les provisions à l'impétrant (1). En cas de réplétion,

(1) Ou les chanceliers des universités de province s'il s'agit de gradués autres que ceux de Paris. En tous cas, les gradués de l'université de Paris

c'est-à-dire quand un gradué, en vertu de ses degrés, a déjà obtenu un ou plusieurs bénéfices lui rapportant ensemble plus de quatre cents livres de revenus, son droit est éteint et il ne peut plus requérir de bénéfices.

La règle « *regularia regularibus, secularia secularibus* » était appliquée dans toute sa rigueur aux gradués. Aux termes du Concordat, ceux-ci pouvaient, en tant que gradués, obtenir les bénéfices séculiers s'ils étaient séculiers, et les bénéfices réguliers s'ils étaient réguliers, mais, à la différence de ce qui se pratiquait pour les indultaires, ils ne pouvaient, s'ils étaient séculiers, requérir en commende un bénéfice régulier.

L'expectative des gradués ayant été réglementée par la Pragmatique Sanction et sanctionnée par le Concordat de 1516, l'on considéra comme y étant seules soumises les provinces qui, au moment de ce dernier traité, étaient déjà incorporées à la France (1). La Bretagne et la Lorraine en furent, par conséquent, exemptes. Il existait toutefois en Lorraine une expectative particulière en faveur des gradués en théologie de l'université de Pont-à-Mousson ; mais elle était tout à fait différente de celle des gradués de France. Cette dernière était une concession du Saint-Siège faite au détriment des collateurs ordinaires ; au contraire, l'expectative des gradués de Pont-à-Mousson avait été accordée par le duc Charles III à son propre détriment, par ordonnance du 23 décembre 1596 (2). Nous savons, en effet, qu'en vertu

n'ont aucune préférence sur les gradués des autres universités du royaume (Michel du Perray. *Observations sur le Concordat*, Paris 1740, pp. 195 et suiv.)

(1) Lorsque les gradués voulurent introduire leur privilège dans certaines provinces, ils rencontrèrent des difficultés. Nous ne pouvons ici qu'indiquer la question ; on la trouvera traitée en détail, ainsi, du reste, que toutes les questions qui touchent aux gradués, dans le tome X des *Mémoires du Clergé*.

(2) Rapportée : Thibault. *Preuves*, p. LXXXIII. — De Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*, tome II, pp. 553 et 567.

de la règle « *de mensibus* » les patrons laïques n'avaient en Lorraine que quatre mois de collation par an, et que le duc de Lorraine était naturellement le plus considérable de ces collateurs ; or, l'ordonnance de Charles III ayant décidé que les bénéfices à patronage ducal qui viendraient à vaquer pendant le mois d'août, l'un des quatre mois réservés aux patrons laïques, seraient affectés aux gradués en théologie de l'université de Pont-à-Mousson, il en résultait que trois mois seulement par an restaient au duc de Lorraine pour exercer son droit de patronage. Cette expectative, accordée pour favoriser l'unique faculté de théologie du duché, n'avait donc rien de commun avec l'expectative des gradués de France (1).

§ 4

RÉGALE

La Régale est un droit de souveraineté spécial à la France, en vertu duquel le roi jouit des revenus des archevêchés et évêchés de son royaume, durant leur vacance, et confère les bénéfices à la collation de l'évêque qui viennent à vaquer pendant le même temps.

La régale, suivant l'expression heureuse de Lacombe, est

(1) Disons, en terminant, qu'à l'origine le privilège des gradués était très favorable, les universités n'accordant les lettres de leurs degrés qu'à ceux de leurs étudiants qui remplissaient toutes les conditions requises. Il n'en fut pas longtemps de même. Dès avant la fin du xvii^e siècle, la discipline se relâchant, les universités s'étaient départies de leur rigueur. Rathier (*Traité de la disposition forcée des bénéfices*, tome I, p. 231) nous apprend que de son temps il suffisait de payer les lauriers académiques pour avoir le droit de s'en faire couronner, et qu'en conséquence il s'en fallait de beaucoup que tous les gradués eussent une capacité qui répondît au titre dont ils étaient honorés. Ces pratiques permirent au chancelier Oxenstiern de dire que « *bien des bonnets de docteur ne servaient qu'à cacher des oreilles de Midas* ».

donc « *une espèce de garde-noble sur certains bénéfices* ». Elle s'ouvre par la vacance de l'évêché ou archevêché, vacance qui se produit en cas de mort, promotion au cardinalat, démission ou résignation du titulaire, ou par la translation de celui-ci à un autre évêché ou archevêché. Elle est close, après la prestation du serment de fidélité par le nouvel évêque, par des lettres-patentes de main levée que le roi fait expédier et qui doivent être enregistrées à la chambre des comptes de Paris ; néanmoins la clôture n'a d'effet qu'après que ces lettres-patentes de mainlevée, avec l'arrêt d'enregistrement, ont été signifiées aux officiers du roi sur les lieux. (Arrêt du règlement du 15 mars 1677) (1).

En se plaçant au point de vue des deux effets qu'elle produisait, on distinguait dans cette réserve la régale temporelle et la régale spirituelle ; nous suivrons cette division dans nos explications.

Régale temporelle. — La régale temporelle, on le comprend, produisait des effets beaucoup moins importants, pour les rois de France, que la régale spirituelle, car les cas de vacance des évêchés étant relativement rares, les bénéfices que procurait au trésor royal la perception des revenus de ces évêchés ne pouvaient être que faibles et bien aléatoires. Les rois de France, en conséquence, ne comptèrent jamais sur ce produit qu'ils déléguèrent à diverses reprises à la Sainte Chapelle de Paris, d'abord à temps, pour trois ou quatre années (ordonnances de Charles VII de 1452 et 1458) (1), puis pour la vie entière du roi (ordonnance de Louis XI, renouvelée par Charles VIII, Louis XII, François I^{er} et

(1) *Journal des Audiences*, édition de 1667, chap. x, pp. 836 et suiv. — Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1020 et suiv.

(2) Rapportées : *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 258 et suiv.

Henri II), puis enfin à perpétuité (édit de Moulins de Charles IX du 20 février 1566) (1).

En 1641 (2), Louis XIII révoqua l'édit de Moulins sur ce point, et renonça, au profit des nouveaux évêques, au droit d'exercer la régale temporelle. Mais cette concession faite aux assemblées du clergé ne trouva pas grâce devant le Parlement; la chambre des comptes en refusa l'enregistrement (3). Le droit de régale demeura donc intact, quoique à partir de cette époque les rois de France eussent renoncé maintes fois à percevoir les revenus des évêchés vacants et, pour témoigner leur bienveillance aux nouveaux évêques, ordonné aux économes qui administraient le temporel de l'évêché pendant la vacance du siège épiscopal, de rendre compte de ce temporel à l'évêque qui venait de prêter le serment de fidélité.

Il ne faudrait pas croire non plus que tous les revenus sans exception de l'évêché vacant fussent perçus, pour le compte du roi, par l'économe préposé ou ses commis; car ne tombaient en régale que les revenus seuls de la mense épiscopale et les émoluments et profits provenant du greffe des insinuations ecclésiastiques et de la justice tant civile que criminelle de l'évêque, c'est-à-dire de l'officialité. Les droits de sceau des actes passées par le chapitre pendant la vacance restaient la propriété de ce chapitre.

Régale spirituelle. — La régale spirituelle rendait les rois de France collateurs ordinaires des bénéfices à la place de l'évêque ou archevêque. Néanmoins l'on admit que la colla-

(1) Rapporté : Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 321.

(2) Rapporté : Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 432. — *Mémoires du Clergé*, tome XI, p. 279.

(3) *Mémoires du Clergé*, tome XI, p. 283.

tion des cures passerait au chapitre durant la régale, et que les dignités électives confirmatives ne seraient pas sujettes à celle-ci, même pour la confirmation de l'élection.

En régale, pour la collation des bénéfices les rois exercent tous les droits des évêques, et même en partie ceux que le Saint-Siège s'est réservés. Les règles de chancellerie et les réserves apostoliques sont suspendues ; à plus forte raison aussi les grâces expectatives reçues dans le royaume. La régale spirituelle, en un mot, donnait au roi de France tous les droits qui appartenaient autrefois aux évêques, avant le triomphe des réserves apostoliques, et lorsque ces évêques avaient la faculté de conférer pleinement et librement toutes sortes de bénéfices. Voici au surplus quels sont ses principaux effets (1) :

1° Le roi peut conférer les bénéfices vacants par mort, sans être assujetti à observer la règle « *de verisimili notitiâ obitus* ».

2° Toute prévention cesse, le roi ne peut être prévenu par aucun autre collateur.

3° Quand même le roi aurait laissé expirer le délai de six mois sans conférer le bénéfice, son droit ne serait pas dévolu à d'autres.

4° Les provisions conférées en régale sont valables, même si l'on n'y a pas exprimé la qualité du bénéfice, pourvu toutefois que ces qualités soient connues d'ailleurs.

5° Le pourvu en régale ne perd pas la possession du bénéfice par la contestation formée contre lui par un concurrent.

6° Le roi, à l'exclusion du Pape, confère les bénéfices

(1) Dantoine. *Les Règles du droit canon traduites en français*, Lyon 1720, p. 20.

(1) Brodeau, sur Louet. *Recueil d'arrêts notables*, lettre D, n° 9.

vacants en suite de résignations *in favorem*, même sous la réserve d'une pension, et à plus forte raison à titre de permutation.

7° Le Parlement de Paris connaît seul, en première instance, des contestations et procès sur les bénéfices qui viennent à vaquer en régale.

8° Le roi jouissant de toutes les prérogatives du Saint-Siège, c'est lui seul qui a le droit de conférer les bénéfices vacants *in Curia*.

Remarquons, en passant, que c'est le roi personnellement qui a le droit de régale ; nul autre ne peut l'exercer en son nom, pas même le régent du royaume durant la minorité du roi.

De même que la régale temporelle ne produit qu'un seul effet, celui de donner au roi l'administration et la perception des revenus de la mense épiscopale, de même la régale spirituelle ne lui donne que le droit de collation des bénéfices. Tous autres droits spirituels de l'évêque passent au chapitre. Ainsi c'est le chapitre qui délivre les lettres de tonsure, et désigne l'évêque *in partibus* — on disait alors le suffragant — ou l'évêque voisin qui donnera les ordres sacrés ; c'est le chapitre qui fera tenir les synodes et Conciles du diocèse ; qui exercera, par l'official, la justice civile et criminelle ; qui nommera tous les fonctionnaires dont le choix était réservé à l'évêque. Nous avons déjà dit que c'était lui qui pourvoyait aux vacances des cures et donnait les institutions et provisions de tous bénéfices autres que ceux dont le roi avait la collation en vertu de la régale ; c'est lui enfin qui, par ses scribes et ses greffiers, délivrera tous les actes que ses attributions comportent.

Historique de la régale. — Les prérogatives importantes,

qui résultaient de la régale pour les rois de France, suffisent à nous faire comprendre le soin jaloux avec lequel nos légistes gallicans défendirent ce droit contre les entreprises des ultramontains, et la persévérance obstinée qu'ils mirent à le faire admettre dans toutes les provinces du royaume. Aussi aucune des libertés de l'Église gallicane ne fut-elle, par eux, étayée de preuves plus nombreuses et plus solides. Si l'on y tenait tant, c'est qu'elle personnifiait, pour ainsi dire, le triomphe du droit ecclésiastique gallican sur le droit ecclésiastique romain ; c'est que, depuis son ouverture jusqu'à sa clôture, le roi affirmait d'une façon indiscutable sa qualité de chef suprême de l'Église de France, mettant en échec les prérogatives pontificales admises partout ailleurs, même celles reçues en France en tout autre temps.

L'origine de la régale, remontant très haut, se trouve être assez obscure. On prétend communément que son commencement date du Concile de Latran de 1112 qui termina la fameuse querelle des investitures. De fait, elle n'apparaît que postérieurement à ce Concile (1). La première trace de la régale mentionnée par nos légistes est de l'année 1159 ; Philippe-Auguste, en 1190, la rappelle dans son testament ; et déjà, en 1210, un Pape, Innocent III, dans une constitution, la qualifie de coutume ancienne et approuvée du royaume. Clément IV en 1268 reconnaît qu'il ne peut y contrevenir, et Grégoire X, quatre années plus tard, déclare que les bénéfices vacants *in curiâ* y sont sujets comme les autres. Des lettres patentes de saint Louis de 1269 et des déclarations et ordonnances de Philippe VI, rendues succes-

(1) Toutes ces preuves sont rapportées : Lacombe. *Preuves*, à leurs dates. — *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 178 et suiv. — Dupuy, *Sur Pithou*, tome II, à leurs dates. — Durand de Maillane. *Libertés de l'Église gallicane*, tome IV, de la p. 94 à la p. 495.

sivement en 1332 et 1334, la réglementent ; puis un arrêt de règlement du Parlement de Paris du 13 septembre 1415, une déclaration de Charles VII du 14 février 1451, et des ordonnances de Louis XI des 14 mai 1463 et 19 juin 1464(1). — Dans l'ordonnance de 1463 il est dit que les rois de France « *sont en possession de tel et si longtemps de « conférer les bénéfices ecclésiastiques du royaume vacants en « régale, qu'il n'est mémoire du contraire.* »

Il faut arriver à Louis XIV pour trouver des difficultés sérieuses sur cette question dont on ne discutait plus que les détails. On connaît assez les tendances dominatrices du grand roi pour comprendre qu'il devait essayer d'étendre à tous les évêchés de France, même à ceux des provinces nouvellement réunies à la Couronne, le droit de régale exercé jusque-là sur les seuls évêchés des anciennes provinces du royaume. Telle était, du reste, la théorie constante de nos légistes, théorie déjà manifestée en 1274 puisqu'au Concile de Lyon tenu cette année-là, sous la présidence du Pape Grégoire X, l'anathème fut fulminé contre ceux qui voudraient étendre la régale au-delà de ses bornes ; et les écrivains gallicans firent gloire au grand Conseil et au Parlement, d'avoir, le premier, dans un arrêt célèbre, dit arrêt de Frémiot, rendu le 10 février 1602, le second dans un arrêt du 24 avril 1608, posé en principe que la régale devait avoir lieu dans toute l'étendue du royaume.

Néanmoins, ce fut seulement par déclaration du 10 février 1673 (2), enregistrée à la Cour des Comptes le 27 juillet suivant, que furent officiellement affirmées les prétentions royales de soumettre à la régale tous les archevêchés et

(1) Vide : note 1, p. 123.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 182. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 507.

évêchés du royaume, des terres et pays de l'obéissance du roi. Les évêques de Languedoc, Guyenne, Poitou, Provence, Roussillon, Dauphiné, tous pays où la régale n'avait jamais eu lieu, protestèrent (1). Les assemblées du clergé s'en mêlèrent et la discussion s'envenima après que le Pape Innocent XI eut pris fait et cause pour les réclamants. Nous n'essaierons pas de retracer ce démêlé célèbre ; il est assez connu et de plus il faudrait un volume entier pour l'étudier à fond. Du reste, la régale, cause première de ces luttes qui furent si vives qu'on put un moment craindre un nouveau schisme, la régale fut reléguée au second plan, les questions diverses qu'elle avait soulevées l'ayant absorbée complètement. Disons seulement que Louis XIV tint bon jusqu'au bout, soutenu qu'il était par les assemblées du clergé de France dont la fameuse Déclaration lui donna raison. En 1682 (2), un édit vint, en ce qui concerne la régale, trancher définitivement la question (3). Selon nous, ici comme partout, comme toujours dans les matières que nous étudions, la force avait primé le droit.

L'on a peut-être été étonné de ne pas voir figurer, parmi les provinces protestataires, la Bretagne, qui cependant avait un droit ecclésiastique tout à fait à part. C'est que, pour ce pays, la question de la régale ne fit jamais difficulté. Dès avant la réunion du duché à la France, les ducs de Bretagne ayant exercé un droit de régale identique à celui de France, il était naturel qu'après cette réunion le même droit appartint à nos rois. D'Argentré soutint bien le contraire et prétendit que,

(1) Les remontrances les plus véhémentes furent faites par l'évêque de Pamiers. Il publia à Cologne en 1680 un ouvrage intitulé « *Traité de la Régale imprimé par l'ordre de Mgr l'Evêque de Pamiers* ». Ce traité est beaucoup plus utile à consulter que celui de Pinsson.

(2) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 196. — Dupuy, *Sur Pithou*, p. 528.

(3) Le 3 février 1682, le clergé de France publia un acte d'adhésion à l'édit du roi.

depuis sa réunion, la Bretagne n'était plus sujette à la régale, mais il resta seul de son avis.

La Lorraine est la province qui fut la dernière soumise à la régale ; car il faut arriver à l'année 1769 pour trouver un édit (1) de Louis XV déclarant le duché assimilé, au point de vue de la régale, aux autres pays du royaume. Au reste, tant que la Lorraine avait joui de son autonomie, il ne pouvait y être question d'une véritable régale, puisque les sièges des neuf évêchés ou archevêchés dont dépendait son territoire se trouvaient tous hors de ses frontières. Et cependant, n'était-ce pas déjà un véritable droit régalien que ce droit en vertu duquel, arrivant la vacance d'un bénéfice, le duc en faisait saisir le temporel et y plaçait un économe-séquestre chargé d'en percevoir les revenus et d'appliquer ceux-ci aux réparations et à l'entretien des églises ? On peut bien croire que si, puisque les arrêts de la Cour souveraine, dans lesquels il est relaté, n'hésitent pas à le classer parmi les privilèges de la souveraineté (2).

Quant aux trois évêchés de Toul, Metz et Verdun, et à l'Alsace, tous pays qui avant leur réunion à la France, étaient soumis au Concordat germanique, il est assez difficile de dire quelle fut, après cette réunion, leur situation au point de vue de la régale. Les documents font défaut. Le silence des historiens ecclésiastiques fait supposer que cette question, qui souleva tant de tempêtes dans les pays du midi de la France, trouva dans les provinces du nord une solution sinon satisfaisante pour les parties intéressées, du moins acceptée par elles, sans récriminations, comme un pis-aller. Nous savons

(1) Rapporté : *Ordonnances de Lorraine (Recueil des)*, tome XI, p. 560.

(2) Voir dans Durand de Maillane : *Libertés de l'Église gallicane*, tome V, pp. 175 et suiv., les édits de Louis XV étendant la Régale au Comtat Venaissin et à la Corse.

seulement que dans le diocèse de Toul, jusqu'en 1638, ce fut le chapitre qui, en cas de vacance de l'évêché, exerça tous les droits tant spirituels que temporels de l'évêque ; cette année-là, sur une difficulté intervenue entre un clerc pourvu en régle par le roi, durant la vacance de l'évêché, et le pourvu du même bénéfice par le chapitre, la Cour de Metz, où la cause fut portée, donna tort au pourvu du chapitre, reconnaissant ainsi que la régle s'étendait dans les Trois-Évêchés (Arrêt du 25 septembre 1638) (1).

Pour notre part nous sommes portés à croire qu'il intervint, pour les Trois-Évêchés et pour l'Alsace (2), des transactions et des compromis analogues au Concordat conclu en 1682 (3) entre les commissaires du roi de France et le chapitre de l'église métropolitaine de Cambrai. Nous sommes confortés dans notre opinion par ce fait que ce Concordat n'était pas unique en son genre ; Louis XIV en conclut un autre, conçu en termes identiques, avec l'Eglise de Besançon, le 29 juin 1698, Concordat qui fut approuvé par lettres patentes du 15 juillet de la même année.

L'archevêché de Cambrai, dans les Flandres, déclaré sujet au Concordat germanique, par ordonnance de Charles-Quint du mois de février 1558, avait été définitivement réuni après le traité de Nimègue ; on n'y connaissait donc pas la régle avant cette réunion. Comme l'application de cette réserve était de nature à soulever des difficultés, Louis XIV nomma des commissaires chargés de s'entendre avec le

(1) Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome XI.

(2) L'Alsace cependant conserva tous ses privilèges jusqu'à la Révolution ; on ne saurait donc être trop circonspect, lorsqu'on n'a pas de preuves entre les mains, dans les suppositions qu'on peut faire sur la législation ecclésiastique qui y était appliquée.

(3) Rapporté au *Recueil des Edits, déclarations, lettres-patentes et arrêts enregistrés au Parlement de Flandres*, tome IV, pp. 307 et suiv.

chapitre de l'église métropolitaine pour arrêter les mesures à prendre, arrivant la vacance de l'archevêché. Les négociations entamées aboutirent à la signature, en 1682, d'un Concordat qui ne fut enregistré au Parlement de Flandres que le 7 février 1715, sur lettres patentes du roi du 28 janvier de la même année. Les clauses de cette transaction sont assez importantes pour être rapportées ici. Il y était dit que : « le
« chapitre ayant intérêt pour l'avantage et l'utilité de l'Église
« et pour la tranquillité publique, que vacation arrivant de
« l'archevêché de Cambrai, il y soit pourvu d'une personne
« attachée au service de Sa Majesté et dont la fidélité lui soit
« connue, c'est pourquoi il a été déclaré au nom dudit
« chapitre assemblé, que pour faciliter l'obtention en Cour
« de Rome d'un indult portant faculté en sa faveur de
« nommer audit archevêché en cas de mort et démission,
« permutation, résignation, coadjutorerie avec future suc-
« cession, ou autrement en quelque manière que ce soit, une
« personne de la qualité requise ; ledit chapitre se désiste sous
« le bon plaisir de N. S. P. le Pape, du droit appartenant
« audit chapitre et de la possession en laquelle il est, d'élire
« son archevêque, tant en vertu du droit commun, qu'en
« conséquence du Concordat germanique, a consenti et
« consent, par ces présentes, que Sa Majesté obtienne de
« N. S. P. le Pape un indult pour jouir dudit droit de
« nomination, et pour prêter le consentement nécessaire à
« l'expédition dudit indult, ledit chapitre assemblé donne
« pleins pouvoirs de le faire en la forme et de la manière
« qu'il conviendra au porteur des présentes, lequel désiste-
« ment et consentement nécessaire à l'expédition dudit
« indult, les dits sieurs commissaires du roi ont accepté et
« acceptent et ont promis au nom de Sa Majesté, que,
« arrivant vacation dudit archevêché de Cambrai..... l'église

« de Cambrai jouira comme elle a ci-devant fait de l'exemp-
« tion de la régale temporelle et spirituelle et y demeurera
« maintenue à titre onéreux, et en conséquence l'adminis-
« tration des revenus temporels dudit archevêché appar-
« tiendra comme ci-devant auxdits prévôt, doyen et chapitre
« de ladite église métropolitaine de Cambrai, pour être
« lesdits revenus conservés et rendus au futur successeur,
« après qu'il leur aura fait apparoir du serment de fidélité
« par lui prêté à Sa Majesté, à la charge toutefois par ledit
« archevêque de payer audit chapitre les rentes ordinaires et
« accoutumées et conformément à la bulle d'Urbain V et à
« la sentence du duc de Bourgogne ; comme aussi què, pen-
« dant la vacance dudit archevêché, les dignités, personats,
« offices, canonicats, prébendes, chapelles et bénéfices qui
« viendront à vaquer dans ladite église et diocèse de Cambrai,
« seront conférés par le Pape, les patrons et collateurs ordi-
« naires, et que les bénéfices dépendant dudit archevêque
« demeureront réservés au futur successeur pour par lui y
« être pourvu. »

Ainsi, en réalité, la régale n'avait pas lieu dans le diocèse de Cambrai. Louis XIV renonça à ce droit pour obtenir du Pape un indult lui accordant la nomination de l'archevêque en cas de vacance du siège archi-épiscopal, c'est-à-dire l'extension du Concordat français de 1516 à l'archevêché de Cambrai.

SECTION III

RÈGLES DE CHANCELLERIE

Nous avons annoncé que nous réserverions un chapitre à part aux règles de chancellerie proprement dites, reçues

dans le royaume et dans les pays d'obédience. Elle furent longtemps discutées et leur importance devint considérable, elles méritent une place dans tout traité des bénéfices. Les jurisconsultes les plus éminents de notre ancien droit en ont commenté plusieurs (1); il est du reste impossible de comprendre les matières bénéficiales, si l'on n'en a pas tout au moins une idée.

Six de ces règles furent admises en France comme lois du royaume. C'étaient les règles : « *de infirmis resignantibus sive de viginti diebus; de publicandis resignationibus; de impetrantibus beneficia viventium; de verisimili notitiâ obitus; de idiomate; et de triennali possessione* (2). » Nous avons dit un mot déjà de la règle de « *annali possessione* » qui n'était reçue que contre les dévolutaires. Quant à la règle : « *de exprimendo valore beneficiorum in impetrationibus*, » si elle fut rejetée en France, elle fut acceptée en Lorraine et dans les pays d'obédience, ce qui nous obligera à en faire une mention spéciale.

Les quatre premières règles de chancellerie que nous allons étudier furent, comme lois ecclésiastiques, le pendant des édits publiés en France, notamment de l'édit des petites dates, pour réprimer dans la mesure du possible les fraudes et les intrigues auxquelles donnaient lieu les résignations de bénéfices. Nous avons vu que les règles de chancellerie parurent les premières, mais qu'elles furent impuissantes à remédier aux progrès du mal, et que le bras séculier dut intervenir.

(1) Voir surtout : *Carolus Molinæus* (Charles Dumoulin), *In regulas Cancellariæ*, in-4°, Lyon, 1552, et Pérard Castel, Paris 1680. *Paraphrase du Commentaire de Dumoulin*.

(2) Elles sont rapportées notamment : Thibault. *Preuves*, p. 5. — Lacombe. *Preuves*, p. 1.

§ 1

RÈGLE « DE INFIRMIS RESIGNANTIBUS » (1)

La règle « *de infirmis resignantibus* » décidait que si un bénéficiaire résignait son bénéfice étant malade, sa résignation ne serait valable, qu'au cas où il survivrait de vingt jours à l'admission de celle-ci en Cour de Rome. S'il mourait dans cet intervalle de vingt jours, la résignation qu'il avait faite était nulle, et le bénéfice réputé vacant par mort de même que s'il n'avait pas été résigné.

La règle « *de infirmis* » n'avait pas lieu à l'égard des provisions des collateurs ordinaires (arrêt du 2 mars 1585). C'est, du reste, facile à comprendre, puisqu'elle n'avait été admise qu'en haine des résignations *in favorem*, lesquelles, comme l'on sait, ne pouvaient être faites qu'entre les mains du Pape. Il était reçu en France que le Pape pouvait déroger à la règle des vingt jours; et de fait, dans toutes les provisions accordées sur résignations à des bénéficiaires français, la formule dérogatoire était devenue de style. Dans les pays d'obédience il n'en était pas de même, et des arrêts de la Cour souveraine de Nancy jugèrent que la règle des vingt jours ne souffrait pas de dérogation en Lorraine (2).

On trouve dans notre règle l'origine première de ce principe du droit français moderne, que tout contrat de rente viagère est nul s'il a été passé dans les vingt jours qui pré-

(1) *Sive de viginti diebus*. Elle fut reçue au Parlement le 27 août 1492.

(2) Thibault. *Op. cit.*

cèdent le décès du stipulant; alors que ce décès est causé par la maladie dont le crédientier était déjà atteint lors du contrat. — (Code civil. Art. 1975).

§ 2

RÈGLES « DE VERISIMILI NOTITIA OBITUS ET DE IMPETRANTIBUS
BENEFICIA VIVENTIUM »

La règle « *de verisimili notitiâ obitus* (1) » requérait, qu'entre la mort du bénéficiaire dont le bénéfice était ainsi vacant, et la date des provisions obtenues par son successeur, il y eût un temps suffisant pour que la nouvelle de cette mort eût pu venir à la connaissance du nouveau titulaire et pour que celui-ci eût le temps de faire le voyage de l'endroit où le bénéficiaire était mort jusqu'à celui où se trouvait le collateur. Faute d'un temps suffisant, le pourvu était censé avoir couru son bénéfice durant la vie du bénéficiaire et ses provisions étaient nulles.

La règle « *de impetrantibus beneficia viventium* » avait pour objet d'empêcher qu'on ne demandât et qu'on n'obtînt comme vacant par mort le bénéfice d'un homme encore vivant. Quoique d'une application plus large que la règle précédente, elle avait le même but et produisait les mêmes effets. Elle portait en substance que si quelqu'un postulait un bénéfice quelconque et en obtenait des provisions, en fon-

(1) Reçue et enregistrée au Parlement de Paris le 10 novembre 1493, non comme règle de chancellerie, dit Dumoulin, mais comme une loi dictée par la raison et l'équité naturelle.

dant sa demande sur la fausse affirmation de la mort du bénéficiaire, et que, par la suite, le bénéfice vint à vaquer véritablement par la mort de ce titulaire, le nouveau pourvu serait en tous cas inhabile à posséder le bénéfice.

Le Pape ne pouvait, sous aucun prétexte, déroger aux deux règles susdites; toute dérogation de sa part eût été considérée comme violant les libertés de l'Église gallicane. Pour comprendre ces deux règles, il faut se rappeler que le Pape avait droit de prévention sur tous les collateurs ecclésiastiques. Lors donc qu'un clerc à la recherche de bénéfices apprenait la maladie d'un bénéficiaire, il expédiait à Rome un courrier extraordinaire chargé de demander le bénéfice pour lui, de prendre date, ou pour exprimer plus clairement la chose, de toucher barre à la date de son arrivée à Rome, sur le bénéfice. Puis, après la mort du bénéficiaire, le candidat se faisait délivrer ses provisions à la date retenue. Il arrivait ainsi que le nouveau pourvu obtenait ses provisions alors que le bénéficiaire précédent était encore en vie. Cette course ambitieuse des bénéfices était odieuse à nos anciens juristes, et sous leur plume, ils ne trouvaient pas d'apostrophe assez violente pour la flétrir. Vaillant (1), sur la règle « *de verisimili notitiâ* » s'écrie : « *Hæc corvina sollicitudo impetrantium beneficia viventium merito damnatur; si vultur es, cadaver* » « *expecta* ».

On pourrait être tenté de croire que les violations de ces règles de chancellerie devaient être peu fréquentes; mais, que l'on ouvre, sur la question, un recueil de jurisprudence et l'on sera vite détrompé. La fraude, en ces matières, était

(1) Antoine Vaillant, avocat au Parlement de Paris, vivait à la fin du XVIII^e siècle, et fut chargé d'examiner, avant leur impression, les ouvrages posthumes de Pérard Castel. On ne le connaît guère que par les notes qu'il ajouta aux observations de Louët sur le commentaire des règles de la chancellerie romaine de Dumoulin.

d'un usage si courant que les rois de France durent intervenir. Les coureurs de bénéfices ne se gênaient pas, en effet, soit pour affirmer faussement dans leurs requêtes la mort des bénéficiers, violant ainsi les règles *de verisimili notitiâ* et *de impetrantibus*, soit à l'inverse, pour cacher cette mort et tourner par ce moyen la règle *de viginti diebus*. Dans les procès que ces pratiques suscitèrent, l'on vit fréquemment des arrêts ordonner l'exhumation des corps des bénéficiers décédés; et cette procédure démontra quelquefois que les intéressés avaient fait disparaître les cadavres, ou que, pour pouvoir les conserver plus longtemps sans leur donner la sépulture, ils les avaient salés après avoir remplacé les entrailles par des étoupes (1).

Les ordonnances de François I^{er} de 1539 (2) et de Louis XIV du 9 février 1657 (3) furent publiées pour mettre un terme à ces abus.

§ 3

RÈGLE « DE PUBLICANDIS RESIGNATIONIBUS (4) »

La règle « *de publicandis resignationibus* » obligeait les résignataires pourvus en cour de Rome, à publier leurs résignations et à prendre possession de leur bénéfice dans un délai de six mois; et les pourvus par l'Ordinaire, à remplir

(1) Perard Castel. *Paraphrase de Dumoulin*, p. 583. — Guyot. *Répertoire*. Verbo : cadavre.

(2) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 76. — Dupuy. *Sur Pithou*, p. 263.

(3) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 155. — Dupuy. *Sur Pithou*, p. 465.

(4) Elle était depuis longtemps admise dans la pratique, en France, lorsqu'elle fut adoptée par l'édit de 1637 (art. 17) et la déclaration de 1646 (art. 3).

les mêmes formalités dans un délai d'un mois ; le tout à compter du jour des provisions. Le non-accomplissement de ces prescriptions entraînait la nullité de la résignation si le résignant venait à décéder dans l'intervalle des six mois ou du mois.

La prise de possession, la publication de la résignation et la publication de la prise de possession devaient être faites solennellement ; les formalités variaient suivant les pays et suivant la nature des bénéfices, mais, en général, le ministère des notaires apostoliques était nécessaire. Pour les cures, les publications se faisaient au prône de l'église paroissiale, ou un jour de foire devant le peuple assemblé sur la place du marché, ou au siège du présidial.

§ 4

RÈGLES « DE IDIOMATE ; DE TRIENNALI POSSESSIONE ; DE EXPRIMENDO VALORE IN IMPETRATIONIBUS »

Dans la règle « *de idiomate* », les Souverains-Pontifes déclaraient que nul ne pourrait, par mandats ou expectatives, obtenir des provisions d'une église paroissiale, s'il ne parlait la langue du pays où cette église se trouvait.

La règle de chancellerie « *de triennali possessione* » est plus connue en France sous le nom de règle « *de pacificis possessoribus* », qu'elle porte dans les titres des chapitres de la Pragmatique Sanction et du Concordat. En vertu de cette règle, le possesseur d'un bénéfice qui en aura joui paisiblement et sans procès pendant trois ans ne pourra, si du moins il a un titre coloré, être inquiété ni au possessoire ni

au pétitoire sous quelque prétexte que ce soit, à moins qu'un cas de force majeure n'ait empêché d'agir celui qui se prétend titulaire du bénéfice.

Le titre coloré répondait à notre juste titre actuel. Rebuffe (*Traité de pacificis possessoribus*, num. 32 et 33) en a donné la meilleure définition que nous connaissions : « *Coloratus* » « *dicitur titulus, quando est habitus ab eo qui habet potestatem* » « *conferendi seu eligendi, sive de jure communi sive speciali ;* » « *et nisi obstitisset aliquod impedimentum, fuisset justus ; et* » « *dicitur coloratus, id est figuratus, quia tantum habet figuram* » « *tituli.* »

Enfin la règle « *de exprimendo valore in impetrationibus* » ordonnait que, dans les lettres de demande d'un bénéfice, dans ce que l'on appelait l'*impetratio*, on exprimât le véritable revenu annuel du bénéfice. Par le moyen de cette règle, les bureaux romains étaient mis à même de savoir si le bénéfice impétré était soumis ou non aux réserves apostoliques au point de vue de la collation, et la chambre apostolique de juger si l'annate était due (1).

(1) Il est à peine utile de répéter que cette règle n'était pas admise en France.

CHAPITRE VII

Pragmatique Sanction, Concordats et Indults

§ 1

PRAGMATIQUE SANCTION (1)

Bien que, suivant une opinion généralement acceptée, la Pragmatique Sanction de Bourges ait été implicitement abrogée par le Concordat de 1516, et que ses décrets n'aient plus eu lieu, en principe, d'être appliqués aux bénéfices ecclésiastiques à l'époque où nous nous plaçons pour étudier ces derniers, l'importance de ce règlement fut trop grande pour que, dans un exposé même aussi sommaire que le nôtre des matières bénéficiales, nous les passions sous silence. Au reste, les articles de la Pragmatique qui n'étaient pas contraires à ceux du Concordat, ou qui réglaient des ques-

(1) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, pp. 27 et suiv. — Dupuy, *Sur Pithou*, tome II, pp. 6 et suiv. — *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 8 et suiv. — *Ordonnances des Rois de France de la 3^e race*, de Villevaut et de Breccigny, tome XIII, pp. 267 et suiv.

tions laissées de côté par ce traité, furent toujours reçus en France et plusieurs ordonnances et arrêts des Parlements les confirmèrent.

Les Conciles de Constance et de Bâle, qui se succédèrent à quelques années d'intervalle, s'étant produits en plein schisme d'Occident, leurs décrets se ressentirent de la situation anormale de la Papauté, et furent, surtout ceux du Concile de Bâle, dirigés presque exclusivement contre cette puissance. Les fameuses libertés de l'Église gallicane sont fondées en grande partie sur les décisions prises dans ces deux Conciles. Les tendances françaises étant conformes à l'esprit du Concile de Bâle, ce fut avec empressement que Charles VII accueillit les ambassadeurs qui lui en apportaient les premiers décrets. Il assembla, à cette occasion, à Bourges, les grands de son royaume, tant ecclésiastiques que séculiers, et leur soumit les décrets du Concile. Des discussions auxquelles cette communication donna lieu, sortit la Pragmatique Sanction — le rempart de l'Église gallicane, comme on l'a appelée — qui, reproduisant les décrets du Concile de Bâle, modifiés seulement sur quelques points de détails, et sanctionnée par le roi le 7 juillet 1438, fut publiée dans un édit enregistré au Parlement le 13 juillet 1439.

Les Papes n'acceptèrent pas sans répugnance la Pragmatique Sanction. Eugène IV que la France reconnut toujours pour Pape légitime, bien que le Concile de Bâle l'eût déposé et eût élu à sa place l'antipape Félix V, ne cessa d'adresser demandes sur demandes au roi pour empêcher la Pragmatique d'être exécutée ; il ne réussit pas dans ses tentatives. Pie II fut plus heureux, car il obtint de Louis XI l'abrogation expresse de la Pragmatique (1), mais le Parlement refusa

(1) Le 27 novembre 1461. *Ordonnances des Rois de la 3^e race*, tome XV, pp. 103 et suiv.

d'enregistrer celle-ci et Louis XI rapporta son décret en 1479. Paul II, successeur de Pie II, revint à la charge auprès de Louis XI, et, comme son prédécesseur, obtint des lettres d'abolition, mais, cette fois encore, le Parlement refusa de céder, soutenu qu'il était par toute l'Université mêlée à la lutte. Charles VIII et Louis XII firent observer exactement la Pragmatique, mais Rome n'abandonna jamais ses réclamations et porta ses réclamations au Concile de Latran, commencé sous Jules XII et terminé sous Léon X. Le Concile ordonna que tous ceux qui s'opposeraient à l'abrogation de la Pragmatique seraient appelés devant lui pour y déclarer leurs moyens d'opposition. Sur ces entrefaites, Louis XII mourut et François I^{er}, victorieux à Marignan, ayant reçu une nouvelle citation devant le Concile, termina le différend par le Concordat dont nous parlerons plus loin.

Le titre premier de la Pragmatique fut précisément la cause de l'hostilité de Rome contre ce règlement ; ce fut contre lui que, jusqu'au Concordat, la Papauté ne cessa de lutter. Il faut dire qu'il était bien de nature à soulever les colères des ultramontains, car, reproduisant *in extenso* les décrets des Conciles de Constance et de Bâle, il ordonnait la tenue, de dix ans en dix ans, de conciles généraux et œcuméniques, et proclamait la supériorité de ces conciles sur le Pape. Le gallicanisme triomphait dans ses revendications les plus chères.

La plupart des autres questions tranchées par la Pragmatique, à l'exception de celles contenues dans le titre deuxième que nous allons étudier, ayant été par nous indiquées ou exposées au fur et à mesure des explications que nous avons été amené à donner sur la collation et la vacance des bénéfices, sur les réserves et les expectatives, nous n'avons pas ici à les rappeler de nouveau.

Dans son titre deuxième sur les élections, faisant siens les

décrets des sessions XII^{me} et XXIII^{me} du Concile de Bâle, la Pragmatique Sanction, après avoir rappelé que les canons de l'Église ordonnaient aux églises, collèges et couvents de se choisir par élection un supérieur, fit défense aux Souverains-Pontifes de pourvoir eux-mêmes aux vacances de toutes églises métropolitaines, cathédrales, collégiales ou monastères, si ces églises et monastères ne relevaient pas immédiatement du Saint-Siège. Puis elle régla les formalités solennelles à observer dans les élections des évêques et des abbés, et les qualités exigées à la fois des électeurs et des élus ; elle interdit à toutes personnes ecclésiastiques ou laïques d'intervenir dans les élections, et posa les conditions sous lesquelles la consécration serait donnée à l'élu.

Les élections, dès l'origine du christianisme, avaient été le mode généralement employé pour pourvoir aux offices ecclésiastiques et aux bénéfices vacants ; de même que les religieux élisaient leurs abbés, de même le clergé séculier et le peuple élisaient leurs évêques et leurs pasteurs. Il faut bien le dire, ce mode de procéder pouvait présenter des inconvénients, mais en réalité il était de beaucoup le plus naturel et les sympathies de tous les fidèles se portèrent toujours vers lui. Aussi l'ancienne Église de France ne cessa-t-elle de le protéger contre les entreprises des rois qui cherchèrent souvent à s'en rendre maîtres, et de protester contre les prétentions des ultramontains trop enclins à le méconnaître et à favoriser la main-mise des Papes sur tous les bénéfices.

Mais dès le XII^e siècle, « *il se forma une grande confusion dans les élections aux prélatures ; chaque Eglise particulière se faisait des règles et se prescrivait des formalités qu'elle changeait suivant que pouvait l'exiger le succès des brigues et des sollicitations qui prévalaient* » (*Mémoires du Clergé*, tome XII, § cxix). Aussi le pape Innocent III, au Concile

de Latran de 1215, eut-il soin, pour empêcher ces désordres, de faire publier une règle dont on ne put s'écarter. Cette règle qui forme le 24^e canon « *de electione faciendâ per scrutinium vel compromissum* » du Concile, a été insérée par Grégoire IX dans ses décrétales (*liber. 1, tit. 6 de electione et electi potestate*). Appelée, des deux mots par lesquels elle commence, du nom de règle du chapitre « *quia propter* », elle est importante et revient si souvent dans les discussions, sous la plume de nos canonistes et de nos anciens jurisconsultes, qu'il est nécessaire d'en dire quelques mots (1).

Aux termes de ce 24^e canon du Concile, deux formes différentes d'élection étaient admises : par scrutin « *per scrutinium* », ou par compromis « *per compromissum* ». (Il y avait compromis lorsque les votants, déléguant leurs pouvoirs à certains d'entre eux, se déchargeaient sur ceux-ci du soin de choisir l'élu). Le même chapitre « *quia propter* » déclatait également valable le choix unanime, que, sans procéder à une véritable élection et par suite d'une sorte d'inspiration divine, les votants portaient sur la même personne; on doit ajouter (ce que tous les auteurs n'ont pas fait), que la règle du chapitre « *quia propter* » s'appliquait seulement au cas où il avait y lieu de pourvoir par élection à la vacance d'un bénéfice, dont, par suite de cette vacance, l'Église était considérée comme veuve « *per quorum vacationem Ecclesia viduata dicitur* ». Les seuls bénéfices, dans lesquels la mort ou la démission de leur titulaire produisait cet effet, étaient les prélatures (évêchés, abbayes) et les premières dignités des églises cathédrales et collégiales en possession d'exercer une juridiction générale ecclésiastique, en un mot, les bénéfices qu'on appelait proprement électifs « *pure electiva* », c'est-à-dire les bénéfices électifs confirmatifs.

(1) Rapportée : *Mémoires du Clergé*, tome XII, pp. 1181 et suiv.

Quant aux bénéfices électifs collatifs, tels que les doyennés ou canonicats des chapitres, ils demeuraient complètement en dehors de la sphère d'application de la règle, laquelle cependant leur était quelquefois appliquée.

Dans les pays d'obédience, en Lorraine et dans les évêchés soumis au Concordat germanique, la règle du chapitre « *quia propter* » fut strictement observée tant que ces pays conservèrent leur droit ecclésiastique à part ; mais du jour où le concordat français leur fut appliqué, les élections étant supprimées par ce concordat, sauf pour certaines prélatures inférieures, quelques églises cathédrales et collégiales demeurées électives confirmatives et les abbayes chefs d'ordres, la règle du chapitre « *quia propter* » devint pour eux lettre morte (1).

La partie finale du titre deuxième de la Pragmatique, si elle n'est pas la partie la plus importante de celle-ci, en est certainement l'une des plus intéressantes. L'assemblée de Bourges, sans doute sollicitée par le roi, y déclara en effet qu'elle croyait que ce ne serait pas chose répréhensible, si le roi ou les princes de son royaume usaient de prières auprès des électeurs pour recommander des personnes méritantes et pleines de zèle pour le bien de l'Etat et du Royaume, « *pro personis benemeritis et zelantibus bonum reipublicæ, regni et delphinati* ». L'espace nous manque pour exposer la manière dont les souverains profitèrent de cette tolérance, mais ce serait une étude curieuse et facile à faire, car les documents abondent, que celle qui montrerait les rois de France et les souverains des pays d'obédience, s'ingéniant pour faire élire le candidat qu'ils préféreraient, et quelquefois par prières et souvent par menaces, exerçant leur pression sur les électeurs. Les faits nous prouvent, au surplus, que ces

(1) Manuscrit n° 126 de la Bibliothèque de la ville de Nancy.

manœuvres réussissaient et que le candidat recommandé était généralement élu.

§ 2

CONCORDAT GERMANIQUE. (1)

Les Conciles de Constance et de Bâle n'eurent pas seulement un grand retentissement en France, ils étendirent encore l'influence de leurs décrets sur l'Allemagne tout entière. Aussi, dès 1440, les princes allemands essayèrent-ils d'obtenir du Pape Eugène IV l'aveu officiel de la reconnaissance des décrets des deux Conciles. Eugène IV résista, et comme les vues personnelles de l'empereur Frédéric III et ses intérêts le portaient plutôt à soutenir le Pape dans ses décisions, il s'éleva alors en Allemagne, entre empereur, Pape et princes, des difficultés que nous n'avons pas à retracer, mais qui aboutirent en fin de compte à la conclusion à Vienne, en 1448, du Concordat qui fut le Concordat germanique. Nicolas V, successeur d'Eugène IV, et l'empereur Frédéric III, tant en son nom qu'au nom des princes d'Allemagne, signèrent le traité (2).

Le Concordat germanique portait sur quatre chefs principaux : 1° réserve par le Pape de la collation de toutes dignités, offices, cures venant à vaquer par incompatibilité, et de tous bénéfices quels qu'ils fussent, dont les titulaires viendraient à décéder *in curia*, 2° approbation des élections pour les églises métropolitaines et cathédrales non immédiatement

(1) Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome XI, pp. 1815 et suiv. — Lacombe *Preuves*, p. 44. — Dupuy, *Sur Pithou*, p. 152, tome II.

(2) *Mémoires du Clergé*, tome XI, p. 1810. — Lacombe. Verbo : Concordat germanique.

sujettes au Saint-Siège, et pour les monastères (abbayes, prieurés conventuels) même dépendant immédiatement de celui-ci, sous réserve toutefois de la confirmation de l'élection par le Pape ; 3^o partage de l'année entre le Pape et les collateurs ordinaires, pour la collation des bénéfices. Le Pape et les Ordinaires jouiront alternativement de mois en mois du droit de collation, étant expliqué toutefois que les premières dignités des églises cathédrales et collégiales sont exceptées de l'alternative, et sont, comme auparavant, conférées par qui de droit ; 4^o imposition de l'annate sur toutes les églises cathédrales et tous les monastères d'hommes sans exception, et sur toutes autres dignités, personats, offices, bénéfices réguliers ou séculiers quelconques produisant un revenu d'au moins vingt-quatre florins d'or de la chambre (1).

Plusieurs églises de France étaient régies par le Concordat germanique (2). En suivant l'ordre des dates, nous trouvons que l'évêché de Metz, le premier de tous, fut, sur la demande de son chapitre et par bulle de 1450, déclaré soumis à ce Concordat ; un édit de Charles-Quint, du 9 février 1554, étendit ensuite la même mesure à l'archevêché de Cambrai dans les Flandres, un autre à l'archevêché de Besançon ; enfin, sur les instances de leurs chapitres qui redoutaient, à la suite d'une annexion possible à la France (celle-ci se réalisa au traité de Cateau-Cambrésis), de se voir imposer le Concordat français, l'évêché de Verdun, par bulle de Léon X, de 1519, et l'évêché de Toul, mais seulement en 1544, par bulle de Paul III, obtinrent des amplexions, ou indults ampliatifs, les associant au même Concordat (3). Remar-

(1) Note 2, p. 86.

(2) L'Alsace était soumise au Concordat germanique avant d'être unie à la couronne de France. Ce Concordat continua d'y être appliqué sans modifications, après l'annexion. — *Répertoire de Guyot*, tome IV, p. 363.

(3) Lacombe. Verbo : Concordat germanique.

quons, toutefois, que c'étaient seulement les évêchés et leurs territoires propres qui étaient déclarés sujets au Concordat germanique; leurs diocèses en furent formellement exclus. Ainsi la Lorraine, qui presque en totalité, faisait partie des diocèses de Verdun et de Toul, resta soumise au Concile de Trente et aux réserves apostoliques, comme les autres pays d'obédience.

Nous verrons plus loin, en étudiant les indults pontificaux, quelle devint la situation de ces évêchés, lorsque le régime français leur fut appliqué.

§ 3

CONCORDAT DE BOLOGNE (1)

François I^{er}, dès le début de son règne, voulant faire cesser les embarras que créait, entre le Saint-Siège et la France, l'application partielle et contestée de la Pragmatique Sanction de Bourges, et sur la citation à lui adressée de comparaître devant le Concile de Latran, régla, dans une entrevue qui eut lieu à Bologne, le 11 décembre 1515, entre le Pape Léon X et lui, les bases premières du Concordat. Les négociations du traité furent ensuite confiées au chancelier de France, Duprat, et à deux cardinaux italiens; la conclusion définitive en eut lieu le 18 août 1516.

Dès qu'on connut la clause principale du traité relative à la suppression des élections, le Concordat provoqua les plus vives

(1) Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 88 et suiv. — Lacombe. *Preuves*, pp. 54 et suiv. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, pp. 57 et suiv. — Du Perray. *Observations sur le Concordat*.

colères du parti gallican. Le Parlement refusa de l'enregistrer ; l'Université en appela à un Concile national et défendit aux libraires de le publier ; deux années durant, les sommations du roi vinrent se briser contre la résistance obstinée de ces deux grands corps. Mais enfin, la contrainte et la force vinrent à bout des difficultés, et le Parlement, le 22 mars 1518, dut, à la suite d'un lit de justice, procéder à la formalité nécessaire qu'on exigeait de lui. Nous ne rapporterons pas ici les diverses réglementations que le Concordat apporta dans les matières bénéficiales ; nous les avons suffisamment exposées pour chaque sujet particulier. Nous nous contenterons de faire connaître les modifications radicales qu'il apporta dans la manière de pourvoir aux grands bénéfices.

La Pragmatique Sanction avait imposé les élections à toutes les églises du royaume ; le Concordat les supprima. Son titre III, intitulé « *de regiâ ad prælaturas nominatione* (1) », défendit, en effet, qu'il fût pourvu par élections aux vacances des églises cathédrales et des églises métropolitaines, des abbayes et des prieurés conventuels, dans lesquels on avait jusqu'alors suivi les formalités du chapitre « *quia propter* », et accorda au roi de France, sous la seule obligation de faire confirmer son choix par le Pape, le droit exclusif de nommer à ces dignités. Cette mesure était un coup mortel porté à l'indépendance et à la vitalité de toutes ces églises ; aussi, celles-ci, se sentant soutenues par le Parlement et par l'Université, protestèrent-elles avec véhémence ; elles refusèrent d'accepter les nominations faites par le roi et continuèrent, comme par le passé, à procéder aux élections lorsque des vacances se produisirent. Elles s'appuyèrent dans

(1) Voir le texte dans le traité lui-même et la traduction dans Durand de Maillane. *Libertés de l'Église gallicane*, tome II, pp. 549 et suiv.

leur résistance sur la troisième partie (dite : « *per præmissa* » des deux mots par lesquels elle commence) du titre « *de regiâ ad prælaturas nominatione* ». Cette troisième partie, retirant véritablement d'une main au roi ce que les deux premières parties venaient de lui donner de l'autre, déclarait que les églises, abbayes et prieurés, qui pourraient justifier, par titres émanés du Saint-Siège, avoir joui jusqu'alors du droit d'élection, seraient confirmés dans la possession de ce droit. Toutes les églises et tous les monastères de France produisirent des titres à l'appui de leurs revendications. Le succès du Concordat paraissait compromis sur ce point. Mais, François I^{er}, sur la demande qu'il en fit au Pape Clément VII, obtint le 9 juin 1531 (1), une bulle lui accordant, sa vie durant, la suspension de la troisième partie, « *per præmissa* », du titre III du Concordat. Le roi accepta cette bulle et la fit enregistrer au Parlement de Paris. Dès lors, toutes résistances devinrent inutiles. Les Papes Jules III, Marcel II, Paul IV et Pie IV, ayant accordé successivement de semblables indults à Henri II, François II et Charles IX (2), l'on considéra « *qu'après ces concessions réité-*
« *rées, les nominations de nos rois avaient passé en droit*
« *ordinaire, à l'exception de la nomination aux abbayes chefs*
« *d'ordres* » (*Mémoires du clergé*, tome XI).

Les abbayes, qui ne pouvaient plus soutenir par des moyens juridiques la lutte contre la nomination royale, essayèrent de tourner par la ruse la difficulté. C'est ainsi que, pour parvenir à leur but, les religieux de l'ordre de saint Benoît réformèrent en apparence les règles de leur ordre ; ils substituèrent à la nomination perpétuelle des abbés

(1) Rapportée : Lacombe. *Preuves*, p. 71.

(2) Rapportés en partie : Lacombe. *Preuves*, p. 103.

des administrations temporaires de trois ans ; puis, en termes généraux, ils soumirent ces modifications à l'approbation du roi et à celle du Pape, obtinrent le consentement de l'un et de l'autre, et firent enregistrer au Grand Conseil les actes d'autorisation. Mais François I^{er}, instruit de cette surprise, revint sur sa détermination et par déclaration du 9 août 1542, interdit cet abus.

Le Concordat de 1516 fut appliqué en France, sans modification, jusqu'en 1790 (1).

§ 4

INDULTS

Le Concordat de Bologne avait réglé la situation des bénéfices des provinces déjà françaises au moment de sa signature, mais il n'avait en aucune façon expliqué quelle serait la législation à appliquer aux provinces que des conquêtes futures pourraient réunir à la couronne. Il y avait là, dans le traité, une lacune susceptible de causer les inconvénients les plus sérieux. On tenait, en effet, pour maxime en France, du moins les parlements soutenaient cette thèse que le Concordat était applicable au royaume tout entier, non seulement dans son état en 1516, mais encore avec tous les accroissements qu'il recevrait dans la suite. Le mot « *regnum* », employé dans le traité, servait de base à toute cette argumen-

(1) Il serait intéressant de rechercher si le Concordat germanique était meilleur pour l'Allemagne que le Concordat français pour la France. Nous ne pouvons qu'indiquer la question dont l'examen nous ferait sortir des limites que nous nous sommes tracées.

tation. Rome, au contraire, combattait cette prétention et soutenait que dans l'intention des parties contractantes, le mot « *regnum* » ne s'appliquait qu'aux seuls pays de France qui ne jouissaient pas d'un droit ecclésiastique à part et faisaient, en 1516, partie de ce que l'on appelait l'Église gallicane. Il semble bien que dans ce débat c'étaient les ultramontains qui avaient raison. Quoi qu'il en soit, les rois de France, en apparence du moins, abandonnèrent leur prétention qu'il eût été peut-être téméraire de soutenir ; ils transigèrent, et au fur et à mesure de leurs conquêtes, ils demandèrent et obtinrent des souverains Pontifes des indults étendant les dispositions du Concordat à chaque province nouvellement annexée.

Citons les principaux de ces indults : Pour la Bretagne, dès le 3 octobre 1516 (1), une bulle de Léon X accordait à François I^{er} la nomination aux archevêchés, évêchés et autres bénéfices consistoriaux. Pour Toul, Metz et Verdun, un indult d'Alexandre VII du 11 décembre 1664 (2), vérifié au Grand Conseil le 25 janvier 1670, donnait à Louis XIV, sa vie durant, le droit de nommer à ces trois évêchés ; puis, par bulles du 23 mars 1668 (3), Clément IX déclara que l'indult précédent serait étendu aux successeurs du roi, et qu'il comprendrait, avec les évêchés, tous les autres bénéfices, consistoriaux ou non, situés dans leurs territoires. (Nous avons déjà fait remarquer qu'il fallait bien se garder de confondre ici territoires avec diocèses.) Pour Arras et les Pays-Bas, indult du 9 avril 1668 (4) ; enfin pour les bénéfices des pays cédés

(1) Rapportée : *Preuves*, p. 69.

(2) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 160. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 117. — Thibault, *Lois bénéficiales de Lorraine*, *Preuves*.

(3) Rapportées : Lacombe. *Preuves*, p. 169. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 120. — Thibault. *Op. cit.*, *Preuves*.

(4) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 172. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 133.

par le traité de Nimègue, indult d'Innocent XI du 20 mai 1686 (1).

Dans tous les pays, qui, avant l'octroi de ces indults, étaient soumis au Concordat germanique, ainsi pour les évêchés de Toul, Metz et Verdun, les rois de France déléguataires des pouvoirs du Pape exercèrent désormais deux droits principaux : l'alternative et la réserve. En vertu de l'alternative ils conférèrent tous les bénéfices, quels qu'ils fussent, pendant les six mois réservés au Saint-Siège ; en vertu de la réserve, ils eurent également, au lieu et place de ce dernier, la collation en tout temps des premières dignités des églises. Les officiers de la daterie (2) romaine voulurent bien prétendre que les indults n'accordaient aux rois que la nomination aux bénéfices venant à vaquer par mort, et non à ceux qui vauqueraient par résignation, ces derniers devant rester à la collation du Pape ; mais leur opinion ne prévalut pas, les termes mêmes des bulles pontificales indiquant bien que les droits du roi n'étaient pas restreints aux seuls cas de vacance par mort et qu'ils pouvaient s'appliquer en toutes autres circonstances, à l'exception toutefois des cas de vacance « *in curiâ* (3). »

(1) Rapporté : Lacombe. *Preuves*, p. 208. — Dupuy. *Sur Pithou*, tome II, p. 145. — Il y eut encore d'autres indults accordés au roi de France pour les évêchés d'Elne, de Perpignan, de la Flandre française, de Franche-Comté, de Tournay, etc.

(2) Daterie. La daterie était celle des chambres de la curie romaine où s'administraient les grâces ; elle expédiait les affaires résolues par le Pape en dehors du consistoire et qui n'appartenaient pas à la « *Signature de Justice* » : collations des bénéfices réservés au Saint-Siège, coadjutoreries, dispenses de mariage, etc.

(3) Répétons encore une fois que les indults d'Alexandre VI et de Clément IX, de 1664 et 1668, ne concernaient que les territoires seuls des Trois-Évêchés (Toul, Metz, Verdun). Le roi de France n'obtint que le 15 janvier 1740 un indult de Clément XII, lui accordant la nomination aux bénéfices consistoriaux de la Lorraine proprement dite.

CHAPITRE VIII

Les Notaires apostoliques et les Banquiers expéditionnaires en Cour de Rome.

§ 1

DES NOTAIRES APOSTOLIQUES

Aux époques troublées du moyen âge, l'instruction disparue de partout, avait trouvé un dernier refuge parmi les personnes de l'état ecclésiastique. Les parties qui passaient un contrat et voulaient que le témoignage en fût conservé par l'écriture, se trouvaient obligées de s'adresser aux évêques pour en faire dresser l'instrumentum. Il se forma dès lors, dans chaque diocèse, un petit collège de clercs ou scribes auxquels l'évêque délégua exclusivement la mission de rédiger les actes. C'est dans cette institution ecclésiastique que se trouve l'origine première de notre notariat actuel.

Lorsque, sous le règne de Saint-Louis, en 1270, le premier corps de notaires royaux eut été créé, les fonctions des scribes de l'évêque se trouvèrent forcément restreintes à la

rédaction des actes concernant les églises ; mais comme ces actes étaient encore nombreux, à cause de l'importance extrême de l'Église en tant que puissance temporelle et de la multiplicité des conventions auxquelles donnaient lieu les bénéfices, les scribes ecclésiastiques n'en continuèrent pas moins à former une corporation assez considérable, et sous le nom de notaires apostoliques qu'on leur donna dans la suite, virent leurs attributions et leur mode de recrutement réglementés par nos rois.

Il est vraisemblable que, pendant très longtemps, les notaires apostoliques furent compétents pour rédiger toutes sortes de contrats. L'ordonnance de Mathieu II, duc de Lorraine, rendue en 1232 (1), et portant création de notaires tabellions, est fondée précisément sur la nécessité de s'opposer aux prétentions des notaires apostoliques qui rédigeaient tous les actes et les scellaient du scel de leurs juridictions et cours épiscopales. Diverses coutumes autorisaient également, sous certaines conditions, les notaires apostoliques à exercer leur ministère en matière civile. C'est ainsi que la coutume d'Angoumois, réformée en 1514, portait dans son article 39 (2) que les notaires de cour d'église ne pourraient passer entre laïques aucun contrat de choses concernant temporalité et réalité, sinon en la compagnie d'un notaire laïque. C'est ainsi encore que bon nombre de coutumes permettaient aux notaires apostoliques de recevoir les testaments de toutes sortes de personnes, et que, même dans le ressort des coutumes qui n'admettaient pas expressément que les testaments fussent reçus par de tels notaires, les cours,

(1) Rapportée ; de Rogéville. *Dictionnaire des Ordonnances*. Verbo : notaires, tome II, p. 165.

(2) Bourdot de Richebourg. *Nouveau Coutumier général*, tome IV, p. 843.

pendant longtemps, jugèrent valables les testaments faits de cette façon.

Il faut arriver au règne de Charles VIII pour trouver une ordonnance royale, elle est de 1490, défendant à tous laïques de faire passer et recevoir leurs contrats par les notaires apostoliques ou épiscopaux, en matière temporelle et profane, sous peine de nullité de ces contrats. Cette ordonnance fut confirmée par celle de François I^{er} du 29 août 1539 (1) (chap. 3, art. 6), qui condamna les contrevenants à dix livres d'amende (2).

Les notaires apostoliques, étant nommés par les évêques et archevêques, exerçaient leurs fonctions dans les diocèses de ceux de qui ils tenaient leurs fonctions. Mais comme leur compétence n'était pas territoriale, rien ne l'ayant fixée, ils prétendaient pouvoir instrumenter dans tous les diocèses. L'édit des petites dates de 1550 fit cesser cet état de choses en défendant aux notaires apostoliques, sous peine de faux et de nullité des contrats, d'exercer leur ministère hors des diocèses où ils auraient été reçus. Le même édit enjoignit aux évêques et archevêques de ne nommer notaires apostoliques que de bons et notables personnages et défendit aux cours souveraines et aux autres juges royaux, en jugeant du possessoire des bénéfices contentieux, d'ajouter foi aux actes de ceux de ces notaires qui n'auraient pas été examinés et reçus par les évêques, leurs vicaires ou officiaux et n'auraient pas prêté serment devant eux. Les notaires apostoliques durent aussi faire enregistrer aux cours épiscopales et présidiales leurs noms et surnoms, et la déclaration du lieu de leur résidence, et reproduire ces mentions dans leurs actes.

(1) Voir *supra*.

(2) Sur l'origine des notaires apostoliques. Voir : Brunet. *Le parfait notaire apostolique et procureur des officialités*, ch. xi, p. 51.

L'édit des petites dates, publié uniquement pour arrêter dans la mesure du possible les fraudes qui se pratiquaient dans la transmission des bénéfices, n'avait pas pu trancher toutes les questions et de nombreux abus subsistèrent. En 1637 (1), un édit de Louis XIII défendit à peine de faux aux notaires apostoliques de délivrer aux parties les minutes des procurations pour résigner et de tous actes qu'ils passaient en matière bénéficiale, et la déclaration d'octobre 1646 (2) renouvela les mêmes prohibitions. Mais ces sages mesures ne furent pas suivies et le préambule de l'édit de 1691 (3) nous apprend que les minutes des résignations continuant d'être remises aux parties, « *les titres des bénéfices sont par ce moyen rendus tellement incertains entre le résignant et le résignataire, qu'ils ne peuvent vaquer par la mort de l'un ni de l'autre et sont toujours conservés au plus vivant.* »

D'autres inconvénients résultaient encore de ce que les notaires apostoliques n'étant pas officiers royaux, les obligations et contrats qu'ils recevaient n'emportaient pas hypothèque et n'étaient pas exécutoires sous le scel de la juridiction ecclésiastique ; de plus, la plupart des actes de leur compétence pouvant être dressés concurremment avec eux par les autres notaires, les huissiers et les tabellions des seigneurs, leur emploi n'était pas suffisant pour leur donner le moyen de subsister ; enfin n'étant pas officiers en titre, ils n'étaient pas obligés de transmettre leurs minutes à leurs successeurs, ce qui pouvait donner lieu aux plus graves conséquences.

Cette situation exigeait une réforme que l'édit de 1691

(1) Voir *supra*.

(2) Voir *supra*.

(3) Voir *supra*.

accomplit. L'organisation du corps des notaires apostoliques fut radicalement changée. Désormais pourvus d'offices héréditaires et royaux, reçus par les baillis, sénéchaux et juges, les notaires apostoliques se trouvèrent à peu près indépendants des évêques ; et comme la fonction de gardes du petit scel avait été jointe à la leur, ils purent sceller eux-mêmes leurs contrats, ce qui permit à ces derniers d'emporter hypothèque et d'être exécutoires sans permission des juges. L'édit de 1691 donna encore aux notaires royaux apostoliques pouvoir de postuler dans les officialités et cours ecclésiastiques, et défendit aux procureurs des bailliages, sénéchaussées et autres sièges, même à ceux des juridictions des seigneurs, sous peine de nullité des procédures et de mille livres d'amende, de dorénavant occuper, plaider ou écrire devant ces tribunaux.

Dès lors les notaires apostoliques eurent le monopole de la rédaction de la plupart des actes en matières ecclésiastiques ; et l'édit porta contre les tabellions, huissiers ou sergents qui s'entremettraient pour passer les actes réservés aux notaires apostoliques, la peine de l'interdiction pendant six mois et une amende de mille livres.

En Lorraine, les Papes seuls créaient les notaires apostoliques. Thibault, qui écrivait dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, rapporte que de son temps encore on faisait revenir de Rome les brefs de nomination et que la seule formalité à remplir par le notaire qui venait d'être investi de sa charge, consistait dans un simple serment de fidélité à prêter entre les mains d'un prélat. Les notaires apostoliques de certaines autres provinces ou diocèses de France, conservèrent, par exception, les mêmes droits que ceux de Lorraine. C'est ainsi que sur la requête des députés du diocèse de Tournai, le Conseil d'état déclara, le 10 janvier 1693,

que l'édit de 1691 était inapplicable dans cet évêché, et que les notaires apostoliques diocésains seraient nommés comme auparavant.

§ 2

DES BANQUIERS EXPÉDITIONNAIRES EN COUR DE ROME (1).

Les banquiers expéditionnaires en cour de Rome, leur nom même l'indique, étaient établis pour solliciter l'expédition des provisions des bénéfices et des autres grâces qu'on pouvait obtenir du Pape. A l'origine et jusqu'à l'édit des petites dates de 1550 leur profession fut libre ; ils n'étaient soumis à aucun contrôle. Nous avons vu que cette situation exceptionnelle avait engendré les abus les plus graves, car étant assurés de l'impunité, les banquiers expéditionnaires se rendaient complices des fraudes des bénéficiers dans l'impétration, nous pourrions dire la course des bénéfices.

L'édit des petites dates est la première loi qui ait réglementé la profession des banquiers expéditionnaires, réglé les formes de leur réception, fixé leurs devoirs et limité leurs fonctions. On considéra donc qu'à proprement parler, la compagnie des banquiers expéditionnaires n'existait que depuis l'édit de 1550. C'est, du reste, à partir de la publication de cet édit que les banquiers expéditionnaires furent obligés : de prêter serment devant les juges royaux, de tenir bon et fidèle registre de tous les actes qu'ils rédigeaient, de prendre exactement tous les renseignements contenus dans

(1) *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 1303 et suiv.

les procurations *ad resignandum* (dates, noms et lieux de résidence des parties, des témoins et des notaires apostoliques), et de consigner le jour et l'heure de l'envoi fait par eux à Rome et de la réception par leur correspondant, de ces procurations. Ils durent aussi signer toutes leurs expéditions et faire, dans leurs actes, mention de leurs nom et demeure. Il fut également décidé que les personnes ecclésiastiques ne pourraient en aucun cas s'entremettre de l'état de banquier expéditionnaire, et que, pour exercer cette charge, il faudrait verser un cautionnement de trois mille livres.

Mais, pour être réglementées, les fonctions des banquiers expéditionnaires n'en restèrent pas moins dépourvues de tout caractère officiel. Aussi à plusieurs reprises, en 1607, 1615, 1629, 1633, Henri IV et Louis XIII voulurent-ils faire des banquiers expéditionnaires des officiers royaux pourvus en titre formé et héréditaire. Pour des raisons que nous ignorons le Parlement fut toujours hostile à ces innovations et refusa d'enregistrer les déclarations royales. Le clergé lui-même ne vit pas d'un bon œil l'ingérence du pouvoir civil en ces matières, et en 1633, à la suite de la dernière déclaration royale, les agents généraux du clergé présentèrent requête au roi disant que « *tant s'en faut que par cet édit pour l'établissement de ces banquiers, il soit pourvu aux abus et malversations des banquiers et sollicitateurs des expéditions en cour de Rome, qu'au contraire il leur est par icelui donné lieu et couverture pour les continuer impunément.* » Le roi, en conséquence, ordonna de surseoir à l'exécution de l'ordonnance.

Quatre ans plus tard en 1637 (1), une nouvelle déclara-

(1) Voir *supra*.

tion, connue sous le nom d'édit de contrôle, vint incidemment réglementer la profession des banquiers. Mais il semble que cet édit qui ne fut enregistré qu'après remontrances du parlement, et seulement sur lettres de jussion du roi, n'ait pas été appliqué sur ce point, car Louis XIV en 1673 (1) dut publier un nouvel édit lequel resta la loi fondamentale de la matière. L'édit de Louis XIV reproduisait la plus grande partie des dispositions de l'édit des petites dates et des autres déclarations que le mauvais vouloir du parlement n'avait pas laissé passer. Sa principale disposition fut d'ériger en titre formé et héréditaire un certain nombre d'offices de banquiers à Paris et dans les sièges des Parlements et présidiaux, et de défendre à tous autres banquiers (on les nommait matriculaires) de se charger à l'avenir d'aucun envoi à Rome, comme aussi aux particuliers, sous peine de mille livres d'amende, de se servir du ministère de ces derniers. Les banquiers matriculaires évincés résistèrent à la mesure prise ; pendant un certain temps ils continuèrent encore à solliciter à Rome, mais le roi tint la main à l'exécution de l'édit et les résistances disparurent à la suite de plusieurs arrêts de condamnation rendus au conseil d'état.

Dans les pays d'obédience, les banquiers expéditionnaires ne furent jamais soumis à une réglementation ; ils restèrent jusqu'à la Révolution ce qu'avaient été les banquiers français avant l'édit des petites dates.

Nous devons ajouter que les fonctions de banquiers furent plusieurs fois exercées par des jurisconsultes remar-

(1) Rapporté : *Mémoires du Clergé*, tome X, pp. 1346 et suiv.

quables ; quelques-uns d'entre eux, avocats éminents et canonistes distingués, nous ont laissé sur les matières bénéficiales des ouvrages d'autant plus précieux qu'aux commentaires de la théorie ils joignent l'exposé de la pratique ; ainsi de Pérard Castel et de Le Pelletier pour la France et de Thibault pour la Lorraine.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
GAVET.

VU PAR LE DOYEN :

E. LEDERLIN.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR,
A. GASQUET.

BIBLIOGRAPHIE

- A. COSTA (Jérôme, alias Richard Simon). — *Histoire des revenus ecclésiastiques*. — Francfort, 1684, in-12.
- ANDRÉ (revu par Wagner). — *Dictionnaire de droit canonique*. — Paris, 1894.
- ABRÉGÉ des *mémoires du clergé*. In-folio, Paris, 1716.
- BÉRAUD. — *Traité des Annates*. — Amsterdam, 1718, in-12. Cet ouvrage a été publié sans nom d'auteur.
- BONVALOT. — *Histoire du droit et des institutions de la Lorraine*. — Paris 1895, in-12, 1^{er} vol.
- BRUNET. — *Le Parfait notaire apostolique*. — Lyon, 1775, in-4°, 2 vol.
- CACHET DE SAINT-VALIER. — *Traité de l'Indult du Parlement de Paris*. — Paris, 1703, 2 vol. in-12.
- CROIX (Claude de la). — *Le Parfait ecclésiastique*. — Lyon, 1676, in-4°.
- DANTOINE. — *Les Règles du Droit canon traduites en français*. — Lyon, 1720, in-4°.
- DELFAU (Le R. P.). — *L'Abbé commendataire ou l'Injustice des commendes*, 1^{re} partie. — Cologne, 1673, in-12°; publié sous le nom de « des Bois-Francis ».
- *L'Abbé commendataire*, 2^e partie. — Cologne, 1674, in-12; publié sous le nom de « de Froimond ».

DUCASSE. — *Traité des droits et des obligations des Chapitres des Églises cathédrales*. — Toulouse, 1772, 2 vol. in-folio.

DUMOULIN (*Carolus Molinæus*). — *In regulas concellarie romanæ*. — Lyon, 1552, in-4°.

DUPUY. — *Commentaire sur le Traité des libertés de l'Église gallicane de Pithou*. — Paris, 1715, 2 vol. in-4°. Le 2^e volume contient les preuves et une liste des principaux canonistes avec des remarques sur les éditions des principaux ouvrages de ces derniers.

DU PERRY. — *Observations sur le Concordat*. — Paris, 1740, in-12.

DURAND DE MAILLANE. — *Dictionnaire de Droit canonique*, in-4°.

— *Les Libertés de l'Église gallicane prouvées et commentées*. — Paris, 1771, 4 vol. in-4°.

ELLIES DU PIN. — *Histoire de l'Église et des Auteurs ecclésiastiques au xvi^e siècle*. — Paris, 1703, 2 vol. in-12.

FABERT (Abraham). — *Remarques sur les Coutumes générales de Lorraine*. — Metz, 1657, in-fol.

FERRIÈRE (Claude de). — *Traité des Droits de patronage*. — Paris, 1686, in-4°.

— *La Science parfaite des Notaires*. — Paris, 1692, in-4°.

GALLEMART et BARBOSA. — *Concilium Tridentinum*. — Coloniae Agrippinæ. — 1622, in-4°.

GASTIER. — *Le nouveau Praticien français*. — Paris, 1667, in-4°.

GUYOT. — *Répertoire de Jurisprudence*. — Paris, 1784, in-4°.

HÉRICOURT (d'). — *Les Lois ecclésiastiques de France*. — Neufchâtel, 1774, in-fol.

LACOMBE (Guy du Rousseaud de). — *Recueil de Jurisprudence canonique*. — Paris, 1755, in-fol.

LAFERRIÈRE. — *Essai sur l'Histoire du Droit français*. — In-8°.

LOUET. — *Recueil d'arrêts notables du Parlement de Paris*. — 1693, in-fol.

LOYSEAU. — *Traité des Offices*. — Paris, 1620, in-8°.

- LOYSEL. — *Institutes coutumières*, revues par de Laurière. — Paris 1710, 2 vol. in-12.
- LUCHAIRE. — *Histoire des Institutions monarchiques de la France*. — 2 vol. in-8°, Paris, 1883.
- MARESCAL. — *Traité des Droits honorifiques des Seigneurs*, avec des remarques de Simon et Danty. — Paris, 1705, 2 vol. in-8°. Le 2^e volume contient les arrêts des Cours souveraines, rapportées comme preuves.
- MARION (Le R. P. Albert). — *L'abbé régulier sacré évêque in partibus infidelium, ou traité dans lequel on examine l'état d'un abbé régulier après sa consécration épiscopale*. — Luxembourg 1789, in-8°.
- MATHIEU. — *L'Ancien régime en Lorraine*. — In-8°.
- MÉMOIRES du Clergé. — Paris, 1716, 14 vol. in-fol.
- ORDONNANCES des rois de France de la 3^e race. — 20 vol. in-fol.
- PELLETIER (Jacques Le). — *Instructions pour les expéditions en Cour de Rome*. — Paris, 1680, in-12.
- PÉRARD-CASTEL. — *Traité sommaire de l'usage et pratique de la Cour de Rome*. — Paris, 1693, in-12.
- *Paraphrase du Commentaire de Dumoulin sur les Libertés de l'Église gallicane*. — Paris, 1685, in-fol.
- *Nouveau recueil de Questions notables sur les Matières bénéficiales*. — Paris, 1689, 2 vol. in-fol.
- PINSSON. — *Traité singulier des Régales*. — Paris, 1688, 2 vol. in-4°.
- PROCÈS-VERBAUX des Assemblées du Clergé.
- RATHIER. — *Traité de la disposition forcée des bénéfices*. — Paris 1780, 3 vol. in-12.
- REBUFFE. — *Praxis beneficiorum*. — Paris, 1664, in-fol.
- RECUEIL des Ordonnances de Lorraine. — 15 vol. in-4°, Nancy.
- RECUEIL des Édits, Déclarations, Lettes-patentes enregistrées au Parlement de Flandres. — In-4°.
- RECUEIL des Ordonnances des rois de France, par Néron et

- Girard, avec des commentaires sur certaines d'entre elles. — Paris, 1720, 2 vol. in-fol.
- RICHEBOURG (Bourdot de). — *Nouveau Coutumier général*. — Paris, 1724, 4 vol. in-fol.
- ROGÉVILLE (Guillaume de). — *Jurisprudence de Lorraine*. — Nancy, 1785, in-4°.
- *Dictionnaire des Ordonnances de Lorraine*. — Nancy, 1777, in-4°, 2 vol.
- THIBAUT. — *Histoire des lois et usages de la Lorraine et du Barrois dans les matières bénéficiales*. — Nancy, 1763, in-fol.
- THOMASSIN. — *Ancienne et nouvelle discipline de l'Église touchant les bénéfices et les bénéficiers*. — Paris, 1679, 3 vol. in-fol.
- TRAITÉ de la Régale, imprimé par l'ordre de Mgr l'évêque de Pamiers. — Cologne, 1680, in-12.
- TRAITÉ général de la Régale, attribué au même.

MANUSCRITS

- Manuscrit n° 154 de la Bibliothèque de la Ville de Nancy.
- Manuscrit n° 126 de la même Bibliothèque.
- Manuscrit n° 115 de la même Bibliothèque.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Définition, origine, création et distinction des bénéfices	9
§ 1. — Définition du bénéfice.....	9
§ 2. — Origine des bénéfices.....	11
§ 3. — Conditions de création d'un bénéfice.....	16
§ 4. — Distinction des bénéfices.....	18
CHAPITRE II. — Des droits de patronage, de présentation et de colla- tion	23
§ 1. — Définitions.....	23
§ 2. — Patronage et présentation.....	25
§ 3. — Collation.....	27
CHAPITRE III. — Formalités de la présentation, de la collation et de la prise de possession des bénéfices.....	30
CHAPITRE IV. — De l'âge, des degrés, des ordres et des autres qualités que doivent avoir les bénéficiers.....	38
Tonsure.....	39
SECTION I. — Bénéfices séculiers.....	43
§ 1. — Évêchés.....	43
§ 2. — Dignités et canonicats des églises cathédrales et collé- giales.....	47
§ 3. — Prébendes théologiques.....	48
§ 4. — Cures.....	49
§ 5. — Bénéfices simples.....	54
SECTION II. — Bénéfices réguliers.....	54

CHAPITRE V. — Vacance des bénéfices, en cas de :

mort	56
démission	56
résignation « <i>in favorem</i> »	56
permutation.....	64
profession monacale.....	65
mariage.....	65
incompatibilité.....	69
inhabilité.....	70
indignité du titulaire.....	70

CHAPITRE VI. — Les réserves apostoliques et les règles de chancellerie.....

73

SECTION I. — Réserves apostoliques.....

75

§ 1. — Règle « *de Mensibus* » ou de l'alternative.....

75

§ 2. — Mandats et grâces expectatives.....

77

§ 3. — La réserve.....

78

§ 4. — Dévolut.....

80

§ 5. — La prévention.....

83

§ 6. — L'annate.....

84

§ 7. — Les indults. — La commende.....

87

§ 8. — Unions de bénéfices.....

99

§ 9. — Coadjutoreries.....

101

SECTION II. — Grâces expectatives et régale.....

103

§ 1. — Brevets de joyeux avènement et de serment de fidélité..

104

§ 2. — Indult du Parlement de Paris.....

107

§ 3. — Privilège des gradués.....

111

§ 4. — Régale.....

118

SECTION III. — Règles de chancellerie.....

129

§ 1. — Règle « *de infirmis resignantibus* »

131

§ 2. — Règles « *de verisimiliâ obitus* » et « *de impebrantibus beneficia viventium* »

132

§ 3. — Règle « *de publicandis resignationibus*.....

134

§ 4. — Règles « *de Idiomate ; de triennali possessione ; de exprimendo valore in impetrationibus* »

135

CHAPITRE VII. — Pragmatique-Sanction, Concordats et Indults.....

137

§ 1. — Pragmatique-Sanction.....

137

§ 2. — Concordat germanique.....

143

§ 3. — Concordat de Bologne.....

145

§ 4. — Indults

148

CHAPITRE VIII. — Les notaires apostoliques et les banquiers expéditionnaires en cour de Rome.....	151
§ 1. — Des notaires apostoliques.....	151
§ 2. — Des banquiers expéditionnaires en cour de Rome.....	156
BIBLIOGRAPHIE.....	161



